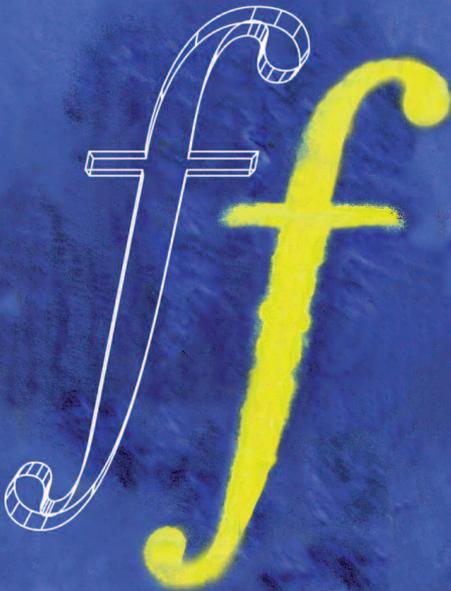


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 39 10 €



L'AFRIQUE
EN MARCHÉ

S o m m a i r e

France Forum • n°39 • Nouvelle série • septembre-octobre 2010

| | |
|----------------|---|
| Éditorial..... | 3 |
|----------------|---|

L'AFRIQUE EN MARCHÉ

| | |
|---|----|
| Géopolitique de l'Afrique par Charles Zorgbibe | 4 |
| Ça va aller par Venance Konan | 23 |
| Bonne gouvernance et développement durable en Afrique par Robert Dussey | 27 |
| L'Afrique francophone en quête de stabilité par Albert Kalaydjian | 32 |
| L'Afrique explose, l'Europe implose par Yves-Marie Laulan | 37 |
| L'Afrique saccagée par Jean-Pierre Prévost | 42 |

DOSSIERS ET ÉTUDES

| | |
|--|----|
| Vive le développement ! Vive la croissance ! par Jacques Blamont | 47 |
| D'où vient le peuple juif ? par François-Georges Dreyfus | 52 |
| Coup d'envoi de l'inflation par Omar Lefranc | 54 |

MOTS ET HUMEURS

| | |
|--|----|
| Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall | 56 |
| Aimez-vous l'Amérique ? par Jacques Mallet | 57 |

IL Y A CINQUANTE ANS

| | |
|--|----|
| L'esprit communautaire doit l'emporter sur l'esprit nationaliste par Maurice-René Simonnet | 58 |
|--|----|

CULTURE ET SOCIÉTÉ

| | |
|--|----|
| Nelson Mandela par Joëlle Bourgois | 60 |
| Propos sur la littérature africaine de langue française par Anne Laborde | 62 |
| Des hommes et des dieux de Xavier Beauvois par Jean-Marie Bordry | 68 |
| La fabrique des images, exposition au musée du Quai Branly par Jean-Marie Bordry | 69 |

NOTES DE LECTURE

| | |
|--|----|
| L'Affaire de L'Humanité de Sylvain Boulouque par Albert Kalaydjian | 70 |
| L'Identité de l'Europe, sous la direction de Ch. Delsol et J.-F. Mattéi par Jacques Mallet | 71 |
| L'Abondance frugale de Jean-Baptiste de Foucauld par Jean-Pierre Prévost | 72 |
| Guerre et paix au XXI ^e siècle de Christian Saint-Étienne par Charles Delamare | 74 |

France Forum déménage ! Toute l'équipe s'excuse
auprès de ses abonnés et de ses lecteurs pour
les désagréments et le retard que cela a pu engendrer.
Nous sommes toujours joignables par mèl
france.forum@free.fr.
Vous pouvez également prendre contact avec
Charles Delamare, rédacteur en chef,
au 06 08 97 21 34.
Nous vous communiquerons sans tarder nos nouvelles
coordonnées postales.

L'Afrique en marche

Après avoir, il y a un ou deux millions d'années, créé l'humanité, l'Afrique subsaharienne s'est enfoncée dans l'isolement pendant des millénaires. Elle était séparée du foyer de culture européen par une triple barrière : le Sahara, le Maghreb arabe, la Méditerranée. L'évolution technique a changé son destin au XIX^e siècle et va changer le nôtre au XXI^e siècle.

Désormais, pour paraphraser Paul Valéry, l'Europe est le cap Nord de l'Afrique. Un regard sur la mappemonde confirme cette assertion. D'où l'intérêt majeur que présente pour nous l'évolution de cet immense continent.

France Forum, dans ce numéro, a fait appel à des Africains ou à des connaisseurs de l'Afrique pour attirer l'attention de ses lecteurs sur les douleurs et les espoirs de ce pays, qui interviendra d'une manière ou d'une autre, mais de façon croissante, dans la vie de nos peuples.

Le foisonnement des problèmes qui accompagnent le réveil et la transformation des nations que leur ont léguées les puissances coloniales n'est pas dissimulé. Le partage du continent, lors de la conférence de Berlin en 1884-1885, tenue sous l'égide de Bismarck, a handicapé lourdement le devenir d'États, surgis au moment de l'indépendance en sui-

vant des tracés administratifs artificiels, ignorant entièrement les groupes linguistiques ou religieux constitués depuis des siècles. Bien plus que la saignée de la traite esclavagiste, ce dépeçage des ethnies compromet le redressement de l'Afrique.

La résolution des drames, comme au Rwanda ou au Congo, nés du mélange de ces nouvelles données et d'anciennes hostilités, sera indispensable au retour de l'Afrique dans le jeu de la civilisation mondiale. Les signes qu'une telle évolution est possible se multiplient. La remarquable qualité humaine de nombreux, et toujours plus nombreux, hommes de culture et de science qui apparaissent dans la plupart des États africains laisse augurer qu'une telle transformation va se produire. Si nous ne pouvons pas enlever cette responsabilité aux Africains (un néocolonialisme bien pensant n'est pas plus de mise que celui des exploités), il convient que les Européens aient au moins une attitude d'amitié à l'égard de ces cousins éloignés par l'Histoire, de manière à les soutenir fraternellement dans la voie du progrès.

Telle est la contribution que ce numéro de *France Forum* souhaite apporter à ce débat.

Le comité de rédaction

Géopolitique de l'Afrique

par Charles Zorgbibe¹

« Un continent sans histoire, sans philosophie, sans religion », tel était le verdict abrupt de Hegel sur l'Afrique, qui a indigné les élites africaines depuis l'accession aux indépendances. Verdict que nous récusons aussi, mais pensée qui a imprimé sa marque au colonialisme et dont il faut se défaire comme l'explique Zorgbibe.

En décembre 1962, le président du Ghana, Kwame Nkrumah, ouvrant le premier Congrès international des études africaines à Accra, s'en prenait aux propos du maître de Iéna. Plus près de nous, le Prix Nobel de littérature 1986, le Nigérian Wole Soyinka, présentait Hegel, dans son discours de Stockholm, comme « l'un des ancêtres intellectuels de l'apartheid sud-africain ». Entre-temps, philosophes et historiens étaient entrés dans le débat. Le Camerounais Marcien Towa voyait en Hegel le philosophe de l'impérialisme, car il aurait exclu les Noirs de l'Histoire universelle. Le Congolais Théophile Obenga, disciple de Cheikh Anta Diop, critiquait Hegel pour avoir refusé au monde africain toute rationalité. De même, selon l'analyse de Marie-Louise Diouf, l'Afrique vue par Hegel serait « en soi, irrationnelle ». Le Burkinabé Joseph Ki-Zerbo voyait en Hegel le porte-parole le plus radical de la thèse selon laquelle « l'histoire de l'Afrique n'existe pas ». Plus nuancé, Amady Aly Dieng avait formellement écarté toute accusation de racisme : pour Hegel, la « barbarie » de l'Africain ne tient pas à des raisons biologiques, mais à la nature tropicale et à la « constitution géographique » du continent. Dans son sillage, le Cap-Verdien Pierre Franklin Tavarès entendait resituer les écrits de Hegel dans leur contexte : le monde africain n'est pas condamné à l'immobilisme ; simplement, il n'a « pas encore », au moment où écrit Hegel, les ressources qui lui permettraient un plein développement intellectuel.

Sa vision de l'Afrique, Hegel la partageait avec sa filiation égarée : dans ses articles de la *Nouvelle Gazette rhénane*, Marx n'était pas plus compatissant envers les peuples africains, figés dans une immobilité millénaire. Parmi ces sociétés pré-capitalistes, qui ne constituent pas encore le Tiers Monde, coexistent les peuples historiques et les autres. La perspective est darwiniste : les peuples historiques sont

1. Le présent article est extrait du livre *Paix et Guerre en Afrique. Un continent en dehors de l'Histoire ?*, tome 1, Bourin Éditeur, 2009. Avec l'aimable autorisation de reproduction de l'auteur et de l'éditeur.

des peuples guerriers, qui ont la vitalité nécessaire pour se libérer de l'emprise occidentale, au contraire des autres, qui doivent être colonisés pour participer à cette unification du monde que prépare l'expansion planétaire de la bourgeoisie euro-américaine. Il est vrai que le thème n'est qu'effleuré : les écrits de Marx concernent peu l'Afrique. Seul corps résistant, « sacralisé » sur le tard : l'Algérie, que Engels estime encore, en 1848, promise à une conquête coloniale sans problème, « une nation de voleurs mue par la convoitise », mais qui devient, dix ans plus tard, une nation irréductible : son contrôle par la France se révélera illusoire, pronostique Engels.

La vision africaine des « maîtres penseurs » du XIX^e siècle européen trouvait son inspiration dans les travaux du géographe allemand Carl Ritter. Hegel considérait *L'introduction à la géographie générale comparée* de Ritter comme la « meilleure description d'ensemble de l'Afrique » : elle lui donna une somme considérable d'informations sur les mœurs et le sol africains, « un formidable tableau de l'Afrique, inégalé en son temps », selon Amady Aly Dieng. Étonnant ouvrage ! Ritter ne se limite pas à l'habituelle géographie descriptive. Il considère les continents comme des organes vivants, déterminant l'histoire et la vie de leurs habitants. Le milieu naturel conditionne le développement des peuples ; il s'insinue dans l'âme des hommes. Ritter compare les trois continents du Vieux Monde. L'Europe, articulée de toutes parts, a des « membres plus importants que le corps ». Fortement découpée, ouverte sur le monde par ses îles et ses péninsules, elle a bénéficié de tous les échanges ; et la Méditerranée, mer intérieure, lui a permis d'accéder en premier à la civilisation. L'Asie fait quasiment bloc avec l'Europe ; elle est articulée sur trois de ses côtés, « mais son corps reste l'élément prépondérant ». L'Afrique semble être un corps sans membres : elle est un tronc massif et régulier, sans articulations. Ses côtes sont peu développées. L'intérieur du continent noir est éloigné de l'océan. L'Afrique est le vrai sud de la terre ; elle n'a pu être vivifiée par aucun contraste. Et la conclusion de Ritter annonce celle de Hegel : « Des siècles semblent s'interposer entre l'Afrique et son avenir encore mystérieux. [...] Tout progrès y est à peine sensible, sans individualité apparente de civilisation, de politique ni même de langue. »

L'ère des indépendances a incité les universitaires africains et les « africanistes » à l'extérieur du continent à une réflexion moins caricaturale sur la place de l'Afrique dans le système international. Une réflexion tout de même soumise à des pulsions politiques : les analyses sont plus optimistes à l'aube de la deuxième moitié du XX^e siècle, à l'heure de l'entrée des nouveaux États sur la scène internationale, plus imprégnées de scepticisme un demi-siècle plus tard, lorsque s'étend la désillusion devant les difficultés du continent. Et les préoccupations des chercheurs se sont modifiées au fil des déceptions engendrées par les « indépendances formelles », puis par l'emprise d'une mondialisation qui tend à marginaliser le continent : elles

furent centrées sur la politique africaine, la question de l'État, la résistance aux dominations étrangères, avant d'être orientées vers l'économie, le sous-développement, l'intégration au sein du système mondial, puis sur les questions de société et d'environnement.

Comment définir aujourd'hui l'identité africaine, c'est-à-dire ce qui est identique, ce qui forme un tout derrière la diversité des peuples africains et face au reste du monde ? L'identité africaine, pour reprendre ce que Fernand Braudel écrivait de l'identité de la France, serait le résultat vivant de ce que l'interminable passé a déposé patiemment, par couches successives et comme autant de sédiments marins, sur le sol de l'Afrique – ce qui implique un regard sur le temps long de l'Histoire, avant de considérer les réalités du temps présent.

Sur le temps long de l'Histoire, l'Afrique apparaît comme un continent dont l'identité a été forgée par l'épreuve. Une triple épreuve : celle de la lutte avec une nature hostile, celle de la traite négrière, celle de l'invasion coloniale. Avec un caractère commun, qu'il faut reconnaître, en dehors des « repentances » par automatisme d'aujourd'hui : celui de la souffrance des peuples du continent – cette souffrance qui donnerait son unité à l'histoire générale du continent, selon John Iliffe, le spécialiste de l'Afrique à l'université de Cambridge.

L'épreuve de la lutte avec une nature hostile

À la différence de l'Amérique, que Claude Lévi-Strauss décrit, dans ses *Tristes tropiques*, comme un continent jeune, avec une présence humaine qui ne remonte pas à plus d'une dizaine de milliers d'années, l'Afrique est un très vieux continent, vieux de plusieurs centaines de millions d'années. En son cœur, un plateau rocheux, riche en minéraux – pour le malheur des Africains d'aujourd'hui, si l'on considère les guerres pour les « diamants du sang » ou la malédiction qui semble affecter certains pays pétroliers – et pauvre en sols cultivables. Peu de plissements montagneux, qui auraient diversifié les climats et les environnements. Les températures et la végétation forment des bandes latérales, des ceintures climatiques qui s'étendent de la même manière vers le nord et le sud à partir de l'équateur : la forêt tropicale au centre du continent, puis la savane, le désert et, enfin, les zones de pluies hivernales, au climat méditerranéen, qui caractérisent le littoral de l'Afrique du Nord ou la province du Cap en Afrique du Sud. Une exception : l'Afrique orientale, qui connaît des zones montagneuses et des fossés d'effondrement et où une activité volcanique et l'érosion de roches récentes ont permis la découverte de restes préhistoriques – hominidés dans la vallée de l'Aouach, au nord de l'Éthiopie, et premiers témoignages humains dans la gorge d'Olduvai en Tanzanie, ou au Kenya et sur la rive occidentale du lac Malawi.

Une région du monde hostile à l'homme, à l'implantation de l'espèce humaine : pauvreté des sols, difficultés climatiques, abondance des insectes, fréquence des maladies ; des populations très éparées sur des distances considérables. Ces caractères empêchaient l'apparition d'institutions politiques formelles ; à l'ère précoloniaire, des sociétés sans État, laissant une entière liberté aux paysans, ont coexisté avec les tentatives d'empires régionaux.

L'Afrique du Nord est la première région d'Afrique à avoir échappé aux contraintes de la nature. Elle est, certes, isolée du reste de l'Afrique par le Sahara : certains géographes font du Maghreb une île aux contours dessinés par la Méditerranée et le désert... Mais, à la fin du premier millénaire après Jésus-Christ, l'économie en expansion du monde arabe et la religion islamique franchissent le désert : l'Afrique du Nord attire l'or et les esclaves de l'Afrique de l'Ouest et noue des liens avec l'Afrique centrale et orientale, avant que cette relation ne soit anéantie par la peste noire au milieu du XIV^e siècle, qui préluda à cinq siècles de déclin. Il ne nous semble donc pas possible de séparer, comme le font certains géographes ou politistes, l'aire arabo-islamique nord-africaine de l'Afrique subsaharienne : les liens sont trop nombreux et presque organiques, comme le montrent, parmi nombre d'exemples, l'allégeance séculaire de tribus sahariennes au monarque marocain – que constata la Cour internationale de justice de La Haye lorsqu'elle fut saisie de l'affaire du Sahara occidental – ou les invasions périodiques du Soudan par l'Égypte en quête de mercenaires pour son armée, ou encore la densité des rapports entre le Sénégal et le Maroc d'aujourd'hui, sur fond de confréries musulmanes communes.

L'épreuve de la traite des Noirs

Pendant quatre siècles, la traite négrière, l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité, a interrompu la croissance démographique de l'Afrique et a pesé sur l'organisation politique et sociale du continent.

L'esclavage et la traite étaient présents en Afrique avant les grandes découvertes : un esclavage « domestique » sévissait dans de nombreuses régions ; et la traite vers le monde arabe, à travers le Sahara ou à partir de la place de Zanzibar sous la souveraineté du sultanat d'Oman, a affecté le destin de huit millions d'êtres humains. La traite « européenne » a commencé en 1441, lorsqu'un capitaine portugais, « commissionné » par son souverain, Henri le Navigateur, enleva un couple sur la côte occidentale du Sahara ; quatre ans plus tard, les Portugais édifiaient un fort sur l'île d'Arguin, au large de la Mauritanie, pour détourner les caravanes d'or remontant vers le Maroc et pour se procurer des esclaves. Il s'agit, alors, de répondre aux besoins de l'Europe du Sud, où l'esclavage avait survécu depuis l'Empire romain dans les activités domestiques et dans certaines poches d'agriculture intensive, comme la production sucrière.

La traite s'est intensifiée après la découverte du Nouveau Monde. L'Afrique était doublement perdante : elle était tenue à l'écart des courants économiques engendrés par les grandes découvertes et elle était saignée par l'exportation d'êtres humains, destinés à remplacer les populations amérindiennes décimées par l'irruption européenne. À la fin du *xvi*^e siècle, le trafic vers l'Amérique représente 80 % de la traite, essentiellement vers le Brésil et les Caraïbes et, pour moins de 5 %, vers l'Amérique du Nord. La traite atlantique affecte 367 000 êtres au *xvi*^e siècle, deux millions au *xvii*^e siècle, six millions au *xviii*^e siècle, particulièrement pendant la décennie 1780-1790 – entraînant une réaction de l'opinion publique en Angleterre et en France, où Mirabeau, fondateur de l'Association des amis des Noirs, décrit, devant le Club des jacobins, les souffrances et les traumatismes endurés par ces parias de l'humanité, des quartiers d'esclaves à la traversée sur de vieux navires, baptisés « navires-cerqueils » par les Portugais.

Pour accomplir ce crime collectif, les Européens s'assuraient la complicité d'autres Africains : il fallait que des Africains acceptent de vendre des esclaves. La razzia directe d'esclaves par des Européens a été rare, sauf en Angola à la fin du *xvi*^e siècle ; le système restait finalement sous contrôle africain. Sur le fleuve Sénégal, les cavaliers wolofs se prêtaient à la vente d'esclaves, de même que les Achantis de Côte-de-l'Or ou les souverains du royaume du Kongo, qui limitèrent cependant le trafic et le réglementèrent. En revanche, les Diolas de Casamance, les Bagas de la Guinée d'aujourd'hui, les Krous du Liberia – souvent des sociétés sans État – refusèrent de collaborer avec les Européens et firent preuve d'un courage indomptable dans ce refus. La capture et la privation de liberté s'effectuaient le plus souvent à la guerre, lors d'affrontements entre unités politiques, parfois à la suite de razzias de grande ampleur chez des peuples voisins – les agriculteurs Ibos, au sud de l'actuel Nigeria, victimes de ces enlèvements, partaient pour les champs sous la protection d'hommes armés ; elles pouvaient aussi résulter d'une condamnation au sein d'une même unité politique, les condamnations étant, au fil de la progression de la traite, systématiquement transformées en mises en esclavage.

Les conséquences de la traite furent, évidemment, démographiques : P. Mannig estime que, de 1600 à 1900, le pourcentage d'Africains dans la population cumulée de l'Europe, de l'Afrique, du Moyen-Orient et du Nouveau Monde tomba de 30 à 10 % et que l'Angola souffrit particulièrement car il était médiocrement peuplé et la traite y fut très intense pendant trois siècles. Au plan politique, la traite a donné un caractère mercantile au pouvoir africain : les souverains locaux contrôlaient la traite et s'enrichissaient, ou des trafiquants indépendants, commerçants et marchands, gagnaient en influence politique. L'école historique du Congo-Zaïre a montré qu'à l'embouchure du Congo la hiérarchie des peuples et tribus a été profondément modifiée par la traite : les éléments en contact direct avec les Européens prenaient le pas

sur les dirigeants politiques traditionnels. Des États se désintégraient, tels l'empire terrestre du grand Djolof du Sénégal, centré sur la savane, ou le royaume du Kongo, ou encore l'Oyo, le plus important des royaumes yoroubas, au sud-ouest de l'actuel Nigeria, à l'intérieur des terres. D'autres États apparaissaient, d'autres autorités s'instituaient, au détriment des royautés traditionnelles : les « maisons de pirogues » rassemblaient les tenants du nouveau pouvoir économique, dans le delta du Niger, sur la côte gabonaise, ou encore sur le fleuve Congo ; de véritables royaumes guerriers, spécialisés dans la capture d'esclaves, s'imposaient, au Katanga et sur le haut Congo, en amont de Kisangani. Les stigmates de la traite sont toujours sensibles, dans l'espace comme dans les mémoires : la moitié orientale de l'actuelle République centrafricaine reste sous-peuplée car elle a été désertée par les populations qui fuyaient devant les razzias de Rabah, qui avait établi un État capteur d'esclaves entre l'Oubangui et le Tchad ; le long combat de l'Unita, dans la guerre civile de l'Angola, perpétue en partie les peurs des populations de l'intérieur (les Ovimbundus), victimes des tribus côtières ; les conflits internes du Tchad et du Soudan reflètent les haines entre les descendants d'esclaves et les bénéficiaires de la traite... Des stigmates d'autant plus sensibles que la disparition de l'esclavage est, parfois, récente : à Zanzibar, la Grande-Bretagne, État « protecteur » du sultanat depuis 1890, déclara l'esclavage illégal en 1897... tout en édictant une loi « contre le vagabondage », qui contraignait les esclaves libérés à rester sur les plantations en tant que fermiers ; au Nigeria, l'esclavage ne fut aboli qu'en 1936 – jusque-là, les esclaves mâles devaient acheter leur liberté et étaient reconduits chez leur maître en cas de fuite ; en 1930, la Société des Nations obtint la démission de Charles King, président du Liberia, qui envoyait ses compatriotes travailler comme esclaves dans les plantations de la Guinée espagnole.

L'épreuve de la colonisation

Dans une première phase, la plus brutale, l'invasion coloniale a aggravé les effets destructeurs de la traite. Dans son essai sur *Le Monde et l'Occident*, Arnold Toynbee a dramatisé le choc premier, celui de l'irruption européenne : « L'Occident a été le plus grand agresseur des temps modernes. » Les populations côtières étaient, certes, en rapport avec les Européens depuis la fin du xv^e siècle, mais il ne s'agissait plus d'un partenariat sulfureux dans le commerce du « bois d'ébène », une souveraineté extérieure était imposée, qui pouvait signifier une dépossession juridique et politique. Et les peuples de l'intérieur du continent se trouvaient soudain exposés au même traumatisme que les Amérindiens après la découverte du Nouveau Monde : désarmés, sans repères, « victimes, dans les cas extrêmes, d'un ethnocide involontaire » (Roland Pourtier). Des abus allaient, parfois, se prolonger : en Afrique centrale, les pertes humaines provoquées par la construction du Congo-Océan et l'exploitation des compagnies concessionnaires allaient être dénoncées, en 1927, par André Gide dans son *Voyage au Congo*.

Dans la réalité, les situations concrètes étaient diverses et des stratégies parfois opposées allaient se faire jour, chez les colonisateurs comme chez les colonisés. Du côté des Européens, les Français, comme à certains égards les Portugais, ne pouvaient se défaire de leur subconscient « romain » : le modèle idéal était l'extension de souveraineté et de citoyenneté, l'intégration des peuples d'outre-mer. Saint-Louis du Sénégal avait adressé un cahier de doléances aux États généraux de 1789 ; les natifs des quatre vieilles cités coloniales de Dakar, Saint-Louis, Gorée et Rufisque éli-saient leur député sous la III^e République ; le gouverneur général de l'Afrique occi-dentale, William Ponty, écartait les chefs traditionnels, qui n'étaient « rien d'autre, en règle générale, que des parasites » ; les monarques précoloniaux cédaient la place aux chefs de canton au Dahomey, au Fouta-Djalou, à Ouagadougou où le moro-naba, empereur des Mossis, était privé de tout pouvoir. À l'opposé, les Britanniques s'attachaient au modèle de l'administration indirecte, à partir de l'expérience de Frederick Lugard qui, après avoir conquis le califat de Sokoto, au nord du Nigeria, décida de gouverner en s'appuyant sur les émirs foubés, placés à la tête d'institu-tions autochtones distinctes ; cette formule fut étendue, par la suite, à la majeure partie des possessions britanniques, même dans des sociétés sans État, le Colonial office tentant d'imaginer les structures disparues d'un XVIII^e siècle précolonial ima-ginaire. Les Belges allaient reprendre le modèle de l'administration indirecte au Rwanda et au Burundi ; les Français ne l'avaient pas totalement ignoré – du projet de « royaume arabe » d'Algérie, cher à Napoléon III, à la gestion du protectorat marocain par Lyautey... Restaient aussi les situations d'affrontement ou de violence pure : le colonel Archinaud, issu de l'école des officiers français formés en Algérie, déportait au Sénégal vingt mille Touareg après la conquête du royaume du Ségou, dans l'actuel Mali ; en vingt ans de guerres intermittentes, les Italiens décimaient près du tiers de la population libyenne ; dans le sud-ouest africain, les Allemands réprimaient lourdement, en 1904, une révolte des Herreros – en 1911, un recense-ment montrait que 15 130 d'entre eux avaient survécu sur 80 000.

Côté africain, l'hésitation était générale entre la collaboration et la résistance. Au Nigeria, les royaumes yoroubas traitaient avec les Anglais, après l'usure d'un long conflit. En Afrique australe, le royaume militaire des Ndébélés fit office de repous-soir et suscita, chez ses voisins shonas, une alliance de revers avec les Britanniques, considérés comme des protecteurs potentiels. Parfois, l'alliance avec le colonisateur sous-tendait un projet de modernisation – tel celui du chef du parti protestant du Buganda, Apolo Kagawa. La résistance pouvait être le fait d'unités politiques for-tement militarisées, animées par un code d'honneur, voire par l'esprit de la guerre sainte, comme les mahdistes du Soudan, ou, paradoxalement, de sociétés sans État, qui n'avaient jamais connu de domination étrangère : tel fut le cas des Baoulés de Côte d'Ivoire, des Ibos du Nigeria, des Diolas du Sénégal. Dans la dernière décen-nie du XIX^e siècle, les Africains semblent submergés par l'intervention coloniale. Les

Européens ont les moyens techniques de leur avancée à l'intérieur du continent : l'usage de la quinine supprime l'obstacle de la malaria qui, au début du siècle, tuait un Européen sur deux en Afrique occidentale ; l'apparition des armes à répétition, mitrailleuses et fusils à chargement automatique, leur donne une nette supériorité militaire, ce qui n'était pas le cas lorsque les Français combattaient Abd el-Kader en Algérie, à armes à peu près égales. Pourtant, de vastes régions restent encore en dehors du contrôle européen : le Darfour au Soudan, le pays des Ovambos au nord du sud-ouest africain (devenu la Namibie) jusqu'au premier conflit mondial, l'intérieur du Somaliland britannique et le Rif marocain d'Abd el-Krim jusqu'aux années 1920, le Sahara occidental jusqu'au deuxième conflit mondial...

Les considérations économiques pouvaient évidemment peser sur le choix entre résistance et collaboration. Une colonisation de peuplement impliquait la confiscation de terres redistribuées à des colons européens – comme en Algérie, en Tunisie et au Maroc, malgré le statut de protectorat, en Afrique du Sud et sur les hautes terres de l'Afrique orientale britannique. Mais, à ces exceptions près, l'Afrique resta relativement vide de colons. De même, la recherche de matières premières ne sembla déterminante qu'au Congo belge, voire en Égypte et au Transvaal, lors de la ruée vers l'or et les diamants : l'Europe trouvait sur son sol les minéraux essentiels. N'en déplaise aux théoriciens de l'impérialisme, les raisons économiques n'expliquaient pas totalement l'irruption européenne : les marchands allemands de Zanzibar étaient hostiles à l'intervention de leur pays, qu'ils jugeaient nuisible à leurs affaires ; en Afrique australe, la puissante société créée par Cecil Rhodes ne put distribuer, du vivant de son fondateur, de dividendes à ses actionnaires. Les considérations de prestige, l'exaltation du sentiment national, la conscience de la supériorité européenne tenaient la première place.

Au demeurant, jusqu'en 1890, le développement des ambitions coloniales n'influe guère sur l'échiquier diplomatique central, celui du concert des puissances, qui reste purement européen. Après 1890, la politique européenne devient mondiale, les interactions se précisent entre l'échiquier européen et la compétition pour la conquête des ultimes territoires sans maître : en 1885, la conférence de Berlin, dite du partage de l'Afrique, fait transition entre les deux périodes... Reste l'essentiel : le choc de l'irruption européenne constituait, pour reprendre le constat de Toynbee, une « agression ». Mais ce choc fut, aussi, celui de la modernité : au lendemain de la Première Guerre mondiale, les progrès médicaux et un plus grand respect pour les peuples du continent préparèrent les révolutions de l'Afrique indépendante.

Les trois révolutions de l'Afrique aujourd'hui

La première de ces révolutions a été démographique : ce continent au peuplement longtemps parcimonieux, le long de quelques fleuves, connaît, depuis les trois der-

nières décennies du xx^e siècle, une croissance exceptionnelle de sa population. Cette croissance a été perceptible dès le xix^e siècle dans l'Égypte de Méhémet Ali, premier pays africain à s'être doté d'un État moderne... et d'un véritable service de santé. Puis dans l'Algérie coloniale lorsque, le choléra perdant de sa virulence et la vaccination contre la variole se généralisant, la population algérienne musulmane augmenta de 1 % par an à la fin du siècle, puis de 2 % dans les années 1920. Cette croissance sans précédent allait entraîner une révolution politique : comment maintenir le système colonial face à la multiplication du nombre des colonisés ? Dès les années 1930, lors du grand débat ouvert par le Front populaire, les élus européens d'Algérie invoquaient leur infériorité démographique pour repousser les projets de réforme ; en 1948, le secrétaire britannique aux colonies décrivait l'impasse des politiques coloniales : « Notre politique de santé nous confronte à un problème de population d'une ampleur accablante. [...] Il faut nous attendre à une période troublée. Nous ne pouvons espérer satisfaire les appétits nouveaux des peuples coloniaux. » Cette pression du nombre a provoqué l'effondrement des systèmes coloniaux et de l'apartheid sud-africain... et elle sous-tend l'instabilité des nouveaux régimes indépendants. Elle a également suscité une révolution dans les rapports de l'Afrique et du reste du monde.

La révolution démographique

Le terme d'« explosion démographique » convient ici : la population de l'Afrique a doublé en un quart de siècle, de 1970 à 1995, passant de 362 millions d'habitants à 728 millions ; elle est en 2007 de 965 millions et devrait passer à près de 2 milliards en 2050. En cette même année 2050, quatre pays africains, parmi les plus pauvres, verront leur population tripler : le Burundi, la Guinée-Bissau, le Liberia et le Niger. Et l'Afrique devrait compter quatre pays de plus de 100 millions d'habitants : le Nigeria (plus de 250 millions), l'Éthiopie (plus de 170 millions), le Congo-Zaïre (environ 151 millions) et l'Égypte (127 millions).

Auparavant, la croissance de 1920 à la fin des années 1940, caractéristique de l'ère coloniale, était également à retenir, bien que de proportion moindre : la population du continent était passée de 142 millions d'individus à 200 millions. Aujourd'hui, si l'on considère la seule Afrique subsaharienne, la croissance annuelle est de 2,8 % contre 0,3 % pour le monde industrialisé et 1,7 % pour l'ensemble des pays en développement. L'Afrique représente 10,4 % de la population mondiale et 20,9 % de l'accroissement annuel mondial.

Cette explosion est due à une natalité exceptionnelle : 44,2 ‰ en Afrique subsaharienne contre 13,1 ‰ pour le monde développé et 27,1 ‰ pour la moyenne du Tiers Monde ; l'indice de fécondité est de 6,1 enfants par femme en Afrique contre 1,7 pour le monde développé et 3,1 pour le Tiers Monde. En 2050, selon les pro-

jections de l'Onu, le Maghreb présentera un profil démographique proche de celui des pays développés, avec un indice de fécondité inférieur à 2,5, tandis que celui de l'Afrique subsaharienne restera supérieur à 5.

En revanche, le taux de mortalité reste important : 15,8 ‰ en Afrique contre 9 ‰ pour la moyenne des pays en développement et 9,2 ‰ pour l'ensemble du monde. L'Afrique est donc le continent des mères couvertes d'enfants et de la jeunesse : 45 % de moins de quinze ans contre 32 % en Amérique latine et 18 % en Europe ; et 3 % de plus de 65 ans contre 6 % en Amérique latine et 15 % en Europe. En 2050, l'Afrique sera le seul continent avec une population très jeune : 1,2 milliard de moins de 18 ans pour une population totale de 2 milliards. L'âge médian y sera de 28 ans contre 40 ans en Amérique latine et en Asie et 47 ans en Europe.

Ce retournement ou basculement démographique par rapport au XIX^e siècle s'explique, d'une part, par le maintien d'une mentalité nataliste, le prestige lié à l'importance de la descendance, à la fois main-d'œuvre et assurance-vieillesse, et, d'autre part, par une baisse tout de même sensible de la mortalité, particulièrement depuis les lendemains du deuxième conflit mondial, lorsque les politiques de santé et de développement économiques coloniales ont commencé à porter leurs fruits. (Au Nyasaland, l'actuel Malawi, les services de santé traitèrent 19 000 malades en 1921, 729 000 en 1937 et 3 600 000 en 1954 ! En Côte-de-l'Or, le futur Ghana, la scolarisation des filles dans les années 1930 eut pour effet de réduire de moitié le taux de mortalité infantile.) Parfois, d'autres raisons intervinrent : les médecins coloniaux de l'entre-deux-guerres étaient frappés par le très bas niveau de fécondité des populations d'Afrique centrale – Congo, Gabon, Centrafrique (dans les années 1930-1954, 36 % des Gabonaises n'eurent pas d'enfants) ; les médecins du Congo belge attribuaient cette « hypofécondité » à une « neurasthénie raciale ». Cette neurasthénie semble avoir disparu avec les indépendances : les États d'Afrique centrale ont rejoint le reste de l'Afrique dans l'élan de la très forte croissance. Des disparités géographiques n'en subsistent pas moins. Trois ensembles de très forte densité existent : l'Afrique du Nord, l'Afrique occidentale, entre le Sahel et l'Atlantique, avec comme point fort les 100 millions d'habitants du Nigeria, et les hautes terres de l'Afrique orientale et australe, de l'Érythrée à l'Afrique du Sud. Entre l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale, une zone de faible densité traverse le continent, du Soudan à la Namibie, explicable en partie par l'importance des étendues arides.

Entre-temps est intervenu l'un des plus grands séismes sanitaires, après un siècle d'évolution favorable : l'irruption fracassante du virus VIH/sida. Une pandémie au rythme inédit : en deux décennies, le sida a emporté 16 millions de vies ; la population séropositive est évaluée à 33 millions d'êtres humains – et l'Afrique supporte le plus lourd fardeau : 85 % des décès, 70 % des personnes infectées, 90 % des infections infantiles. Plus de 25 millions de vies africaines sont hypothéquées ; le

vieux fléau du paludisme est relégué au second rang. Et des particularités africaines : la transmission hétérosexuelle est le mode de contamination majeur, le risque de transmission mère-enfant est donc plus grand que sur les autres continents et, dans certaines sous-régions, la population féminine subit une hécatombe : 30 % des femmes de 15 à 49 ans sont séropositives à Kisumu, au Kenya.

Sous l'image « globalisante » de la catastrophe africaine, on peut distinguer des épidémies distinctes. L'Afrique centrale et l'Afrique orientale sont frappées, particulièrement, dès 1982, entre les lacs Victoria et Tanganyika ; l'Afrique occidentale est épargnée, à l'exception de la Côte d'Ivoire. À partir des années 1987-1989, la Zambie, le Zimbabwe, le Malawi, à la charnière de l'Afrique orientale et australe, sont atteints, avec une séropositivité qui gagne 10 % de la population. La décennie 1990 est celle de l'embrasement de l'Afrique australe : le taux d'infection des femmes enceintes est, en 1998, de 30 % à 35 % en Zambie, en Namibie, au Swaziland et dans la province du Natal en Afrique du Sud, de 43 % au Botswana (Francistown) et de 59 %, funeste record mondial, au Zimbabwe, à Beitbridge, à la frontière de l'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, les situations sont diversifiées selon les sous-régions : décroissance en Ouganda (ou la séroprévalence a été divisée par trois en dix ans) et au Rwanda ; stabilisation au Sénégal, au Burkina (ex Faso), au Ghana, en Côte d'Ivoire (sauf à Abidjan) ; croissance en Afrique australe, au Kenya, au Nigeria, au Tchad... Comment expliquer ces disparités ? Jeanne-Marie Amat-Roze oppose le Sénégal, un « finistère » relativement replié sur lui-même, à la Côte d'Ivoire, terre d'immigration, sur l'axe international de l'Afrique de l'Ouest. Roland Hureau donne une autre interprétation, à partir de deux paramètres : l'urbanisation et les religions dominantes. La propagation serait moins forte dans les régions rurales et islamisées. Mais Hureau reconnaît que d'autres facteurs sont à prendre en compte : l'engagement des chefs d'État, la prise de conscience des Églises...

La pandémie va-t-elle anéantir la révolution démographique africaine ? Kofi Annan, lors de la première réunion du Conseil de sécurité consacrée à la lutte contre le sida en Afrique, le 10 janvier 2000, érigeait cette maladie en menace majeure « à la stabilité de l'Afrique australe et orientale ». Dans le même sens, Jeanne-Marie Amat-Roze désigne le sida comme le « déstabilisateur démographique » mais aussi « économique et social ». Impact direct sur les effectifs de population : en 2025, trois États, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Botswana, devraient avoir une population inférieure à celle de 1997 ; l'Afrique du Sud devrait tomber de 42,5 millions d'habitants, en 1997, à 35 millions en 2025, alors que l'Onu prévoyait un doublement de population à cette date, et à 30 millions, en 2050, selon les estimations de l'Onu publiées en 2007. Nouveau profil de la pyramide des âges : alors que les

épidémies du passé touchaient uniformément toutes les classes d'âge, le sida affecte surtout les jeunes adultes et les très jeunes enfants. Désastre social : à la fin de l'année 1999, le sida a laissé derrière lui 12 millions d'orphelins en Afrique. Désastre économique : le sida ralentit la croissance des États affectés, désorganise les services publics, pèse sur les capacités de production de l'agriculture et de l'industrie... D'autres experts – plus proches des pouvoirs publics africains qui ont longtemps esquivé la réalité – prêchent la prudence dans les interprétations : la mortalité imputable au sida n'aurait, pour l'heure, que des effets relativement faibles sur l'accroissement global de la population ; pour que l'épidémie annule la croissance démographique, il faudrait imaginer une séropositivité d'un taux de 50 % submergeant l'ensemble du continent. Le département de la population de l'Onu annonce, en 2007, la diminution des décès dus au sida : pour la période 2005-2020, leur nombre devrait être de 30 millions, chiffre inférieur aux évaluations de 2004 – pour une grande part, grâce à l'utilisation croissante de traitements antirétroviraux. Mais même ces tenants de l'afro-optimisme ne contestent pas vraiment les profondes perturbations démographiques qui s'annoncent : les effets d'une natalité très élevée seront, pour le moins, amortis dans plusieurs sous-régions du continent.

La révolution politique

Elle consiste évidemment dans l'accession des peuples africains à la souveraineté étatique : c'est l'ère des indépendances qui prend forme dans la deuxième partie du xx^e siècle.

L'impulsion initiale vient du nord du continent : la Libye, ex-colonie italienne, provisoirement administrée par la Grande-Bretagne (pour la Tripolitaine et la Cyrénaïque) et la France (pour le Fezzan), est déclarée indépendante le 24 décembre 1951 ; en 1952, le coup d'État des Officiers libres met fin à la tutelle militaire de fait de l'Angleterre sur l'Égypte ; de 1954 à 1956, la Tunisie et le Maroc sont politiquement transformés avec l'arrivée au pouvoir à Tunis du Néo-Destour d'Habib Bourguiba, puis la restauration sur le trône marocain de Mohamed V, de retour d'exil ; suivra le long conflit algérien... L'Afrique occidentale a inauguré son propre processus dès 1951, avec la victoire inattendue, aux premières élections organisées dans la colonie de la Côte-de-l'Or, du Convention People's Party de Kwame Nkrumah – qui était incarcéré et a été libéré pour être installé au pouvoir. La mutation sera plus difficile dans l'immense Nigeria, les dirigeants du Nord industrialisé retardant l'accession à l'indépendance car ils craignent les ambitions des Sudistes, plus occidentalisés. Dans les fédérations françaises d'Afrique occidentale et équatoriale, la loi-cadre Defferre a aménagé, en 1956, l'autonomie interne des divers territoires et permis la formation des premiers gouvernements ; le général de Gaulle, après l'éphémère tentative d'une Communauté franco-africaine à caractère confédéral, accompagnera la proclamation des indépendances – indépendances « balkanisées », par territoires, sous l'aiguillon des territoires riches, la Côte

d'Ivoire et le Gabon, qui voulaient consacrer leurs ressources à leur propre développement (alors que le parti dominant de l'Afrique française, le Rassemblement démocratique africain de Félix Houphouët-Boigny, fédérait des sections territoriales).

L'évolution politique sera plus lente en Afrique orientale et australe, où prévaudra longtemps le modèle d'une Afrique politiquement blanche. La fédération d'Afrique centrale, qui regroupe les deux Rhodésie et le Nyasaland, se désintègre en 1963, des pouvoirs africains étant mis en place au Nyasaland, devenu Malawi, et en Rhodésie du Nord, devenue Zambie, mais la minorité blanche conserve le contrôle de la Rhodésie du Sud, dont elle proclame unilatéralement l'indépendance en 1965. En 1974, la révolution des Œillets entraîne la décolonisation de l'Angola et du Mozambique et isole le régime sud-rhodésien, dont l'avenir sera réglé par la conférence de Lancaster House à la mi-décembre 1979 et par les élections de 1980 qui consacrent l'arrivée de Robert Mugabe à la tête de la Rhodésie, devenue Zimbabwe. Longtemps considérée comme un « État-paria », l'Afrique du Sud s'ouvre sur le monde, d'abord en facilitant, le 21 mars 1990, l'indépendance de la Namibie, son ancien mandat de la Société des Nations, le plus ancien contentieux politique du continent, puis en organisant, à partir du referendum du 17 mars 1992, et sous la conduite du couple politique providentiel que forment Frederik W. De Klerk et Nelson Mandela, la sortie du régime de l'apartheid – la décolonisation au sens large s'achève avec l'abolition des régimes de minorité blanche.

La décolonisation est un tournant fondamental dans l'histoire du continent : les peuples africains retrouvent le droit de se déterminer librement ; ils sont victorieux dans leur combat pour la dignité, ils sont libérés d'une forme d'aliénation, ils peuvent s'adonner au rêve, longtemps caressé, de la construction de nouveaux États. Mais les lendemains pourront déchanter. Le combat pour la dignité cède souvent le pas à des régimes paranoïaques, à « l'Afrique du pleurer-rire avec ses bouffons sanglants », que décrit l'écrivain Henri Lopes : « L'ordre colonial s'est établi en emprisonnant, en massacrant, en brûlant des villages, en déportant, en déniaut aux indigènes les droits proclamés. [...] Les potentats authentiquement africains ont fait pire. »

Les indépendances avaient été conquises par une nouvelle génération de dirigeants nationalistes, au volontarisme affirmé, encouragés par la poussée démographique de leurs peuples et favorisés par la structure bipolaire du système international : « Sans la Russie, le mouvement de libération africain aurait connu la plus brutale des persécutions », soutenait Nkrumah. De leur côté, les colonisateurs devaient prendre en compte le coût politique de la répression des jeunes nationalismes et le coût économique d'une modernisation du système colonial ; la tentation était forte de léguer aux futurs dirigeants africains la gestion des problèmes du continent, rendus plus

aigus par la vague démographique. Le secrétaire tory aux colonies, Ian MacLeod, devait confesser en 1964 : « Nous n'aurions pas pu maintenir par la force nos territoires africains. Bien entendu, agir vite présentait des risques, mais agir lentement comportait des risques bien plus graves ».

L'accession à la souveraineté s'est faite dans le cadre d'un État importé, un État de type occidental, qui reproduit souvent, par mimétisme, les symboles étatiques de l'ancien colonisateur. Toynbee l'avait prévu : il faisait de l'État de type occidental le meilleur des articles d'exportation. La greffe a réussi : un nouvel ordre étatique recouvre le continent, fort différent de l'infinie diversité de l'Afrique précoloniale avec ses empires ou royaumes, ses États-cités et ses sociétés sans État. Pourtant, les tensions et contradictions ne manquent pas.

L'adoption de l'État de type occidental supposait la conversion des Africains au principe de territorialité de l'État : l'espace délimité, borné par des frontières linéaires, est le substrat de l'État. Or, si l'Afrique précoloniale communiait dans le culte de la terre, lié à celui des ancêtres, elle ignorait le concept de frontière ; ses royaumes ou empires étaient séparés par des « marches » de sécurité incertaines, des confins faiblement peuplés qui servaient de « tampons ». Et les populations étaient très fluides, prêtes à se déplacer sous le coup de menaces ou dans l'espoir de nouvelles ressources, comme étaient fluides les formations étatiques elles-mêmes, en constante recomposition. Les frontières de l'Afrique d'aujourd'hui ont été inventées par le colonisateur : frontières résultant de conventions internationales, conclues entre empires coloniaux voisins, ou prolongeant les limites administratives entre territoires coloniaux au sein d'un même empire ; frontières fondées sur l'hydrographie, comme dans le bassin du Congo ou entre le Gabon et le Cameroun, ou sur les configurations humaines, politiques et économiques, comme entre le Niger et le Nigeria, où un tracé sinueux sépare d'anciennes chefferies haoussas, ou entre le Tchad et le Soudan, entre héritages du Ouaddaï et du Darfour ; frontières surréelles, comme le fameux « doigt de Caprivi » qui s'enfonce vers l'Afrique orientale à partir du nord-est de la Namibie car l'Allemagne tenait à garder un accès au Zambèze. Ces frontières, les Africains les ont faites leurs et ils manifestent une grande sensibilité sur tous les contentieux qui peuvent surgir ; seules leur font défaut les délimitations des espaces maritimes, car les colonisateurs n'avaient pas prévu les conflits engendrés par les ressources pétrolières du plateau continental...

L'adoption de l'État de type occidental supposait l'adhésion des Africains au découpage interétatique, né de la « course au clocher » entre puissances coloniales (Jules Ferry) qui suivit la conférence de Berlin de 1885. Le découpage de Berlin a été souvent dénoncé comme exogène, artificiel, responsable de la fragilité des États africains. Il fallait bousculer l'ordre établi, reconsidérer la grille interétatique du continent. Pourtant, dans un souci de paix civile, les États africains, réunis au sein

de leur première organisation continentale – l’Organisation de l’unité africaine –, ont posé en principe absolu le maintien des frontières héritées de la colonisation. Cette règle a été peu contestée : l’Érythrée a obtenu son indépendance par sécession de l’Éthiopie en 1993, après une longue guerre de libération ; la Libye a revendiqué les cent mille kilomètres carrés de la bande d’Aozou, au nord du Tchad, en s’appuyant sur l’accord conclu par Laval et Mussolini en 1935 – mais cet accord n’avait jamais été ratifié et la Libye s’est inclinée devant le verdict de la Cour internationale de justice rendu en 1994. En fait, la critique du découpage avait peut-être été exagérée : c’est surtout en Afrique occidentale que la carte des États revêtait un caractère caricatural, car les puissances coloniales, présentes en nombre sur les côtes du golfe de Guinée, s’était glissées dans tous les interstices disponibles. Quinze États sont donc enchevêtrés, du Sénégal au Gabon, avec des États-tranches ou couloirs, comme le Togo et le Bénin, ou une bande de terre qui s’insinue au cœur du Sénégal, la Gambie. Ailleurs, à l’est et au sud du continent, la distribution en États s’est faite par grandes masses. Et plus les décennies s’écoulaient depuis la proclamation des indépendances, plus une conscience nationale commune peut s’affirmer dans le cadre d’entités politiques qui semblaient arbitrairement découpées.

L’adoption de l’État de type occidental ne peut occulter les discordances entre communautés humaines ou entités politiques précoloniales. Entre ethnies différentes : dans les États du golfe de Guinée, les ethnies du Sud, produits de « l’école des Blancs », fournissaient les agents de l’administration coloniale, celles du Nord, plus éloignées des capitales et du pouvoir colonial, les auxiliaires des forces de l’ordre ; les premières prirent naturellement en main les nouveaux États à l’heure des indépendances, puis furent souvent chassées du pouvoir par les militaires « nordistes ». Au Kenya, les présidents Jomo Kenyatta et Daniel Arap Moi usèrent de leur passage au pouvoir pour distribuer les droits fonciers à leur propre ethnie, les Kikouyou pour le premier, les Kalandjins pour le second – les Kikouyou avaient été à l’origine de la révolte des Mau-Mau, les Kalandjins s’étaient montrés loyaux envers le colonisateur britannique. Entre types de sociétés précoloniales : dans l’Afrique des Grands Lacs, la confrontation a tourné au génocide entre les féodaux tutsis et les agriculteurs hutus, plus égalitaires. Ces tensions sont encore accrues par les effets de la mondialisation : la rétraction de l’État, sous les consignes des institutions de Bretton Woods ; les élections authentiquement disputées, conquêtes de l’après-guerre froide mais qui peuvent être instrumentalisées par les rivalités inter-ethniques ; et surtout, la compétition pour les ressources. Au Soudan, les populations chrétiennes et animistes du Sud s’insurgent contre le pouvoir islamiste de Khartoum, qui tente de leur imposer la charia, et leur combat s’enrichit d’une revendication sur les gisements de pétrole découverts à la limite nord du Sud-Soudan, dans le Bahr el-Ghazal.

En 2004, un accord est conclu entre le Nord et le Sud, avec partage des revenus

pétroliers et octroi de l'autonomie interne aux provinces du Sud. Mais la révolte gagne l'ouest du Soudan, le Darfour, où les populations, pourtant musulmanes, sont l'objet d'une répression très violente. Pour Yves Lacoste, la solution serait dans l'imitation du modèle nigérian où l'instauration d'un État fédéral et le partage des bénéfices du pétrole entre les différents États fédérés ont permis la restauration de la paix après la sanglante guerre de sécession du Biafra dans les années 1960.

La révolution dans les rapports de l'Afrique et du reste du monde

Longtemps, l'Afrique fut la grande absente de la politique mondiale – le « continent sans histoire », ou plutôt en dehors de l'Histoire, de Hegel. Elle était un objet de l'Histoire, non une actrice à part entière.

Objet de l'Histoire, l'Afrique l'était en 1885, lors de la conférence de Berlin. Berlin est l'une des grandes réunions périodiques du concert européen – le concert des « puissances civilisées », le gouvernement de fait de l'Europe. L'Afrique est, pour la première fois, à l'ordre du jour d'une conférence européenne : depuis le traité de Chaumont, en 1814, la tradition est d'exclure les affaires d'outre-mer du « concert des puissances » ; l'Angleterre a tenu, à l'époque, à dissocier les problèmes européens des questions d'outre-mer, afin de développer librement son influence mondiale... L'Afrique apparaît, au XIX^e siècle, comme un théâtre secondaire exclu de la « grande politique étrangère » et abandonné aux ministères de la marine ou des colonies ; les traités conclus par les officiers de marine avec des chefs noirs ne sont pas, en France, soumis à la ratification des Chambres comme les autres actes diplomatiques. Selon l'expression de Henri Brunschwig, « on ne jouait pas d'Afrique noire au concert des grandes puissances ».

Les affaires africaines entrent donc, en 1885, dans la « grande politique étrangère ». L'Afrique est inscrite à l'ordre du jour, elle n'est pas représentée à Berlin. Lors de la séance inaugurale, le plénipotentiaire britannique Edward Malet relève l'absence des Africains. L'ignorance des structures politiques africaines est totale. Le roi des Belges, Léopold, se présente au nom d'un « État libre » du Congo, mais il s'agit d'une construction greffée de l'extérieur, depuis Bruxelles. Le but des « puissances » réunies à Berlin est de mettre un terme à la situation conflictuelle qui règne à l'embouchure du Congo, de codifier les futures occupations territoriales et de prévenir ainsi le heurt des grandes nations de proie.

Objet de l'Histoire, l'Afrique l'est encore pendant les deux décennies de la Société des Nations, puis lors de la fondation des Nations unies. Quatre États africains sont présents à San Francisco, parmi les cinquante et un États fondateurs, à l'ouverture de la conférence constitutive de l'Onu, le 25 avril 1945 : l'Afrique du Sud, dominion « blanc » du Commonwealth, l'Égypte du roi Farouk, en tension

avec le Royaume-Uni, militairement présent dans la zone du canal de Suez, et deux États qui ne furent jamais colonisés – l'Éthiopie d'Hailé Sélassié et le Liberia. Pendant les dix premières années de l'organisation mondiale, la visibilité de l'Afrique est donc très restreinte : les peuples africains « sous tutelle » – les anciennes colonies allemandes, devenues en 1919 « mandats » de la SDN – ont, seuls, un accès direct à l'Onu, par l'envoi de pétitions, voire l'organisation de référendums sur leur avenir. Mais le statut des autres possessions coloniales sera progressivement remodelé et l'action de l'Onu pour la décolonisation et contre l'apartheid se développera avec force. En 1955, l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'assemblée générale, contre la volonté du colonisateur français, accompagne et annonce l'entrée des nouveaux États indépendants – de la Libye en 1955, du Maroc et de la Tunisie en 1956 à l'admission de seize jeunes États africains en 1960.

De fait, la première révolution de l'Afrique dans l'ordre international se produit au sein de la société internationale organisée : les États africains s'imposent rapidement dans le cadre de l'Onu et des institutions spécialisées, s'adaptent aux délices et au jeu de la diplomatie parlementaire, ébranlent la majorité automatique acquise aux États-Unis. Leurs ressortissants sont portés aux plus hautes fonctions exécutives internationales. Leur vision du système international s'imprime lors de l'assemblée extraordinaire de 1974 : celle d'un État-Providence mondial, au sein duquel un « syndicat », pour reprendre l'expression du président de Tanzanie, Julius Nyerere, le syndicat des « pauvres » de la cité planétaire, le syndicat des nations prolétaires, revendique une gigantesque redistribution des revenus. Avec 70 % de la population mondiale, les pays en développement ne disposent que de 30 % du revenu mondial... Avec l'action militante des États du Tiers Monde, et en particulier d'Afrique, la séparation traditionnelle des échiquiers interne et international est altérée. Une relation intérieure au monde – une « politique intérieure » de la cité planétaire – apparaît.

Au plan des rapports interétatiques classiques – celui des purs rapports de force, symbolisés par la question de Staline sur le nombre de divisions du pape –, la réalité est moins exaltante. Pendant la guerre froide, la compétition se poursuit, à force ouverte, entre les deux superpuissances et gagne les nouveaux échiquiers du Tiers Monde, après la disparition des chasses gardées occidentales et l'extension aux dimensions du monde de la puissance soviétique. En 1960, la tutelle de fait organisée par le secrétaire général de l'Onu, Dag Hammarskjöld, sur l'ancien Congo belge en pleine implosion a permis de tenir, pour un temps, l'Afrique à l'écart de la confrontation Est-Ouest. Mais le grand vent des tensions Est-Ouest atteint l'Afrique dans la dernière décennie de la guerre froide, au lendemain de la révolution des Œillets, lorsque s'affrontent, en Angola et au Mozambique, des mouvements de

libération aux idéologies opposées. Cuba vole au secours des guérilleros marxistes d'Angola : c'est l'opération Carlotta de 1975. Bientôt, l'implantation cubaine se développera de l'Éthiopie au Mozambique et le quart de l'armée cubaine se retrouvera en Afrique... La position stratégique de l'Afrique n'a, alors, d'égale que l'impuissance militaire des États africains. Et le plaidoyer du Tanzanien Ali Mazrui pour la création d'une force nucléaire africaine – un consortium formé par le Nigeria, le Congo-Zaïre et l'Afrique du Sud postapartheid, qui permettrait à l'Afrique d'accéder à la « maturité internationale » – restera purement théorique : la transformation du régime sud-africain s'accompagnera de la renonciation à l'arme nucléaire, que détenait le régime de Pretoria.

Le destin de l'Afrique de l'après-guerre froide est plus incertain : le continent africain semble courir, une nouvelle fois, le risque d'être marginalisé, la priorité de l'Occident allant aux nouvelles démocraties de l'Europe du Centre et de l'Est. Une nouvelle génération de leaders du continent réagit et appelle à la pleine responsabilité des Africains : des initiatives telles que le plan pour un nouveau partenariat avec l'Afrique, le Nepad, ou le pacte panafricain contre l'agression suscitent l'intérêt du Conseil de sécurité des Nations unies et du G7-G8. Mais la guerre contre le terrorisme, déclenchée après les attaques du 11 septembre 2001, peut transformer l'Afrique en un nouveau champ de manœuvres militaires – c'est le cas, en 2007, pour la corne de l'Afrique avec l'assaut éthiopien contre la Somalie des « tribunaux islamiques », soupçonnée de collusion avec al-Qaïda.

Toute réflexion sur la sécurité de l'Afrique conduit à la prise en considération de divers pôles de puissance à même d'influer sur l'avenir du continent :

- l'Afrique elle-même, avec le volontarisme politique manifesté par la nouvelle organisation régionale, l'Union africaine, voire la contribution de trois grands États africains, dotés de véritables moyens militaires : le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud ;

- les Nations unies, car la faiblesse des organisations africaines a eu, de longue date, pour contrepartie une collaboration intime avec l'Onu pour le maintien de la paix en Afrique, une implication très forte de l'organisation mondiale – comme lors des tragédies du Rwanda ou du Liberia ;

- l'Europe en tant qu'entité désormais intéressée à la sécurité de l'Afrique, et peut-être surtout les États européens à tradition et à vision internationales : la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, actif en Afrique australe, des États dont l'implication correspond à la demande de nombreux chefs d'État africains, restés liés au « grand frère européen ».

Que plusieurs de ces pôles de puissance et d'influence soient extérieurs au continent souligne l'extraversion de l'Afrique, l'hétérogénéité du système diplomatique

africain, écartelé par l'attraction de puissances extracontinentales – comme l'avait montré, il y a trente ans, dans une thèse de doctorat, Augustin Kontchou Kouomegni, futur ministre des Affaires étrangères du Cameroun. Extraversion paradoxale lorsqu'on compare l'Europe et l'Afrique. Cette Europe, que le géographe Ritter décrivait avec ses membres déliés et son rapport immédiat au monde, a construit à travers l'Histoire une identité forte, faite de valeurs communes – celles de la chrétienté et des Lumières. L'Afrique, au contraire, ce tronc massif et sans articulations pour Ritter, n'a cessé d'être ouverte à tous les vents du monde : partage religieux entre l'Islam, le christianisme et les cultes animistes ; partage politico-linguistique entre États membres de l'Organisation internationale de la francophonie, du Commonwealth ou des conclaves lusophones ; liens bilatéraux forts, tissés avec les anciens colonisateurs ; tentation, hier, de l'engagement derrière les « blocs » socialiste ou occidental ; séduction, aujourd'hui, des nouveaux venus en Afrique, États-Unis ou Chine... Mais peut-être est-ce une ultime phase de transition pour un continent que Hegel décrirait aujourd'hui en quête « d'histoire, de philosophie, de religion » ?

Charles ZORGBIBE

AU FIL DE LA LECTURE...

Léopold Sédar Senghor (1906-2001) naît dans une famille de riches propriétaires sèrères, peu européanisés mais catholiques. Il assurera les plus hautes responsabilités politiques en France et au Sénégal.

Son œuvre poétique, qu'il garde distincte de sa carrière politique – même si sa route commune avec la gauche est plus apparente dans certains recueils, notamment dans *Hosties noires* (1948) et *Éthiopiennes* (1956) et si l'un de ses ouvrages de critique, *l'Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française* (1948), est précédé d'une préface de Jean-Paul Sartre, *Orphée noir*, dans laquelle ce dernier applique la problématique marxiste à la négritude, c'est bien Sartre, et non Senghor, qui s'y exprime –, est largement imprégnée du bonheur de son enfance. Après « l'école des Blancs », il poursuit ses études à Paris au lycée Louis-le-Grand. C'est seulement là, au contact des étudiants antillais, qu'il prend conscience du malheur de la race noire.

Contrairement à celle que ceux-ci invoquent, la terre d'Afrique qu'il chante dans son œuvre poétique est bien réelle (Joal, Dyllor, Siné et le pays Sérère), et elle donne un sens à la présence des hommes. Le premier agrégé noir de l'université française procède à une africanisation discrète du lexique et de la syntaxe ; sa préférence va souvent au verset, qui rappelle la respiration.

Il révèle les liens invisibles qui relie l'homme à son entourage, le rôle d'intermédiaire cosmique de la sensualité, le corps de la femme, le ressourcement aux valeurs du monde que permet le retour à l'enfance.

Ça va aller !

par Venance Konan¹

Tout est en place pour que l'Afrique se développe. La seule chose qui lui manque est un bon leadership.

Les images ont beaucoup circulé sur la Toile, celles du président de la Guinée-Bissau, Nino Vieira, découpé à la machette par des militaires de son armée. Partout sur le continent, nous nous sommes envoyé ces images horribles, accompagnées de ce commentaire dépité : « L'Afrique et sa sauvagerie ! » Au nord de la Guinée-Bissau, au Sénégal, pays que tout le monde présentait il y a quelques années comme le modèle de la démocratie en Afrique, un rapport d'Amnesty International indique que la torture y est pratiquée de manière régulière dans les commissariats et que six personnes ont ainsi trouvé la mort au cours des trois dernières années, sans que la moindre sanction ait été prise contre les auteurs de ces actes. Au sud de la Guinée-Bissau, il y a la Guinée, où le pouvoir tomba un peu par hasard entre les mains d'un demi-analphabète du nom de Moussa Dadis Camara, après le décès de l'autocrate grabataire qui dirigeait le pays depuis plus de vingt-six ans. Dadis Camara initia ce que l'on baptisa le « Dadis'show », des séances télévisées en direct au cours desquelles il insultait tout le monde, humiliait ses collaborateurs et des diplomates et dégomma les hauts fonctionnaires selon son humeur. Un jour, il disjoncta complètement et fit ouvrir le feu sur une foule massée dans un stade, venue réclamer la démocratie. Son aide de camp à qui il voulait faire porter le chapeau de ce massacre lui tira une balle dans la tête. Il n'en mourut pas, mais dut se retirer de la scène politique. Depuis lors, la Guinée ne parvient pas à organiser le second tour de son élection présidentielle censée la faire sortir de cinquante ans de dictature.

À côté de la Guinée, il y a la Côte d'Ivoire, coupée en deux par une rébellion qui pille toutes les ressources des zones qu'elle contrôle depuis huit ans, et dont le chef d'État, Laurent Gbagbo, refuse obstinément d'organiser l'élection présidentielle, de peur de perdre le pouvoir qu'il dit avoir reçu de Dieu lui-même, dans des conditions qu'il a cependant qualifiées de calamiteuses.

1. Auteur de *Les Catapilas, ces ingrats*, Jean Picollec Éditeur, 2009.

Il y a eu également les images de ces prétendus sorciers, brûlés vifs quelque part au Congo dit démocratique. Elles ont aussi beaucoup circulé, accompagnées du même commentaire : « L’Afrique et sa sauvagerie ! » En république démocratique du Congo (RDC), outre les sorciers que l’on brûle vifs, ce sont des centaines de femmes qui sont violées quotidiennement, des paysans qui sont assassinés par centaines chaque jour et les ressources du pays qui sont pillées par tous ses voisins. Le Rwanda, son voisin justement, victime de l’un des derniers génocides du xx^e siècle, est à son tour accusé d’avoir commis des crimes de guerre, voire un génocide en RDC. Que dire de la Somalie, État fantôme qui ne se signale plus au reste du monde que par sa capacité de nuisance, en se livrant à des actes de piraterie et dont les milices islamistes ont réussi à exporter les attentats suicides dans un pays tel que l’Ouganda ? J’allais oublié de faire escale au Niger, pays qui oscille en permanence entre famine due à la sécheresse et inondations provoquées par trop de pluies, au Nigeria, où chrétiens et musulmans s’entretuent régulièrement dans la ville de Jos, au Tchad, pays qui n’a guère connu autre chose que la guerre depuis son indépendance, et en République centrafricaine, ancien empire ubuesque au temps de Bokassa qui se couronna empereur comme Napoléon, et où la vie réelle s’arrête aux portes de la capitale, Bangui. J’ai aussi oublié de faire escale dans les pays où les autocrates ont modifié, ou cherchent à modifier, leur constitution pour se maintenir au pouvoir toute leur vie et dans les pays, souvent les mêmes, où les dirigeants préparent leurs fils pour leur succéder, sans que l’on puisse dire que les pères aient vraiment bâti quelque chose qui justifiait cela.

Il n’y a vraiment pas de quoi se réjouir, pour nous Africains, chaque fois que nous jetons un regard sur notre continent. Et les images qui circulent dans tous les médias internationaux sont celles d’un continent à la dérive, livré à la violence bestiale de bandes organisées de sauvages, en proie aux maladies les plus mortelles, à la famine, à toutes les catastrophes naturelles. Et les plus découragés par la situation sont les Africains eux-mêmes, qui ne croient plus en eux, et dont toute la jeunesse n’a qu’un seul rêve : s’en aller loin d’un continent qu’ils n’hésitent plus à qualifier de maudit.

En 2007, je m’étais rendu à Kidal, dans le nord du Mali, sur les traces des jeunes Africains qui cherchent à atteindre l’Europe en passant par le désert. J’y avais rencontré un jeune Togolais, qui avait été refoulé en Algérie où il espérait transiter avant de gagner l’Europe. Il vivait à Kidal, cherchant l’occasion de traverser de nouveau le désert pour atteindre l’Europe. Lorsque je lui ai demandé pourquoi il ne rentrait pas dans son pays, le Togo, il m’a répondu froidement : « Je préfère mourir dans le désert plutôt que de retourner au Togo. » Le Togo avait été dirigé d’une main de fer pendant une quarantaine d’années par l’ancien sergent-chef de l’armée coloniale française Gnassingbé Eyadéma et, à sa mort, c’est l’un de ses nombreux enfants qui lui a succédé, après des élections qui ont coûté la vie à près de cinq cents personnes.

Et, pourtant, les raisons de croire en l’Afrique existent bel et bien. Selon le quotidien français *Le Monde*, l’Afrique est aujourd’hui le continent qui offre le plus de perspectives aux investisseurs. Entre 2000 et 2009, la croissance économique a été de 5,1%, et, sur la même période, les investissements qui étaient de 9 milliards de dollars sont montés jusqu’à 62 milliards de dollars. Ces bons résultats seraient dus à un retour des Etats qui s’impliquent beaucoup plus dans le développement de leur pays, aux programmes de privatisation, à une explosion de la demande en matières premières et à une réduction des conflits armés. Les secteurs les plus porteurs sont les télécommunications, les infrastructures et l’agriculture. C’est effectivement en Afrique que l’on trouve les dernières terres arables. Et, pour *Le Monde*, contrairement aux idées reçues, l’Afrique semble bien partie.

L’un des drames du continent est l’image qu’il renvoie au reste du monde, image dont il n’est pas toujours responsable. On présente systématiquement l’Afrique de manière négative, comme s’il était politiquement incorrect d’en donner une image positive et de montrer que ses échecs ne lui sont pas spécifiques, mais se retrouvent aussi ailleurs. Nous avons cité les guerres, les coups d’État, les massacres, les affrontements ethniques, les violations des droits de l’homme, mais tout cela existe sur les autres continents.

Nous avons cité l’article du journal *Le Monde* qui montre que, malgré tout, des raisons d’espérer existent. Il y a aussi les compétences qui sont plus nombreuses qu’on ne le croit. Citons Cheikh Modibo Diarra, cet astrophysicien malien qui a travaillé à la Nasa et participé aux programmes Magellan sur Venus, Ulysses sur le pôle du soleil, Galiléo sur Jupiter, Mars Observer et Mars Pathfinder. Il est, depuis 2006, le président de Microsoft Afrique. On peut aussi mentionner le Franco-Ivoirien Tidiane Thiam qui dirige, en Grande-Bretagne, la compagnie d’assurances Prudential, l’une des plus importantes au monde. Ils sont nombreux, les Africains compétents qui travaillent dans de grandes firmes en Europe et en Amérique et nous n’aurions pas assez de place, ici, pour les citer tous. Dans son discours prononcé à Accra, le 11 juillet 2009, le président Barak Obama a rappelé aux chefs d’État africains que de nombreux Africains réussissent très bien leur vie aux États-Unis et ne demandent qu’à rentrer dans leur pays d’origine, avant de dresser ce constat : « L’histoire prononce un verdict clair : les gouvernements qui respectent la volonté de leurs peuples, qui gouvernent par le consentement et non par la coercition, sont plus prospères, plus stables et plus florissants que ceux qui ne le font pas. » Et le président américain de citer l’exemple du Ghana : « Grâce à une meilleure gouvernance et au rôle de la société civile naissante, l’économie ghanéenne a enregistré un taux de croissance impressionnant. »

Aujourd'hui, tout le monde s'extasie devant les performances du Ghana, un pays qui, il y a une vingtaine d'années, était quasiment en faillite, au point qu'en Côte d'Ivoire on disait d'une personne ruinée qu'elle était « tombée comme le Ghana ». L'autre exemple de réussite que l'on cite le plus souvent sur le continent est celui du Botswana. Ces pays sont la preuve qu'il n'y pas une fatalité de l'échec et de la misère. Ils nous montrent que, si l'Afrique le voulait, elle pourrait se développer. « Tout le problème est celui du leadership », nous disait il y a peu Charles Konan Banny, l'ancien Premier ministre ivoirien à qui l'on avait été demandé s'il y avait des raisons de croire en l'Afrique. « Tout est en place pour que l'Afrique se développe. Elle a les matières premières, une population jeune et souvent très bien formée, et il y a des capitaux qui ne demandent qu'à s'investir sur le continent. La seule chose qui lui manque est un bon leadership. » Et ce nouveau leadership s'imposera un jour ou l'autre, parce que l'Afrique ne vit pas isolée du reste du monde. La jeunesse africaine qui vit justement au rythme du monde, grâce à Internet, devient de plus en plus exigeante en matière de respect des droits de l'homme et de démocratie. De nouvelles élites nourries aux sèves de ces principes sont en train de naître et les sociétés civiles s'organisent pour ne pas être en reste. Une nouvelle dynamique, peut-être encore invisible à qui ne connaît pas bien le continent, est en train de se mettre en place et il y a fort à parier que d'ici peu l'on pourra dire sans ironie qu'en Afrique « ça va aller ».

Venance KONAN

AU FIL DE LA LECTURE...

Hamidou Kane, Sénégalais de culture peule, né en 1928, est l'auteur de *L'Aventure ambiguë* (1961). Dans le premier roman d'Afrique noire qui se déroule dans la sphère islamique, un questionnement autour de la foi, de la gloire de Dieu et de la formation se surajoute à la vie de son personnage, Samba Diallo, issu d'un milieu d'élite africaine, exigeant sur les plans intellectuel, moral et religieux. Si la dureté de l'école coranique n'est pas cachée, l'école étrangère apparaît comme une forme de guerre contre les peuples africains. C'est un roman de l'impossibilité du choix, dépassant la problématique de la négritude, qui ne peut s'achever que par la mort de Samba, transition entre le monde de l'apparence et celui de l'ombre, seul moment où celui-ci s'approche d'un dieu lointain.

Bonne gouvernance et développement durable en Afrique

Robert Dussey¹

*L'état actuel de l'Afrique est loin d'être satisfaisant, décourageant même.
L'auteur indique pourtant les voies du développement durable. Il suppose le retour
à une bonne gouvernance. C'est un appel aux élites africaines.*

Plus de cinq décennies sont passées depuis les indépendances africaines (les années 1960), et l'Afrique dans son ensemble, à l'exception notable de l'Afrique du Sud, est considérée comme un continent sous-développé.

Le sous-développement des pays africains se manifeste principalement par la précarité économique qui compromet jusqu'à la vie même des êtres, au-delà de leur santé, de leur éducation, de leur alimentation. Le signe du sous-développement selon la plupart des auteurs se lit certes dans plusieurs secteurs et à des niveaux différents, à l'intérieur de chaque pays, mais aussi d'un pays à l'autre. Le vocable de sous-développement prend du sens aussi bien au regard des situations intérieures des pays d'Afrique (incapacité des Africains à satisfaire de façon correcte et autonome leurs besoins, hiatus entre la démographie galopante, les ressources disponibles et la qualité idéale de vie) qu'au regard des exigences extérieures au continent ; l'Afrique est sous-développée par rapport à l'Europe, à l'Amérique, à l'Asie², aux continents où, plus qu'ailleurs, la science et la technique ont soutenu le souci d'améliorer les conditions générales d'existence. Il est vrai, on peut trouver des espaces et d'autres formes de misères dans ces continents dits développés, mais alors que la pauvreté y est résiduelle, locale, marginale, il semble que, dans le continent africain, elle soit massive. En Europe, ce serait plutôt la richesse qui serait limitée à telle ou telle classe sociale, tel ou tel État, telle ou telle partie du continent. L'Afrique subsaharienne détient le triste record de la précarité massive. Le sous-développement de l'Afrique n'est pas un mythe, il est une réalité. Les Africains ne

1. Auteur de *L'Afrique malade de ses hommes politiques*, Jean Picollec Éditeur, 2008.

2. Voir Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, L'Harmattan, 1991. Pour sortir les Africains de toute friolosite identitaire, Axelle Kabou montre l'exemple du Japon qui aurait fait intelligemment preuve d'un « opportunisme scientifique remarquable » bénéfique à son économie au lieu de se laisser aller à des rêveries identitaires.

doivent pas se le cacher. Notre continent semble vraiment dans l'impasse, il ne vit pas, mais vivote entre la rareté des biens, l'impéritie de ses enfants aussi bien dans la production que dans la gestion et la répartition des biens, les catastrophes sanitaires, la sous-scolarisation, la mal-scolarisation, les conflits intranationaux et internationaux d'un autre âge. Les pays africains sont riches en ressources naturelles, pauvres en ressources humaines (d'où une forte dépendance de l'expertise étrangère), pauvres en vision et capacité politiques (d'où des conflits permanents qui entraînent le pillage et la monopolisation des ressources et rendent impossible toute forme de stabilité et de sécurité pour les États, les populations et les investissements).

L'état actuel de l'Afrique impose aux Africains un bilan serein de l'indépendance au regard des réalités mondiales actuelles.

État du développement

À la fin des années 1970, les rapports d'évaluation des institutions de Bretton Woods ainsi que les enquêtes académiques concluent à l'échec des politiques économiques africaines. C'est ce que beaucoup d'experts ont qualifié de « décennies perdues pour le développement » de l'Afrique. En réalité, force est de constater que, loin d'avoir permis de former et de consolider les bases possibles d'accumulation de capital financier, la première décennie des indépendances africaines a, au contraire, sapé les bases d'un développement durable. Avec cet échec généralisé, les États africains étaient tenus d'appliquer, sous la haute vigilance de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), les programmes d'ajustement structurel destinés à rétablir les grands équilibres macro-économiques.

Pour mieux comprendre cette analyse sur le développement durable, il nous faut remettre l'accent dans le cas africain actuel sur la bonne gouvernance.

Bonne gouvernance

La « bonne gouvernance » est un concept fonctionnel créé dans les laboratoires de la BM qui essaie de répondre à l'attente des populations africaines. Bien qu'à l'origine ce concept serve d'abord les bailleurs de fonds et les groupes en compétition, il a répondu également à l'aspiration des populations africaines victimes de la mauvaise gestion des biens publics. La gouvernance, comme idée traduisant une pratique spécifique de gestion des affaires, n'est pas en soi nouvelle dans l'histoire.

En fait, les experts des institutions de Bretton Woods (BM, FMI) n'ont fait que restaurer et réintroduire en Afrique le concept de bonne gouvernance à la fin des années 1980, à l'heure des bilans et des réflexions concernant les programmes d'ajustement structurel (PAS) mis en place depuis 1980.

La bonne gouvernance sert d'abord l'intérêt des bailleurs de fonds car ils veulent la restauration ou la préservation de la capacité des pays africains à rembourser leurs dettes. Cela n'enlève rien au peuple du fait que les exigences de rigueur, de transparence et d'efficacité dans la gestion économique et politique des sociétés

africaines semblent relever d'un impératif de survie pour ces derniers.

La « mal gouvernance » est un autre handicap majeur des sociétés africaines, qui constitue une illustration parmi tant d'autres de ce « faux départ » qu'avait si lucidement dénoncé en son temps René Dumont.

Développement durable

Le terme « développement durable » a été utilisé pour la première fois en 1987 dans le rapport intitulé « Notre avenir à tous », publié par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement.

Le mot « durable » s'est répandu dans le langage courant depuis le Sommet de la terre de 1992 à Rio de Janeiro.

À vrai dire, le développement durable se définit comme un développement qui répond aux besoins des populations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Ce concept fait la promotion d'une gestion transparente des ressources et le droit à un épanouissement économique et social des populations.

Dans le cas de la bonne gouvernance, le développement durable prend en compte la dimension socio-économique et la transparence des activités sur le terrain. L'objectif principal est de garantir la bonne gestion du bien public et d'assurer l'amélioration du niveau de vie des populations. Le développement durable est donc centré sur l'homme. Nous distinguons ici deux composantes du développement :

- la composante économique du développement durable privilégie les voies de croissance macro-économiques à même de générer un accroissement du revenu réel plutôt que les politiques à court terme qui mènent à un appauvrissement à long terme ;

- la dimension sociale du développement durable s'intéresse à la réalisation des besoins essentiels de l'être humain et à l'accessibilité aux soins de santé, à l'école, à la nourriture, au logement et aux possibilités d'autodéveloppement.

Pour qu'un développement soit durable, la richesse et les ressources doivent être partagées de telle sorte que chacun puisse accéder aux normes minimales en matière de sécurité, de droits de l'homme et d'avantages sociaux.

Prises dans leur ensemble, ces deux composantes du développement durable doivent converger de manière à générer un courant continu d'emplois et de revenus, pour assurer l'égalité sociale, et à atteindre des niveaux démographiques socialement tolérables.

Les indicateurs du développement durable

Une étude pilote réalisée selon la méthodologie de la Commission du développement durable de la Commission européenne distingue trois principaux indicateurs

de développement durable : les indicateurs économiques, les indicateurs sociaux, les indicateurs environnementaux.

L'importance que l'on accorde à un indicateur varie selon les pays. Depuis 1990, la rivalité entre la BM et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a entraîné l'émergence de catalogues d'indicateurs de développement autour du produit intérieur brut (PNB) et la recherche d'une vision plus synthétique du développement humain.

Le PNB par habitant est utilisé par la BM pour établir le classement des pays en tenant compte de leur niveau de développement et de l'économie. On distingue ainsi des pays à bas revenu (moins de 730 dollars en valeur 1995), des pays à revenu moyen (plus de 770 dollars et moins de 8 210 dollars) et des pays à haut revenu (supérieur à 8 210 dollars).

Les principales critiques ici visent le caractère macro-économique, la sous-estimation des services, la non-prise en compte des activités non marchandes, etc. Malgré ces critiques, le PNB reste toujours le principal indicateur du développement.

Au-delà de la production de biens, principal critère du PNB, il apparaît urgent de caractériser autrement le développement grâce à l'indice synthétique du développement humain (IDH).

Sous l'impulsion du PNUD, la recherche d'un indice synthétique remet en cause le caractère macro-économique du PNB. L'IDH est utilisé depuis 1990 par le PNUD pour évaluer le niveau de développement économique d'un pays. Cet indice dont la valeur varie entre 0 et 1 est calculé à partir de quatre variables : le revenu, l'espérance de vie, l'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'années d'études. La différence fondamentale avec le PNB repose sur le fait que l'IDH considère le développement comme une possibilité d'intégrer un ou plusieurs individus dans la société en leur permettant d'avoir une vie longue et saine, d'accéder à la connaissance et à l'information et de bénéficier de ressources leur assurant un niveau de vie décent.

L'IDH permet ainsi de distinguer trois groupes de pays : les pays à développement humain élevé dont l'IDH est supérieur à 0,804, les pays à développement moyen dont l'IDH est supérieur à 0,507 et les pays à faible développement humain dont l'IDH est inférieur à 0,507. Le Niger (IDH 0,207) et la Sierra Leone (IDH 0,185) se classent parmi les pays à faible développement humain.

Il est difficile de mettre en place des indicateurs universels malgré leur utilité dans le suivi et l'évaluation du développement durable. Il appartient à chaque pays de définir la « durabilité » selon sa spécificité. Pour réaliser cet objectif, les pays africains doivent s'assurer que la planification du développement sera conforme aux objectifs et aux priorités du développement durable, aussi bien à l'échelle nationale que locale.

Le développement durable étant tridimensionnel (dimension économique, sociale et environnementale), tout effort visant à le promouvoir doit s'appuyer sur cette configuration tripartite. Ainsi, selon le PNUD, quatre critères essentiels concourent à la réalisation du développement humain durable : l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois et de moyens de subsistance durables, la promotion de la femme, la protection de l'environnement.

À l'échelle communautaire, la réalisation du développement durable doit prendre en compte l'accès à l'information, à la formation, à la viabilité écologique et à la mise en œuvre de projets de développement.

Réduire les inégalités sociales

Bien que le développement durable ait des avantages certains dans le domaine de l'environnement, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, etc., il présente des insuffisances. Il apparaît comme une vue de l'esprit, un moyen des pays industrialisés et des gouvernements des pays africains de se donner bonne conscience.

Dans nos pays, le chômage, la pauvreté, la faim, gagnent du terrain. Plus d'un tiers des populations n'a pas accès à l'éducation, à l'eau potable et aux soins de santé primaires.

Face à l'incapacité des pays industrialisés à trouver un consensus sur les remèdes pour sauvegarder l'environnement, d'une part, et au manque de moyens financiers dans les pays africains, d'autre part, on assiste, impuissant, à la dégradation de l'environnement mondial.

La promotion du développement durable est indispensable car elle aiderait à réduire les inégalités sociales. Elle permettrait, en outre, d'accroître le nombre d'emplois disponibles. Chacun pourrait disposer d'une alimentation saine et équilibrée, de ressources et de biens de production.

Robert DUSSEY

L'Afrique francophone en quête de démocratie

Par Albert Kalaydjian

Redéfinir la politique africaine est une urgente nécessité. Pourquoi ? Lisez ce qui suit !

Le 3 avril dernier, en grande pompe, l'inauguration du grandiose monument de la Renaissance africaine à Dakar par le président de la république du Sénégal, Abdoulaye Wade, ouvrait la célébration tout au long de l'année d'un demi-siècle de souveraineté des dix-sept pays d'Afrique noire et malgache ayant accédé à l'indépendance.

Une indépendance accordée par la France

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'heure de la décolonisation avait sonné partout dans le monde et particulièrement en Afrique. Seul le Royaume-Uni avait choisi la voie pragmatique qui avait partout réussi sauf au Kenya où la révolte des Mau-Mau était demeurée sanglante. La France avait d'abord choisi la voie de la résistance armée, tout en s'essayant à des solutions de compromis avec la création de l'Union française au début de la IV^e République, par l'adoption de la loi-cadre Defferre en 1956. Mais c'est bien le général de Gaulle qui initia le changement en faisant adopter, le 28 décembre 1958, par referendum, la Constitution de la V^e République qui prévoyait l'instauration d'une communauté aujourd'hui oubliée. Cette communauté prévoyait en réalité une Union française nouvelle aux compétences élargies pour nos partenaires africains et ouvrait surtout la voie à une autonomie dans un premier temps, à une indépendance en douceur dans un second temps. Un vote négatif entraînerait immédiatement l'indépendance pour le pays africain réfractaire.

Le contre-exemple guinéen

Chacun s'en souvient, la Guinée, sous l'impulsion de Ahmed Sékou Touré, vota non à la France et à de Gaulle. Dans les heures qui suivirent, fonctionnaires et militaires français quittaient le pays sans coup férir et le pays proclama son indépendance. Les journaux français de l'époque parlèrent de « la sécession guinéenne », Paris se bornant à envoyer un ambassadeur à Conakry. Sékou Touré instaura très vite un régime autoritaire, tiers-mondiste, dirigiste et proche de l'Union soviétique. Il tint le pays d'une main de fer jusqu'à sa mort, en 1984. Le colonel Lansana Conté

lui succéda alors pour un quart de siècle. Les temps avaient changé, le tiers-mondisme, avec la chute du camp soviétique, perdait sa raison d'être et le fameux discours de La Baule de François Mitterrand, en mai 1990, incitant les pays africains à adopter le multipartisme, changeait la donne politique. La Guinée pourtant ne broncha pas, mais son pouvoir autoritaire fléchissait avec la santé de son chef d'État.

Le pays n'évita pas les émeutes et la répression sanglante dans les années 2006, 2007 et 2008. Le décès du général Lansana Conté, dans les derniers jours de décembre 2008, ne permit pas au régime de se succéder à lui-même et engendra un « putsch des capitaines » promettant un retour à la démocratie. Mais la démocratie n'avait jamais eu droit de séjour en Guinée et l'homme fort, le capitaine Moussa Dadis Camara, un obscur officier jusque-là affecté à l'intendance – mais au poste clé de distribution du carburant à usage militaire –, montra ses limites assez vite, tant sur le plan politique que sur le plan psychologique. Le nouveau régime tourna à une sorte de révolution culturelle à l'africaine désorganisant l'appareil d'État et l'économie du pays déjà malade.

Aussi le mécontentement devint grandissant dans le pays au fur et à mesure de l'enlisement du processus démocratique, du rallongement de la transition, du maintien endémique de la corruption et des foudres de jeunes officiers, maîtres absolus du pays. Le 28 septembre 2009 une grande manifestation de l'opposition de la société civile fut réprimée dans un bain de sang. La réprobation internationale fut unanime et le capitaine Dadis Camara, d'abord réticent, finit par accepter le principe d'une commission d'enquête internationale. La suite est connue. L'un des protagonistes de la répression refusa de se soumettre et blessa grièvement le chef de la junte. Les généraux guinéens, par le biais du général Konaté, reprirent la direction des affaires et organisèrent au mois de juin dernier des élections libres auxquelles ils ne devaient pas participer d'une manière ou d'une autre. Mais le second tour n'a pas pu encore être organisé, à cause des divisions civiles.

Le bon élève sénégalais

C'est le 4 avril dernier que Dakar a célébré alors sa propre indépendance en en oubliant soigneusement les circonstances. En réalité, peu après l'adoption du référendum de 1958, le « Soudan français » qui regroupait le Mali et le Sénégal avait constitué une fédération du Mali à laquelle s'étaient joints la Haute-Volta et le Dahomey. Très vite, ces deux derniers se retirèrent et s'appellent aujourd'hui Burkina et Bénin. Car le président de la Fédération, le Malien Modibo Keita, ne cachait ni sa volonté d'hégémonie ni le caractère tiers-mondiste de sa politique. Ce fut donc, le 4 avril 1960, une indépendance de la fédération du Mali qui fut conclue et proclamée par Modibo Keita, le Malien, et Léopold Sédar Senghor, le Sénégalais.

Ce dernier visionnaire de la francophonie et du fédéralisme africain ne parvint pas

à convaincre la Côte d'Ivoire voisine et décida finalement, le 20 août 1960, de se retirer de la fédération du Mali pour proclamer l'indépendance réelle du Sénégal. Homme d'État, poète, académicien français, il sera habité tout au long de sa vie politique par le double souci de structurer l'État et d'être proche de la France. Il n'hésita pas avant l'heure à sélectionner le personnel politique, à constituer une élite dirigeante, avant de laisser volontairement le pouvoir en 1981 à son jeune Premier ministre, Abdou Diouf. Il avait même instauré un multipartisme limité à trois composantes : socialisme (son propre parti), libéral (celui d'Abdoulaye Wade) et communiste.

Son successeur instaura alors un climat de liberté d'expression et d'esprit d'entreprise, n'hésitant pas à prendre des ministres dans l'opposition. Mais une certaine lassitude gagna le pays, la croissance n'était plus suffisante, le développement espéré tardait trop et, en 2000, Abdoulaye Wade, initiateur du Sopi, « changement » en wolof, prit le pouvoir sans heurt.

Et depuis quelques années, le bon élève sénégalais rend quelques copies inégales : le chef de l'État, vieillissant (84 ans dans quelque temps), a fait enfermer des opposants, démettre des membres de la commission électorale nationale autonome et ne trouve pas de successeur à la hauteur. Il envisage soit de se représenter en 2012, soit de proposer son fils à la succession. Enfin, son monument à la gloire de la Renaissance africaine est d'origine... nord-coréenne. Tout un programme.

La déconfiture ivoirienne

La Côte d'Ivoire était l'exemple rêvé de la « Françafrique » imaginée par Jacques Foccart : Félix Houphouët-Boigny – un homme politique de la IV^e République, plusieurs fois ministre, devenu président de la République –, des richesses naturelles, au premier rang desquelles le cacao, un système bancaire qui faisait du pays « la Suisse de l'Afrique », une stabilité politique. Elle dura jusqu'à la mort du chef de l'État en 1993. Son successeur désigné, Henri Konan Bédié, n'avait pas la même carrure politique, et ne sut pas éviter les pièges de l'ethnisme ni l'opposition d'un ancien Premier ministre, Alassane Ouattara.

Des difficultés de finances publiques furent négligées et des soldes militaires payées inégalement. Il n'en fallut pas plus pour que le régime s'effondre en décembre 1998 et qu'un général, Gueï, soit porté, un peu malgré lui, au pouvoir. Le pays n'a plus alors cessé de s'enfoncer dans la crise politique d'abord, la guerre civile ensuite, le désastre économique enfin. Le consensus n'existe plus sur le concept de citoyenneté ivoirienne : beaucoup en tiennent pour une conception étroite et ethnique de « l'ivoirité » et d'un État-nation au sens strict du terme, mais d'autres contestent cette vision étroite.

À l'automne 2000, une élection présidentielle porta au pouvoir le socialiste Laurent Gbagbo, alors soutenu par le PS français. Sa gestion brouillonne n'évita pas les heurts et la sécession musulmane du nord du pays en 2002. Il fallut une intervention militaire française pour qu'Abidjan ne tombât pas aux mains des rebelles. Le pays, coupé en deux, s'enlisa dans d'interminables négociations et des accords aussitôt signés, aussitôt non appliqués. En 2005, le quinquennat présidentiel s'acheva sans élections et, de report en report, à l'automne prochain, le président ivoirien aura achevé son second mandat sans avoir été élu. Bien qu'ayant cherché son Premier ministre, Guillaume Soro, dans le camp rebelle dit des Forces nouvelles, le processus électoral n'est toujours pas sûr d'arriver à son terme, pourtant prévu fin octobre.

Le chaos malgache

À Madagascar, depuis des temps immémoriaux, le pays est partagé entre « côtiers » et montagnards, et longtemps le pouvoir central à Tananarive dut osciller entre les deux pour trouver son équilibre.

L'indépendance accordée en août 1960, le pays fut d'abord dirigé d'une main ferme par Philibert Tsiranana, un homme lige de la Françafrique qui accorda de nombreuses facilités militaires à la France. Ignorant la démocratie, il négligea un peu trop l'économie et ne put éviter un 13 mai, mais en 1972 celui-là, qui le chassa du pouvoir, alors qu'un certain général Bigeard commandait les troupes françaises dans l'île. Un général de plus, Ramanantsoa lui succéda sur le thème, bientôt connu partout en Afrique, du militaire, intègre, compétent et patriote. Un intermède qui dura jusqu'en janvier 1975 où un colonel éphémère, Ratsimandrava prit le pouvoir pour quelques jours avant de se le voir confisquer... par un marin, une première en Afrique. Le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, bientôt promu amiral, entra dans la vie politique du pays pour ne plus en sortir. Il instaura un pouvoir fort, n'hésita pas à se frotter au progressisme teinté de marxisme-léninisme, sortit un temps l'île de l'orbite française et tenta une expérience économique qui échoua piteusement.

L'effondrement du camp socialiste, le discours de La Baule lui fut aussi fatal. Les troubles de l'été 1991 le contraignirent bientôt à des élections libres et un président civil, Albert Zafy, lui succéda.

Aux prises avec des difficultés économiques croissantes, la crise monétaire du franc CFA de 1994, les revendications sociales, le mécontentement grandissant, ce pouvoir déçut les partisans de l'alternance démocratique. Et l'amiral Ratsiraka réussit à son tour un retour démocratique à la Perón qui le remit en selle. Et dans le concert de la mondialisation surgissait le « *self made man* », exemple de réussite industrielle et de l'ascension sociale. Marc Ravalomanana était cet homme, homme d'affaires ayant réussi, il se piqua de politique, comme jadis les militaires, il promit

beaucoup, tel un Berlusconi africain, et fut triomphalement élu à la présidence malgache en 2002. Sous son égide, le libéralisme vécut ses meilleurs jours ; l'économie du pays se releva : en 2008, le taux de croissance était de 7 %, le développement économique et rural était en plein essor et l'éducation connut un élan nouveau. Mais il eut le tort de bousculer les élites locales, les caciques politologues et de négliger les militaires. Il ne résista pas à un démagogue plus jeune et plus dynamique, Ange Rajoelina, qui s'est emparé du pouvoir par la force, en février 2009. Il est vrai que le président Ravalomanana recula devant une possible guerre civile. Aujourd'hui, un difficile processus de transition se déroule au Mozambique, à Maputo, sous l'autorité du président sortant Chissano. Le moins que l'on puisse dire est qu'il est incertain et la sortie de crise n'est pas à l'ordre du jour.

Pour la France, une redéfinition de sa politique africaine est plus que jamais à l'ordre du jour. Longtemps considérée comme le gendarme de l'Afrique à l'époque de la confrontation Est-Ouest, elle peine à tracer un chemin. Elle resserre son dispositif militaire plus pour des raisons financières que stratégiques, elle hésite devant la concurrence politique des États-Unis et l'activisme économique de la Chine. Il va pourtant lui falloir faire très vite des choix car l'Afrique demeure le gisement de matières premières du XXI^e siècle, un continent économiquement en crise et générateur de flux migratoires de plus en plus incontrôlables, une terre potentiellement influençable par l'islamisme radical et le carrefour de toutes les ambitions internationales. La France ne peut évidemment pas y perdre pied.

Albert KALAYDJIAN

AU FIL DE LA LECTURE...

Ferdinand Oyono (1929-2010) conteste la double oppression de l'administration coloniale et de l'Église. *Une vie de boy* (1956), avec sa savante imbrication des narrateurs, est autant un roman satirique qu'un roman de formation. Rien ne trouve grâce sous la plume d'Oyono : le village que la corruption a transformé en lieu de querelles, la ville européenne, la ville indigène mise en coupe réglée par le commissaire de police et les entre-deux – géographiques, comme le village-spectacle montré aux Blancs, ou humains, comme Sophie, l'Africaine civilisée, catholique, prostituée et voleuse. Toundi, le boy, voit d'abord les bons côtés des Blancs qu'il sert avant que sa situation ne l'amène à découvrir leurs comportements les plus honteux (du vaudeville aux massacres). Inversement, il progresse dans son appréciation des personnages noirs, passant de la critique à l'admiration ; la solidarité qu'il découvre ne lui évite pas d'être repoussé par les siens, pour avoir abandonné les coutumes de son peuple (par goût du sucre !). Étant parallèlement haï par les Blancs, son initiation s'achève par la mort.

L'Afrique explose, l'Europe implose

par Yves-Marie Laulan

La démographie est la manière la plus sérieuse de prévoir l'avenir.

Il réside dans les lignes de la main des nouvelles générations.

Mais il ne faut pas oublier le pouce et l'index !

Le *Population Bureau* américain nous apprend, dans un document publié cet été, que la population de l'Afrique va doubler d'ici 2050 et dépasser deux milliards de personnes¹. Voilà donc planté le décor d'une grave crise que le XXI^e siècle va connaître dans les années à venir. Cette crise va naturellement frapper le continent africain au premier chef. Mais elle va aussi affecter une Europe dont la population va stagner et vieillir pendant la même période. Le gonflement massif des courants migratoires en provenance de l'Afrique vers l'Europe est donc inéluctable, entraînant dans son sillage son cortège bien connu de troubles économiques, politiques et sociaux.

Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, l'Europe, à l'égard de l'Afrique, est progressivement passée d'une indulgence bienveillante à l'indifférence résignée, notamment depuis la chute du Mur de Berlin. Car l'Europe se croit à l'abri du chaos africain. Elle ne l'est pas. Le flux croissant des réfugiés du désespoir qui abordent les rives de l'Europe avant de les submerger en témoigne. Or, ces immigrants, peu ou pas qualifiés, pèsent déjà très lourd sur les comptes sociaux d'une Europe accablée par le flot montant de ses vieillards inactifs demandeurs de retraites et de soins médicaux. Immigrés improductifs et vieillards inactifs seront désormais en compétition pour des ressources toujours plus rares, sans compter les inextricables problèmes d'insertion sociale qui émergent dès qu'une immigration est trop massive et trop rapide.

En effet, l'Europe comporte déjà, et comportera encore davantage demain, une composante démographique d'origine africaine d'abord significative, puis importante, enfin élevée, voire très élevée. Dès lors, l'Europe et la France tout particuliè-

1. Les publications des Nations unies ne disent pas autre chose. Pour plus de détails, il faut se reporter au colloque organisé, le 19 mars 2009, par l'Institut de géopolitique des populations (L'Harmattan, 2010) et plus particulièrement au superbe article sur la démographie africaine de Philippe Bourcier de Carbon, intitulé : « L'implosion démographique européenne face à l'explosion démographique africaine : l'Afrique déborde-t-elle sur l'Europe ? »

rement seraient-elles à la veille d'une crise de civilisation sans précédent susceptible d'ébranler, voire de détruire irrémédiablement les fondements mêmes de nos sociétés vieillissantes, et donc fragiles ? L'Europe et l'Afrique pourraient-elles être le théâtre du « choc des civilisations » annoncé par Samuel Huntington ?

Alors, que faire ?

À vrai dire, personne n'ose s'aventurer à avancer des propositions concrètes, tant vive est la susceptibilité des Africains sur ce sujet si bien que grande est la tentation de ne rien faire, en espérant que le problème se réglera de lui-même. En réalité, il ne peut que s'aggraver d'année en année jusqu'à devenir parfaitement insoluble. Un premier devoir des responsables politiques serait donc d'attirer fermement l'attention des chefs d'État africains sur la gravité de ce problème et de les mettre clairement en face de leurs responsabilités au lieu de les bercer d'illusions.

Une première réaction, le laisser-faire, revient à espérer, comme on le fait pieusement depuis les années 1960 – celles de la décolonisation –, que le progrès économique en Afrique va tout naturellement imposer sa solution, à savoir le ralentissement, puis l'arrêt du croît démographique. En réalité, l'expérience des dernières années indique exactement le contraire.

Le développement économique stimule, au contraire, la croissance démographique du fait, salubre au demeurant, de l'amélioration de la situation sanitaire des pays concernés (il en va d'ailleurs ainsi, et fort heureusement, de la lutte contre le fléau du sida). Et, en tout état de cause, si un tel processus vertueux venait à exercer ses effets, il faudrait, non des années, mais des décennies pour qu'il affecte significativement la croissance démographique du continent africain. Or, le temps est tragiquement mesuré compte tenu de l'emballement de la croissance des populations avec un taux de fécondité moyen de 4,2 enfants par femme (contre 1,4 en Europe !).

Une autre solution, religieusement invoquée par certains groupes de pression américains, comme la fondation Rothschild, repose sur une incitation permanente en faveur du *family planning*, le contrôle des naissances. Là encore, ces tentatives ont fait long feu. Venues de l'extérieur, elles sont considérées avec suspicion, voire dérision par les Africains eux-mêmes qui ne voient aucune raison de se soumettre aux pressions de l'étranger.

Il faut donc chercher la clé du problème ailleurs, en Afrique même, au sein de la société africaine. C'est là que réside le salut. Car l'amélioration de la condition féminine en Afrique est la clé *et* du développement économique de l'Afrique *et* de la maîtrise de la croissance démographique. C'est ce message, pourtant simple, que nos responsables de l'aide à l'Afrique n'ont pas encore tout à fait compris.

La femme africaine détient la clé du problème. Pourquoi ?

Si la croissance démographique se poursuit à un rythme soutenu, contrairement à ce qui se passe dans le reste du monde, c'est parce qu'il n'a pas été possible à la femme africaine de se rendre maîtresse de sa fécondité.

Si la pandémie du sida ne cesse de s'aggraver, c'est parce que l'on n'a pas donné à la femme africaine les moyens de s'en protéger.

Si la croissance économique n'a pas franchement démarré, c'est parce que la femme africaine ne dispose pas des libertés privées et publiques qui lui permettraient d'assumer pleinement son rôle dans le processus de création de richesses.

En conséquence, libérer la femme africaine, c'est libérer l'Afrique de ses pesanteurs socioculturelles qui l'entraînent irrésistiblement vers le fond. L'émancipation de la femme africaine est bien la clé du développement durable en Afrique.

Car il faut bien voir que la décolonisation, vieille de près d'un demi-siècle, n'aura pas apporté, d'une manière générale, aux Africaines, une amélioration significative de leur sort, même si certaines avancées appréciables peuvent être néanmoins identifiées ici et là. Il est d'ailleurs révélateur que, si l'on connaît des femmes chefs d'État ou d'entreprise en Amérique latine, en Asie ou en Inde, où certaines ont joué un rôle capital sur le plan politique ou sociétal, ce n'est nullement le cas en Afrique.

Cela n'est pas fait pour surprendre. Car la femme africaine est trop souvent privée d'une éducation convenable, voire d'une éducation quelconque. Si, en Europe et en Amérique, 2 % seulement des femmes sont analphabètes, en Afrique (et dans le monde arabe), cette proportion concerne plus de 50 % de la population féminine. Or, force est de constater que les sociétés africaines d'aujourd'hui sont loin de ménager aux femmes la place qu'elles méritent pour pouvoir contribuer utilement à l'apparition d'un développement durable sur leur continent. La femme africaine est trop souvent privée de l'accès à une hygiène et à des conditions sanitaires minimales. Elle est trop souvent dépourvue des droits personnels les plus élémentaires au profit de l'homme, ou de la belle-famille à laquelle elle est soumise. Elle est accablée par des besognes ménagères qui en font parfois une véritable bête de somme. Tout ceci devrait, bien entendu, être nuancé et précisé selon les ethnies, les régions, les pays. Il n'en reste pas moins que ce tableau d'ensemble reste, malheureusement, fort proche de la réalité.

Comment améliorer la condition féminine en Afrique ?

Pour cela, il faut réformer l'aide à l'Afrique. Sa nouvelle cible prioritaire doit être la promotion de la femme africaine. Qu'il s'agisse de la maîtrise d'une démographie galopante, de la lutte contre le sida qui dévore les forces vives de l'Afrique, de la relance de la croissance économique, c'est bien la femme, comme épouse, comme mère, comme victime de la société africaine, comme acteur économique,

politique et sociétal au sein de la famille et des institutions, qui est au centre de la problématique du développement. Tout cela passe par la santé, l'éducation et la promotion politique à l'échelle locale, ou nationale. Cette aide doit contribuer à la promotion des femmes.

Déjà, parmi les six recommandations majeures adoptées par le Conseil d'aide au développement de l'OCDE en 1996, notons que deux d'entre elles au moins concernent la femme : qu'il s'agisse de mettre un terme à la discrimination traditionnelle à l'encontre des femmes en matière d'éducation ou d'améliorer les conditions d'hygiène des filles ou des mères. Mais il faut aller beaucoup plus loin et donner une priorité absolue à l'amélioration de la condition féminine en Afrique et en Afrique du Nord. La femme doit clairement être placée au centre de la cible des efforts d'aide. Il faut une révolution là où on ne distingue encore qu'une timide évolution. Et le temps est devenu court.

Que signifie concrètement ce redéploiement de l'aide autour de la femme ? Cela veut dire que toutes les formes d'aides mises en œuvre aujourd'hui sous des formes diverses, voire disparates, doivent être repensées, réordonnées autour d'une finalité prioritaire, autour d'un moyeu central, qui est l'amélioration de la condition féminine :

- la maîtrise de la fécondité par l'éducation et la formation ainsi que la mise à disposition de moyens contraceptifs adaptés, mais aussi, et peut-être surtout, la mise en place de dispositifs socioculturels lui permettant de résister aux pressions excessives de l'entourage ;
- l'accès aux libertés publiques et privées autorisant l'épanouissement de sa personnalité ;
- l'accès aux responsabilités publiques à l'échelle locale et nationale. La femme africaine doit être appelée à jouer un rôle central dans la vie de la cité ;
- l'indépendance financière, grâce à la formation professionnelle, avec l'accès à un métier et la possibilité d'y faire carrière, à l'instar des hommes ;
- *last but not least*, l'accès à une hygiène et à des conditions sanitaires décentes lui permettant de préserver son capital santé et celui de ses enfants.

En d'autres termes, tous les instruments classiques du développement économique (éducation, formation professionnelle, aide dans le domaine financier, social, médical, sanitaire, politique) doivent être mobilisés au service de cet objectif central qu'est l'amélioration de la condition féminine en Afrique.

Il n'y a rien de bien neuf. Les moyens de cette stratégie d'ensemble ont déjà été employés de fort longue date mais sans grand succès. Car, comme sur le champ de bataille, le secret de la réussite réside dans l'organisation des ressources disponibles autour d'une idée stratégique centrale, celle qui ouvre le chemin vers la victoire. L'idée

stratégique de cette bataille pour l'Afrique est la promotion de la femme africaine.

Pour cela, bien des obstacles devront être surmontés. Mais il faudra y parvenir, sauf à accepter la perspective que l'Afrique, dans cinquante ans, se retrouve dans une situation pire que celle d'aujourd'hui et que l'Europe, de son côté, soit prête à voir débarquer sur ses rives des centaines, voire des millions d'Africains chassés par la misère qu'il faudra, bon gré mal gré, prendre en charge. En conséquence, il importe de réviser de fond en comble les postulats qui ont été à l'origine de l'aide française et internationale, Fonds monétaire international et Banque mondiale compris, et qui se sont révélés dramatiquement inadaptés. L'aide à l'Afrique a été et est encore un échec. Il faut faire mieux.

L'Afrique noire est en train de sombrer. Mais elle ne coulera pas seule. Elle entraînera l'Europe avec elle vers le fond. Car l'Afrique représente un danger grandissant pour une Europe vieillissante, stagnante, qui se vide peu à peu de ses forces vives. Si l'Afrique est en péril de mort, l'Europe l'est aussi, mais pour des raisons inverses. Une situation d'urgence de cette nature exige des mesures d'urgence propres à assurer la survie de l'une comme de l'autre.

Yves-Marie LAULAN

AU FIL DE LA LECTURE...

Alexandre Biyidi (1932-2001), né au Cameroun, enseignant en France (longtemps professeur agrégé au lycée Corneille de Rouen), a mené sous le nom de Mongo Beti sa carrière d'homme de lettres. Dans les années 1950, encore étudiant (université d'Aix-en-Provence et Sorbonne), il écrit ses premiers romans : *Le Pauvre Christ de Bomba*, *Mission terminée*, *Le Roi miraculé*. *Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation*, publié en 1972 par Maspero, est censuré par un arrêté du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, à la demande du gouvernement camerounais, que relaie Jacques Foccart. L'auteur et l'éditeur n'obtiennent qu'en 1976 l'annulation de cet arrêté. Une demi-douzaine de romans et un *Dictionnaire de la négritude* suivent. À sa retraite, Mongo Beti retourne au Cameroun et y écrit *La France contre l'Afrique, retour au Cameroun* (1993), et trois nouveaux romans. En 1978, il avait lancé une revue bimestrielle, *Noirs Peuples africains*, décrivant et dénonçant jusqu'en 1991 les maux apportés à l'Afrique par les régimes néocoloniaux. Dans les années 1990, il a ouvert, à Yaoundé, la Librairie des peuples noirs.

L'Afrique saccagée

par Jean-Pierre Prévost

Saccagée, mais libérée ! Il est utile de faire le point sur les malheurs passés, mais il est encore plus urgent de déterminer les moyens, grâce auxquels les fils de l'Afrique sauront surmonter le legs du passé.

Le regard de l'Européen, même le mieux attentionné, sur l'Afrique a longtemps été violent, le préjugé tenace et les blessures d'un passé cruel demeurent. Il aura fallu plusieurs siècles pour que la connaissance succède à la conquête. Entre les deux, combien de massacres, de destructions, de déportations d'esclaves, de guerres, dont l'une encore toute récente, et d'incompréhensions ? Aujourd'hui encore !

Le politiquement correct est si dur en la matière, si gravé dans le bronze, qu'écrire ceci peut faire sursauter et provoquer de violentes réactions. Paroles extrémistes, diront certains. Non, paroles extrêmes qui font écho, il faut le savoir, au penser profond de l'Africain. Une telle approche serait d'ailleurs identique et plus sévère sans doute s'il s'agissait des Antilles¹.

Un immense recul est nécessaire si l'on veut comprendre ce langage qui ne se veut ni accusateur ni culpabilisant. C'est ainsi, voilà tout. Un drame planétaire où l'on rechercherait en vain des responsables. Pour que cela se passât autrement, il eût fallu que la civilisation européenne s'édifiât sur le mode de la non-violence, du respect de l'autre et de la contemplation au lieu d'être tout entière tournée vers l'action, la puissance et donc la technique.

En ce début d'un millénaire qui s'annonce très sombre pour l'humanité, ne serait-il pas bon de regarder le passé d'un œil nouveau afin que des prophètes d'un avenir meilleur puissent enfin se lever ?

L'Afrique est un continent immense, compact, inhospitalier, avec d'immenses zones désertiques, des forêts autrefois impénétrables, un climat excessif. Ce fut pendant longtemps un obstacle effrayant, dont on imaginait le rivage peuplé de monstres que les premiers navigateurs voulant faire le tour du monde durent affronter.

1. Le roman de Raphaël Confiant, *L'Allée des soupirs*, qui vient d'être réédité chez Gallimard, collection « Folio », est particulièrement révélateur de cet état d'esprit.

De la conquête...

Une fois cet exploit réalisé, ce fut une proie immense pour les explorateurs en tous genres : aventuriers à la solde ou non des grandes puissances, marchands, missionnaires partis à la découverte de ce monde inconnu peuplé de bêtes fauves, de sauvages quasiment nus, armés de flèches et de sagaies. En ce qui concerne l'Afrique du Nord, le dessein était tout autre même si le résultat fut identique : il s'agissait de prendre une revanche après l'échec des croisades, plus encore d'effacer à jamais la grande peur de l'invasion du Sud européen, dont Grenade et Cordoue ont conservé de somptueux vestiges ; peur toujours présente semble-t-il dans l'inconscient de beaucoup de nos contemporains !

Alors on saccagea l'Afrique, sans même s'en rendre compte, avec brutalité, avec cruauté, pour le profit ou pour le salut de l'âme nègre, qu'importe ! Les Africains avaient-ils d'ailleurs une âme ? Au surplus ne profitaient-ils pas du commerce triangulaire, eux qui échangeaient leurs prisonniers contre des pacotilles ou qui, embarqués de force pour l'Amérique, ainsi sauvés du massacre et assurés – contre l'esclavage, il est vrai, et s'ils se soumettaient – de ne pas mourir de faim ? La bonne conscience a ses chemins de traverse !

Ensuite commença l'œuvre de « civilisation ». On les baptisa, les vaccina, on leur apprit les bonnes manières, le port du pantalon et de la cravate. On commença à les éduquer, parcimonieusement il est vrai – il n'y avait qu'un bachelier au Niger le jour de l'indépendance – , selon nos méthodes et nos programmes. C'est encore souvent vrai, hélas, aujourd'hui !

Si l'on ne considère que les pays situés au sud du Sahara, il s'agissait, en bref, d'éradiquer chez eux tout ce qui n'était pas conforme au modèle européen et, en ce qui concerne la France éprise d'universalisme, d'imposer le modèle républicain tel qu'on l'entendait au temps de Jules Ferry, à la différence des Anglais dont les objectifs étaient avant tout commerciaux et qui prirent garde de ne pas toucher, pensaient-ils, aux mœurs, aux langues, aux cultures locales.

Dans l'exécution de sa politique coloniale, la France a utilisé tous les moyens, mais le jeu n'en valait-il pas la chandelle et les bavures n'étaient-elles pas inévitables ? Ceux qui dénonçaient les exactions, les massacres, le système lui-même n'étaient pas écoutés. En 1927, Albert Londres, un modèle encore aujourd'hui pour les journalistes, fit une série de reportages dénonciateurs sur notre action en Afrique noire, rassemblés ensuite en un livre, publié en 1929 sous le titre *Terre d'ébène*¹, qui provoqua un énorme scandale et valut à l'auteur des poursuites judiciaires. Tout est dit dans ce livre, mais qui pouvait l'écouter, en dehors de quelques « mauvais

1. Réédité au Serpent à Plumes, 1998.

Français » et des intellectuels noirs qui commençaient de relever la tête, alors que se préparait la monumentale exposition coloniale de 1931, à laquelle accoururent des millions de Français, fiers de leur empire ?

La colonisation était une immense bonne action, en même temps qu'une bonne affaire pour les commerçants, les militaires qui y gagnaient de l'avancement et de la gloire, les fonctionnaires civils qui voyaient leur solde s'arrondir (cela a continué longtemps après les indépendances pour tous les coopérants partis « faire du CFA »), les églises qui allaient « sauver » des âmes.

L'idéologie colonisatrice aurait-elle été juste en son principe, à une époque où l'on n'imaginait pas pensable « le choc des civilisations » puisqu'il n'y en avait qu'une, encore aurait-il fallu réfléchir aux moyens à mettre en œuvre, aux conséquences des bouleversements opérés. Le saccage par les Espagnols des civilisations indiennes en Amérique aurait pu servir de leçon – ce ne fut pas le cas !

... au partage

L'exploitation moderne de l'Afrique n'a commencé qu'à la fin du XIX^e siècle. Il y avait bien eu, avant, le temps de l'exploration, de la conquête, du commerce triangulaire et du trafic des esclaves. Cela n'enlève rien à leur caractère monstrueux que de souligner ces blessures qui n'étaient encore que superficielles.

Mais vint le temps du partage, le temps où les grandes puissances européennes décidèrent de s'entendre pour la dépecer. Ce fut une affaire sérieuse et difficile. La conférence de Berlin dura quatre mois, de novembre 1884 à février 1885, avec de multiples rebondissements. Il fallait tenir compte des avancées de chacun, des susceptibilités, des événements extérieurs. En fait, le partage définitif ne fut achevé qu'en 1914 et complété après la défaite de l'Allemagne qui entraîna le dépeçage de ses colonies. Il ne tenait compte ni de la géographie, pourtant capitale sur un continent qui, à la différence de l'Europe, connaît tous les climats, du plus sec au plus humide, tous les reliefs, du plus plat au plus montagneux, ni de l'histoire et du peuplement, les royaumes traditionnels étant ignorés, les grandes ethnies charcutées.

Soucieuse de reproduire notre modèle administratif et afin d'assurer, pensait-on, une bonne gestion, la France y superposa son propre découpage, en multipliant les frontières. Certains territoires furent favorisés, mieux administrés que d'autres, disposant de plus de ressources naturelles ; d'autres furent négligés, toutes formes de revendications nationalistes étant sévèrement réprimées et cela jusqu'aux indépendances soudain octroyées.

Les habitudes étant prises, il fut impossible à la fin de la colonisation, il y a cinquante ans, de créer de grands États à l'image du Nigeria, du Congo, de l'Afrique du Sud. L'AOF et l'AEF volèrent tout naturellement en éclats sous la pression des élites politiques que nous avions mises en place. Comment imaginer Senghor et

1. Réédité au Serpent à Plumes, 1998.

Houphouët-Boigny, les deux « crocodiles » de l’Afrique occidentale, dans le même marigot ? Il n’est pas étonnant dans ces conditions de voir la plupart de nos anciennes colonies figurer dans le peloton des pays les plus pauvres du monde.

Si le problème des frontières tracées par les Européens est à l’origine des difficultés d’une large partie de l’Afrique, il n’est pas le seul. Par une sorte de fatalité de l’histoire, en effet, même les bonnes actions se sont retournées contre leurs bénéficiaires.

Cela est particulièrement sensible sur le plan démographique. L’un des fléaux actuels de l’Afrique, bien qu’elle soit encore largement sous-peuplée, est incontestablement la surnatalité. Un continent dont le peuplement est encore essentiellement rural ne peut supporter les taux de natalité actuels, qui résultent des progrès de l’hygiène et de la médecine. La situation ne fait que s’aggraver. Un taux de fécondité qui ne baisse pas sensiblement, six à sept enfants par femme – plus pour les uns, moins pour les autres, tant les chiffres sont peu fiables ! –, est insupportable à tous points de vue.

Le « progrès » ainsi apporté à l’Afrique se traduit par la malnutrition, l’exode rural, le manque d’eau, l’impossible scolarisation d’une grande partie de la jeunesse.

Pour que le tableau soit complet, il faudrait ajouter la corruption, encouragée ou facilitée par les intervenants extérieurs et dont la Françafrique est le symbole. Au surplus, le « commerce des pacotilles » qui permet la traite des Noirs a pris des formes nouvelles, mais enrichit toujours davantage ceux qui le pratiquent au détriment des populations.

Tout ceci on le sait et on le tait en France même. C’est l’une des sources du malaise de notre pays dans ce domaine, mal remis de la perte de son empire. Alors, on se console comme on peut. Après tout, si l’Afrique est mal partie, envahie, croit-on, par les Chinois¹, à qui la faute, sinon aux Africains ? Mais comment s’en sortir lorsque l’on a saccagé votre maison, détruit vos coutumes, anéanti vos réseaux de solidarité, imposé des langues étrangères ?

Un autre destin

Pourtant, rien n’est perdu. L’Afrique est immense et courageuse. Elle a été surprise pendant des siècles par ces hommes blancs qui avaient des bâtons crachant du feu, mais elle ne leur en veut pas. C’était le destin ! Le jour est proche où elle aussi aura son milliard d’hommes instruits, ingénieurs, inventifs... si on cesse de l’étouffer sous une aide inappropriée. À partir d’une certaine taille, un ensemble humain ne peut pas disparaître ou rester toujours à la traîne. On déracine un chêne, mais pas un continent. Depuis un demi-siècle que je sillonne l’Afrique, j’en ai acquis la conviction.

Si l’on savait écouter l’Afrique, et d’abord ses écrivains, ses poètes, ses artistes, comprendre la richesse de ses cultures fondées sur le don, comme le découvrit

1. Lire à ce sujet « La Chinafrique, mythes et réalités », *Les Études*, tome 413/3, septembre 2010.

Marcel Mauss : « savoir donner, accepter, rendre », et son hospitalité, sa sagesse peu efficaces sans doute face aux techniques, aux lois du rendement et de la compétition qui conduisent d'ailleurs droit dans le mur, peut-être éviterait-on bien des malentendus et des erreurs.

Pour cela il faudrait sans doute aussi ne pas accepter la dérive, entretenue par l'octroi d'une aide mal contrôlée, des États africains gouvernés la plupart par des potentats qui s'incrument au pouvoir et s'enrichissent – eux, leur famille, leurs proches – avec la complicité de gouvernements étrangers, uniquement préoccupés de favoriser les débouchés et les profits de leurs sociétés et qui ferment les yeux sur le détournement de l'aide au développement qui n'est souvent qu'un encouragement au gaspillage.

Si nous prenons l'exemple de la Chine, de l'Inde ou du Brésil, nous sommes en droit de nous poser la question de l'aide extérieure : est-ce principalement grâce à celle-ci qu'ils sont parvenus à pouvoir aujourd'hui rivaliser, voire dépasser, les pays occidentaux ? Il faut en avoir conscience, l'aide, telle qu'elle est pratiquée actuellement, enfonce l'Afrique plus qu'elle ne la sauve.

Mais la roue tourne. C'est notre monde, vieilli, fatigué, repu – si du moins les médias en donnent une image exacte – qui apparaît comme saccagé, mais cette fois par nous-mêmes, soucieux d'amasser des richesses inutiles, prisonniers du marketing et des appâts publicitaires. Il se replie sur lui et s'affole devant ces « nouveaux venus » qui modifient lentement mais sûrement nos sociétés de plus en plus métissées.

Après avoir refusé de voir l'Afrique telle qu'elle était, voici que l'on fantasme à la pensée d'une invasion des peuples du Sud. La peur de l'autre naît d'abord de l'ignorance et de l'inculture. C'est faire injure aux Africains que de ne pas comprendre qu'ils sont fiers de l'être et entendent le rester en mettant enfin leur continent, berceau de l'humanité, sur le devant de la scène mondiale.

Jean-Pierre PRÉVOST

AU FIL DE LA LECTURE...

Aimé Césaire (1913-2008), au cours de sa longue vie, n'a sacrifié ni son action politique – il a été pendant quarante-huit ans député de la Martinique, pendant cinquante-six ans maire de Fort-de-France, membre pendant plus de dix ans du Parti communiste français, avant de prendre ses distances avec celui-ci et de créer le Parti progressiste martiniquais – ni la poésie – que le lycée Louis-le-Grand, où il avait préparé son agrégation de Lettres, lui avait fait connaître, comme il lui avait permis de rencontrer des camarades issus directement du continent africain. Le *Cahier d'un retour au pays natal* (1938-1939, publié en 1947) précède de quelques années son affectation au lycée de Fort-de-France ; *Les Armes miraculeuses* (1946) portent, aussi bien dans leur texte que dans leur préface, l'empreinte de sa rencontre avec les surréalistes...

Vive le développement ! Vive la croissance !

par Jacques Blamont, de l'Académie des sciences

Le grand scientifique Jacques Blamont indique, ici, la succession de problèmes très graves auxquels va être confrontée bientôt l'humanité. Il considère que chacun pris isolément pourrait être résolu, certes avec difficulté, mais c'est à l'ensemble de ces défis auxquels il faudra répondre en même temps. Vous avez dit « global » ?

Pour éviter les contresens dans l'interprétation des événements planétaires dont nous dépendons, il est bon de prendre en compte l'ordre de grandeur relatif des facteurs qui les contrôlent.

Voyons par exemple la modification du climat. Il faut savoir que l'échauffement dont s'occupent les spécialistes vaut un centième de degré par an. Les fluctuations saisonnières sont donc au moins mille fois plus grandes et le masquent. Tout le monde a son avis sur le temps qu'il fera demain et croit pouvoir l'extrapoler aux conditions futures. Que les neiges abondantes de l'hiver dernier aient rendu suffisamment « climatosceptiques » les membres du Congrès des États-Unis pour leur faire rejeter les économies d'énergie proposées par le président Obama, ou que la chaleur de l'été moscovite ait fait de Vladimir Poutine un « réchauffiste », ces postures montrent que nos gouvernants n'approfondissent guère les questions qu'ils ont à traiter. De même, la montée du niveau des mers liée à ce changement climatique a pour valeur bien mesurée 3,5 mm par an, soit 35 cm par siècle, bien inférieure à l'amplitude des marées ou des vagues qui modifient à court et moyen terme le profil des côtes.

La confusion entre les échelles se retrouve dans la perception des crises. L'éclatement de la bulle Internet en 2001, puis le krach des subprimes en 2008, épisodes banals de la destruction créatrice à la Schumpeter, masquent eux aussi la mise en place sous-jacente des forces qui doivent conduire, vers le milieu du siècle, à une crise d'une autre nature, que nous allons évoquer.

Le problème démographique

Le moteur de l'évolution est la croissance de la population mondiale qui, d'après les chiffres indiscutés des Nations unies, passera de 6,9 milliards d'individus aujourd'hui

à environ 9 milliards en 2050 alors que les ressources naturelles qui leur permettent de vivre sont limitées. Plus que sur les chiffres, il faut insister sur l'urbanisation qui atteindra 80 % au milieu du siècle. Les nouveaux citadins s'installeront pour la plupart dans les bidonvilles destinés à héberger, non un milliard d'occupants comme aujourd'hui, mais trois dans quarante ans.

Or, c'est dans les villes les plus pauvres que les relais de l'économie mondiale fonctionnent avec la plus faible efficacité : ainsi les mégapoles d'Afrique souffrent-elles d'une pénurie permanente d'essence et d'électricité. Parce qu'elles concentrent une part croissante de la population, les villes consomment de plus en plus d'eau dans les régions qui souvent en manquent chroniquement, et rejettent de plus en plus de déchets et d'effluents ; elles sont le lieu où se consomme la majeure partie des ressources énergétiques. Leur expansion est si rapide qu'elles sont souvent incapables de l'accompagner par le traitement des déchets et l'approvisionnement en eau potable. Les grandes villes du Sud, au profit desquelles les campagnes se désertifient, fonctionnent comme des puits de ressources constamment dévorées pour la plus grande croissance des montagnes d'ordures.

Prenons l'exemple du Kenya, pays nanti de ressources abondantes, secoué à la fin de l'année 2007 par des émeutes sanglantes. Sa capitale abrite la moitié de ses habitants dans un des plus dangereux bidonvilles d'Afrique où l'on compte, selon les saisons, de 600 000 à 1 200 000 occupants. À l'occasion des élections présidentielles, quelques centaines de Kikouyous ont été massacrés par les membres d'autres tribus. En fait, l'explosion du chauvinisme ethnique dérive de l'évolution démographique : en quatre-vingts ans, la population a bondi de 2,7 millions à 36,5. On peut penser qu'il en a été de même dans les massacres du Rwanda, pays caractérisé par une densité humaine parmi les plus élevées du continent.

Le Kenya se classe parmi les quelque quarante nations où au moins 2 500 enfants de 0 à 4 ans succèdent à chaque groupe de 1 000 individus (dans son cas précis 4 200 enfants, à comparer avec 650 pour l'Allemagne). Son taux de fertilité est de cinq enfants par femme. L'âge moyen est de 18 ans ; 42 % ont moins de 15 ans. En 2050, la population atteindra 85 millions.

Urbanisation et révolte

Dans les pays où la forte natalité s'accompagne d'une extrême pauvreté, la jeunesse reste léthargique ; au contraire, dans les pays qui commencent à s'en sortir, comme le Kenya où, si le revenu moyen équivaut à 1,50 dollar par jour, la croissance annuelle du PIB dépasse 6 %, les jeunes gens, mieux éduqués et nourris que jamais, confrontés à un taux de chômage de 40 %, préfèrent la violence à la résignation. La révolte naît lorsque les gens voient le développement à leur portée. D'ici quinze ans, 8 millions de Kenyans auront atteint l'âge du guerrier (15 à 29 ans) au lieu de 6 aujourd'hui.

La population de l'Afrique doublera d'ici 2050 pour atteindre 2 milliards. Qu'attendre d'un pays bien plus grand que le Kenya, le Nigeria, déjà meurtri par les guerres tribales, maintenant corrompu par son pétrole ? Ses 140 millions d'habitants seront 300 au milieu du siècle, plus que la moitié de l'Europe, alors qu'ils ne disposent ni d'écoles ni de système de santé.

Ce que l'on appelle développement conduit dans les pays pauvres de population croissante à des pénuries génératrices de conflits internes mais aussi à l'agression du monde extérieur, car la technologie moderne des communications abolit les frontières. La grande majorité des Africains et des Asiatiques vivent peut-être avec moins de 2 dollars par jour, mais 80 % d'entre eux possèdent aujourd'hui un téléphone portable et les postes de télévision abondent dans les bidonvilles.

L'eau est un problème

Observons le cas du Yémen, un pays de 23 millions d'habitants avec un taux de croissance de 3,5 % par an. La moitié est âgée de moins de 15 ans, et le chômage frappe 40 % des habitants. Le PIB par tête est de 2 euros par jour.

Un Yéménite dispose de 120 m³ d'eau par an pour pourvoir à tous ses usages, à comparer avec une moyenne mondiale de 1500 m³. Il y a cinquante ans, on trouvait de l'eau à une profondeur de 10 m ; aujourd'hui, il faut creuser à 1000 m. En effet, dans les années 1970, les méthodes ancestrales, à savoir l'usage collectif des eaux de pluie ainsi que la culture en terrasses ou dans les oueds régulés par de petits barrages, ont été remplacées par le pompage dans la nappe phréatique fossile avec du fioul subventionné. Des cultures gourmandes en arrosage comme la banane, la pastèque et surtout le qat, cette herbe euphorisante que tous mâchouillent sans arrêt et qui absorbe 40 % de l'eau disponible, ont fait leur apparition. La surface cultivée grâce à la pluie a chuté de 1 million d'hectares en 1970 à 0,5 million en 2009 ; celle irriguée par pompage a crû de 4000 à 500 000 hectares. Le secteur agricole absorbe 93 % des ressources en eau avec une efficacité de 40 %.

Sanaa, la capitale, qui compte 2,2 millions d'habitants, vit sur un aquifère qui sera épuisé en 2025. Le réseau de distribution y est, comme à Aden, défectueux car pourri. L'eau courante est depuis longtemps une denrée inatteignable. Qu'en sera-t-il demain ? On ne pourra pas dessaler l'eau de mer et l'envoyer dans des villes situées à 2 000 m d'altitude. La population devra se déplacer vers la mer Rouge et le golfe d'Aden.

Des centaines de djihadistes violents contrôlent déjà l'est du pays. Ils ont dressé le terroriste Omar Farouk Abdulmutallab qui a tenté sans succès de faire sauter un avion de la ligne Amsterdam-Detroit le 25 décembre 2009, bien loin du Yémen. Il aura des milliers d'émules quand la nappe aura disparu.

Nulle part sur le globe, la disponibilité en eau douce ne coïncide avec la répartition

de la population, ce qui engendre des difficultés croissantes qu'on sait de moins en moins gérer. Déjà la Chine affronte au moins une crise majeure par an dans son approvisionnement en eau et, dès 2030, 350 millions de Chinois n'auront rien à boire.

Production agricole et production de bébés : contradiction

L'alimentation humaine n'est pas mieux assurée. Pour nourrir 9 milliards de gens, il faudra augmenter la production agricole de 2 % par an. Un rapport en préparation à l'académie des Sciences estime qu'il est possible d'y parvenir à condition de restreindre fortement la consommation de viande. Or, celle-ci a été multipliée par 5 entre 1950 et 2000 et sera encore multipliée par 2 en 2050, sans que l'on puisse rien pour modifier cette tendance. De plus, le rapport de l'académie est peut-être trop optimiste quant aux terres cultivables : les effets de la révolution verte commencent à se faire sentir par la salinisation grandissante de sols irrigués qui fait baisser les rendements. Les engrais chimiques (NPK), l'autre outil de la révolution verte, vont devenir plus chers : la surexploitation des mines de phosphates verra une chute rapide de leurs produits après 2035 vers un niveau inférieur de moins d'un tiers à la fin du siècle : c'est-à-dire à la fois une raréfaction et une montée considérable des prix. Or, le rapport de l'académie constate : « Il ne serait pas possible de nourrir la population mondiale actuelle sans engrais phosphatés. Les ressources sont limitées et leur fourniture deviendra de moins en moins économique au cours de ce siècle. De nouvelles ressources minérales contenant cet élément, les procédés nécessaires à leur exploitation et une meilleure utilisation des agriculteurs sont à rechercher. » On aura compris qu'il n'existe pas de solution à ce problème.

Pour ce qui est de l'azote, les nitrates employés dans l'agriculture s'obtiennent par synthèse à partir de l'air. Il faut de l'énergie : 1 kg de nitrate exige 1 kg de pétrole. Avec la raréfaction et donc l'augmentation du prix du pétrole, un renchérissement des nitrates est inévitable à terme. Un tel enchaînement a causé en 2008 les « émeutes de la faim ». À cette occasion, le secrétaire général de l'Onu a déclaré que nous étions « entrés dans une période irréversible de pénurie ». Confusion d'échelle peut-être car d'autres facteurs s'étaient ajoutés à la cherté des engrais, tels que la sécheresse en Australie ou l'extension de la culture des agrocarburants. Les prix ont baissé depuis pour remonter cette année. Cet effet reprendra plus fortement et plus durablement puisque le pétrole ne peut que devenir plus coûteux d'ici à 2050.

Eau et aliments ne sont pas les seuls produits dont la pénurie se fera sentir au milieu du siècle : l'énergie en est un autre sur lequel il est inutile de revenir tant on en parle. La disparition de combustibles fossiles est à attendre avant une centaine d'années.

Pays émergents : problèmes émergents

À l'impact démographique s'ajoute un facteur majeur d'accélération : la conversion de 2,5 milliards de gens des pays dits émergents, Chine et Inde, à l'éthique consumériste et au modèle scientifico-économique des pays industrialisés. Un mois passé cet

hiver à Beijing comme titulaire d'une chaire Einstein de l'académie chinoise des Sciences m'a fait comprendre que l'objectif de la Chine est de devenir en 2050 « un pays modérément développé ». Si l'on précise cette idée en supposant que le Chinois gagnant aujourd'hui 6 euros par jour en moyenne vise à la moitié du niveau de vie d'un pays comme la France, c'est-à-dire 30 euros par jour, puisque le Français dispose de 64 euros, on voit qu'il s'agit de multiplier par 5 la consommation des 1,5 milliard prévus de Chinois. Même ambition de la part de l'Inde, dont la population en 2050 avoisinera 1,6 milliard : la moitié de l'humanité veut consommer en 2050 cinq fois plus qu'aujourd'hui. Il ne faudra pas couvrir les besoins de 9 milliards d'individus mais l'équivalent de ceux de 21 milliards ! La ponction sur les ressources naturelles sera 3,5 fois celle d'aujourd'hui, déjà insupportable à moyen terme.

Et n'espérons pas que le progrès technique diminue la consommation. Ainsi, en France, la consommation moyenne d'énergie pour chauffer un mètre carré d'habitation a diminué entre 1973 et 2005, passant de 365 Kwh à 215 Kwh par an. La consommation d'énergie associée au chauffage a pourtant augmenté de 20 % depuis 1970 !... car la température moyenne du logis français est passée de 19°C à 21°C. Si l'utilisateur maintient constante cette température, les économies obtenues sur le chauffage se reportent sur l'équipement de confort (hi-fi, TV) avec une consommation qui a bondi de 18 Kwh par logement en 1973 à 321 Kwh 25 ans plus tard. Voir l'expansion de l'air conditionné en Asie du Sud-Est : la moitié de la fourniture d'électricité à Singapour lui est consacrée.

De même, la consommation moyenne d'une voiture en France a baissé de 37 % entre 1975 et 2008, c'est-à-dire de 8,6 l/100 km à 5,4, mais la part de l'automobile dans le budget familial a doublé en volume comme en valeur car son utilisation a augmenté, et le parc a doublé : les économies obtenues sur les moteurs sont absorbées par la multiplication des véhicules sur la route, d'où l'accroissement des dépenses d'infrastructure, l'étalement urbain, la construction d'autoroutes qui, à leur tour, attirent davantage de ces véhicules.

Considérons l'emploi d'une ressource naturelle pour l'usage d'un produit (pétrole pour voiture). L'augmentation de l'efficacité du processus fait-elle baisser la consommation de la ressource ? Non, elle l'augmente car plus de gens utilisent le produit devenu moins cher et chacun l'utilise davantage. Tel est le paradoxe pervers du développement qui ne peut jamais être durable. Cet effet multiplicateur n'a pas encore commencé à se faire sentir en Chine alors qu'elle est soudain devenue en 2009 le plus grand marché du monde pour l'automobile.

La crise mondiale dont nous parlons sera due à la synergie des facteurs. Nous pourrions résoudre un par un chacun des problèmes créés par le développement. Mais il faudra les régler tous, simultanément, et ils interfèrent les uns avec les autres.

Vous avez une solution ?

Jacques BLAMONT

D'où vient le peuple juif ?¹

François-Georges Dreyfus

Depuis quelques années en Israël et aux États-Unis, on se penche très sérieusement sur l'histoire du peuple juif. Dans un livre retentissant², Shlomo Sand expliquait qu'une très grande majorité des Ashkénazes, en particulier ceux qui vivaient dans la réserve juive de l'empire tsariste, n'étaient pas des Sémites, mais descendaient d'une tribu turque, les Khazars. Quelques années auparavant, *L'Encyclopédie juive*, publiée chez Laffont, expliquait que les origines khazares n'étaient qu'un mythe développé faussement par l'essayiste Arthur Koestler.

La démonstration de Shlomo Sand est tout à fait intéressante et crédible. On sait que la tribu ouralo-ougrienne des Khazars avait envahi, entre le VI^e et le VII^e siècle, la Russie orientale et les bords de la mer Noire et avait constitué un immense empire qui s'étendait de la Volga au Dniepr. Le khan de cet empire décida à la fin du IX^e siècle de se convertir au judaïsme. Il ne voulait pas être chrétien comme les princes de Kiev ni musulman comme les émirs du Moyen-Orient. Comme dans tous les pays du monde au temps de l'absolutisme oriental, le khan fut suivi par une partie de la population. Lorsqu'au cours du XI^e siècle l'empire khazar fut détruit par les princes de Kiev, ceux-ci repoussèrent hors des terres du « Rus » les Khazars juifs qui ne voulaient pas se faire baptiser. Ils se réfugièrent alors dans les forêts marécageuses entre les marais de Pinsk et la Baltique. Koestler³ estimait en 1976 que ces Juifs d'ethnie turque formaient l'essentiel de la population ashkénaze de l'Europe. Pendant longtemps, on a considéré que la langue de ces populations, elle, étant le yiddish, était d'origine germanique. Or, des travaux récents venant d'universitaires israéliens ou américains font penser à une tout autre origine. En 1993, puis en 2002, P. Wexler, de l'université de Tel-Aviv, publiait un ouvrage : *Les Juifs ashkénazes, peuple slavo-turc en quête d'identité juive*. Ce linguiste montrait que le yiddish était plus marqué par les apports slaves et turcs que par l'apport allemand. En d'autres termes, les Ashkénazes qui représentent plus de la moitié de la population juive mondiale ne seraient pas des Sémites, mais des Ouralo-Ougriens mâtinés de Slaves et de Germains plus proches ethniquement des Hongrois ou des Finlandais que des Séfarades à majorité sémite.

Cette thèse vient d'être largement confirmée par l'ouvrage de David B. Goldstein, *L'Héritage de Jacob*⁴ ; le professeur Goldstein est un généticien et son ouvrage

1. À propos de David B. Goldstein, *L'Héritage de Jacob, l'histoire des Juifs à travers le prisme de la génétique*, Denoël, 2010.

2. *Comment le peuple juif fut inventé : de la Bible au sionisme*, Fayard, 2008.

3. *La Treizième Tribu : l'empire khazar et son héritage*, Calmann-Lévy, 1976.

4. *Op. Cit.*

expose des découvertes récentes sur l'ADN des populations juives à travers le monde. David Goldstein s'est penché sur la destinée du chromosome Y qu'il retrouve chez les descendants des prêtres du temple, Cohen et Lévites. Il a retrouvé ce chromosome Y dans la tribu des Lembas en Afrique du Sud. Ici, le chromosome Y n'était autre que le HMC courant parmi les Israélites. Or, deux tiers des Lembas possèdent le HMC. Voilà donc un peuple bantou qui possédait des preuves certaines d'origine sémite avec un lien « spécifiquement juif ». Or, ce chromosome juif se retrouvait dans une autre tribu africaine, les Boubas, et ils sont assez proches des populations sémites entrées en Éthiopie au VI^e siècle avant J.-C. Les Juifs d'Éthiopie et les Lembas ont toute une série d'éléments culturels très proches les uns des autres : ils partagent en particulier des pratiques similaires « en matière d'endogamie, de purifications rituelles et de rites funéraires ». En fait, il semble bien que les Lembas soient un mélange de Bantous et de Juifs, ce qui se retrouve dans la langue de leurs tribus, vraisemblablement influencée par l'amharique éthiopien, langue sémite. De surcroît, en Afrique orientale, les Juifs éthiopiens et les Lembas ont une solide réputation de travailleurs du métal et de bâtisseurs en pierre.

En Europe orientale, on constate que chez les Lévites la fréquence du gène RM 17 est analogue à celle des Biélorusses et des Sorabes. Il est vraisemblable, c'est la conclusion du professeur Goldstein, que les Khazars « sont le point d'origine du chromosome RM 17 des Lévites ashkénazes ». Il ajoute, très honnêtement : « Je ne puis affirmer que les éléments observés prouvent la présence du lien khazar. Mais ils en accroissent incontestablement la vraisemblance et j'admets que l'idée me semble désormais plausible, voire probable. »

En définitive, il apparaît donc tout à fait possible que la grande majorité des Juifs dans le monde est issue de convertis. C'est d'ailleurs ce que laisse entendre le livre des Actes dans le récit de la Pentecôte : « Ils étaient dans l'étonnement et se disaient les uns aux autres : voici, ces gens qui parlent ne sont-ils pas tous galiléens ? Et comment les entendons-nous chacun dans notre propre langue. Parthes, Mèdes, Élamites, [...] Juifs et prosélytes, Crétois et Arabes⁵ ? »

François-Georges DREYFUS

1. Actes II, 5-11.

Coup d'envoi de l'inflation

par Omar Lefranc

C'est parti ! Conformément aux prévisions d'un certain nombre de mauvais esprits, les États-Unis lâchent la bride à l'inflation pour tenter de résoudre les inextricables problèmes nés de la crise financière de 2008. Le « *quantitative easing* », l'assouplissement quantitatif par la Réserve fédérale américaine, est désormais une perspective retenue par l'administration démocrate. Cette décision n'est peut-être pas étrangère au départ d'une brochette de conseillers du président Obama, comme Larry Summers, qui reconnaissent ainsi implicitement l'échec de la politique défendue par eux jusqu'ici. Le redressement de l'économie, malgré les milliards investis, est trop faible, moins vif qu'après des récessions antérieures. Il en résulte la persistance d'un chômage élevé (touchant environ 10 % de la population active), le recul de la construction et, surtout, la perte de valeur des biens immobiliers. Les ménages américains se sentent appauvris. Ils ont, en moyenne, vu leur patrimoine perdre 20 à 30 % de leur valeur, ce qui engendre une restriction de la consommation et une paralysie de l'optimisme national.

Les élections de « mi-mandat » (présidentiel), en novembre, vont traduire cette déception des consommateurs en termes politiques. Que tente-t-on de faire ? Le rachat d'actifs financiers, en particulier celui des emprunts d'État américains, qui va s'opérer sans contrepartie, sans que l'on « stérilise » ces achats. Le bilan de la banque centrale, tiré par l'accroissement de son passif, va encore fortement se gonfler. Autrement dit, la banque centrale finance le budget, pour permettre au gouvernement de payer, entre autres, les frais de la guerre en Afghanistan. Nous avons connu cela sous la IV^e République, on appelait ce procédé : la « planche à billets ». La dette, surtout envers l'étranger, ne suffit plus à faire face aux obligations de l'État, c'est pourquoi on fait porter le financement par la monnaie, c'est-à-dire par tous les Américains, mais aussi par tous ceux qui possèdent des titres libellés en dollars. De par le monde, tous les gérants d'actifs ont compris de quoi il s'agit. D'où une hausse du prix de l'or... Mais les conséquences de la décision américaine ne s'arrêteront pas là. Elles sont de trois ordres. Tout d'abord, les biens réels, vendus en dollars, vont se négocier à un prix plus élevé, en premier lieu le pétrole. Ensuite, les prêteurs internationaux vont essayer de durcir leurs conditions, bien que l'abondance de liquidités actuelle ne leur permette pas, pour l'instant, une forte augmentation des taux. Enfin, et surtout, il risque de se produire une « guerre des monnaies », comme cela s'est vu, avant la Seconde Guerre mondiale, entraînant des « dévaluations com-

pétitives » partout où la monnaie dépend, comme aux États-Unis, du pouvoir politique. La Chine, le Japon, les États pétroliers ne vont pas voir sans réagir la valeur de leurs placements se contracter. L'euro n'a pas cette possibilité en raison de son statut. Il va apparaître comme une valeur refuge, apparenté en cela au franc suisse. Les importations libellés en dollars s'en trouveront bien, les exportations, mal. Voyez les problèmes d'Airbus, les angoisses des industriels allemands, des vendeurs de produits de luxe...

La Banque centrale européenne (BCE) a paru réagir en achetant des titres de l'Irlande, de la Grèce et du Portugal , mais elle reste cantonnée à ces pays dans le cadre du soutien, temporaire et circonstanciel, déjà fortement critiqué par d'éminents juristes. La BCE n'a pas le droit, ni les moyens, de mener une politique de monétisation de la dette ou de réponse à cette même politique, pratiquée par les banques centrales soumises à un pouvoir politique. Saura-t-elle tourner cette faiblesse en avantage ? Ce serait aux membres de l'union monétaire de prendre une décision. Et vite, car la guerre des monnaies va faire rage ! Mais ces gouvernements seront-ils soutenus par l'opinion publique ?

Omar LEFRANC

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

HEROÏSME. *Sopor.* Ah ! quel beau mois de juin nous aurons eu ! Avec quelle unanimité nos médias n'auront-ils pas célébré héroïquement l'Appel du 18 juin, la Résistance, la France combattante, toute la geste gaullienne. *Questios.* Plutôt une hagiographie aux limites du ridicule, qui n'eût pas manqué de valoir à ses auteurs les sarcasmes du général, lui qui, de 1940 à 1969, n'a jamais cessé d'être en proie au soupçon de césarisme. *Sopor.* Méfiance légitime, non ? *Questios.* Entre le réquisitoire et le dithyrambe, il faut choisir. Pendant un quart de siècle, l'intelligentsia ne s'est jamais lassée de dénoncer le candidat au pouvoir personnel, le promoteur du coup d'État permanent, etc. À l'extrême droite, depuis le premier jour de la Révolution nationale, une haine inexpiable n'aura cessé de bouillonner contre l'homme de la France libre, ravivée, autour de 1960, par la décolonisation. *Sopor.* De ce côté, on n'a pas désarmé. *Questios.* Mais eux n'ont pas accès aux grands médias. Aussi, en ce soixante-dixième anniversaire, n'a-t-on entendu que le chœur officiel, exaltant les mérites du restaurateur de la République. *Sopor.* On a tout de même eu le courage, depuis longtemps maintenant, de faire le procès du peuple français de 1940, massivement rallié au maréchal Pétain. *Questios.* Le courage est plus facile aux accusateurs, assis sur leurs sièges ergonomiques, l'œil fixé sur leurs écrans d'ordinateurs, qu'il ne l'était au peuple de l'Exode, fuyant la foudroyante avance ennemie sur des routes constamment exposées à la mitraille aérienne. *Sopor.* On nous a aussi fait comprendre combien la ligne

Maginot était une erreur. *Questios.* Si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que l'erreur fut surtout d'avoir quasiment interrompu cette ligne Maginot dans les Ardennes réputées infranchissables. C'est seulement là où la ligne Maginot n'existait pas que les armées allemandes ont réussi à percer nos défenses. La vérité, c'est que l'armée française s'est battue vaillamment avant de ployer. L'étonnement, c'est qu'au sein du désastre, et malgré l'armistice, il se soit trouvé des jeunes gens assez passionnés pour la France pour aller s'engager dans une minuscule armée au statut incertain, sachant que dans ce combat, ils avaient toutes chances de perdre la vie, marins de l'île de Sein, soutenus par leurs femmes et leur recteur, officiers avec ou sans particule, ouvriers et étudiants d'origines et de convictions diverses, mais tous résolus à en découdre. Si l'on veut, ne serait-ce que par effraction, s'initier aux vies et aux vertus d'autrefois, l'on peut visiter, à l'extrémité de la Bretagne, à la pointe Saint-Mathieu, le Mémorial des marins disparus en mer. Dans la profondeur du monument, deux voix monocordes, l'une masculine, l'autre féminine, récitent la funèbre litanie des bateaux coulés au cours des batailles navales du xx^e siècle. Sur les murs, revêtus de photographies, les regards des marins disparus laissent transparaître quelque chose de ce qui les habitait au moment où l'objectif les a saisis. Des regards graves, qui ignorent la dérision, et qui disent le tragique de l'Histoire et le refus de la servitude.

André LE GALL

Aimez-vous l'Amérique ?

par Jacques Mallet

Aimez-vous l'Amérique ? Êtes-vous contre l'Amérique ? Il est difficile de répondre à ces deux questions. De quelle Amérique parlez-vous ? Cette patrie est-elle le rempart de la liberté et de la démocratie ou le champion du capitalisme et de la finance ?

Réponse : j'aime les deux, ou plutôt les deux réalités, les deux images de l'Amérique, qui sont vraies l'une et l'autre. Et il n'est pas possible de choisir.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Amérique, c'est-à-dire les États-Unis, a deux visages, qu'il est impossible de dissocier.

Les démocrates européens ne peuvent, bien sûr, s'en tenir à une appréciation sans jugement.

Aux moments les plus graves, les plus dangereux de notre histoire au cours du siècle précédent, l'Amérique a été à nos côtés. Au moment où les menaces du totalitarisme étaient les plus graves, nous avons été à ses côtés. On peut dire que, avec le soutien des résistants français, c'est elle qui nous a sauvés.

Cela dit, dans les temps calmes, il nous arrive de ne pas être d'accord avec elle et de le dire. Rien de plus normal.

Aujourd'hui, de nouveaux problèmes, de nouvelles menaces pour la liberté, pour la démocratie, pour notre économie et pour notre sécurité, sont apparus, qui appellent de nouvelles réponses. Ces réponses ne peuvent se réduire à une bonne et solide alliance avec les États-Unis. Ces menaces exigent de nouveaux rapports de coopération et de nouvelles actions communes entre les pays européens et avec les États-Unis. C'est ce que nous avons commencé à faire, mais il faut aller plus loin dans cette voie, même si ce surcroît d'union entre les Européens peut entraîner quelques difficultés dans nos rapports avec notre partenaire américain.

C'est, en effet, d'un nouveau partenariat euro-américain que nous avons, aujourd'hui, et que nous aurons plus encore demain, le plus urgent besoin.

Les Européens en sont-ils conscients ? Les Américains l'ont-ils compris ? De la réponse à ces questions et des actions que nous conduirons pour y répondre de manière efficace dépendra, pour une large part, notre avenir commun.

Pour y répondre, on ne peut se contenter de réfléchir chacun de notre côté. Il faut y réfléchir ensemble et en tirer les conséquences par de nouvelles actions communes.

En tout cas, nous croyons nécessaire de poser aujourd'hui cette question et d'inviter les amis de *France Forum* à participer à cette réflexion commune.

Jacques MALLET

*L'esprit communautaire doit l'emporter
sur l'esprit nationaliste*

par Maurice-René Simonnet

L'Afrique évolue. Il y a seulement vingt-cinq ans ce continent ne comptait que deux États indépendants : le Libéria et l'Éthiopie. Tout le reste était formé de territoires dépendants. La France, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, naguère l'Allemagne, bref les principales puissances d'Europe se partageaient l'Afrique. Les relations des deux continents étaient des relations coloniales ; les liens qui unissaient l'Afrique à l'Europe étaient des liens de subordination.

En vingt-cinq ans, ce qui était l'exception est devenu la règle. Les Africains, dans leur très grande majorité, vivent aujourd'hui dans des États qui sont dirigés par des Africains. L'année 1960 restera le point culminant de cette marche des peuples d'Afrique vers leur indépendance. En janvier, le Togo et le Cameroun, anciennes colonies allemandes, puis territoires sous mandat français, accédaient à l'indépendance, suivis en juin par Madagascar et par le Soudan et le Sénégal unis dans la fédération du Mali. Très prochainement, ce sera le tour des quatre États de l'Entente et des quatre États de l'ancienne Afrique-Équatoriale française. [...]

Que ce soit sur le plan politique, économique ou militaire, l'Europe est en marche vers l'intégration des forces nationales dans les communautés plus vastes que les États.

Serait-ce le contraire pour l'Afrique ? Et les dirigeants nationalistes africains en faisant avancer leurs pays sur la route de l'indépen-

dance les pousseraient-ils dans une voie dépassée ou les engageraient-ils dans une impasse ?

Voilà le problème franchement posé. On me permettra d'y répondre tout aussi franchement. [...]

L'esprit nationaliste donnerait facilement raison aux Africains de vouloir doter leur peuple de la souveraineté, si le nationaliste ne souhaitait pas l'épanouissement de sa seule nation et l'abaissement des autres. Mais il donne tort aux « Européens » quand ils remettent une part de la souveraineté de leurs États à des communautés supranationales. De toute façon, les deux évolutions sont, pour le nationaliste exagéré, contradictoires et fondamentalement opposées : on peut suivre l'une ou préférer l'autre, on ne peut essayer de s'adapter aux deux.

S'il nous fallait donner des applications de ce nationalisme exagéré, si l'on nous pressait de citer des cas concrets, nous n'aurions à chercher ni bien longtemps ni bien loin. Il y a même eu – osons ce paradoxe – une façon nationaliste de concevoir la Communauté franco-africaine, sa naissance, ses premières années, sa transformation. Comment se fait-il, par exemple, que le statut nouveau des États membres de la Communauté ait été établi par une discussion entre ces États et le gouvernement de l'une des républiques : la République française et non pas par une négociation entre ces États et le « gouvernement » de la Communauté, qui est le Conseil exécutif ? Si on avait ainsi procédé, on aurait sans doute évité bien des rancœurs dont certaines ont

conduit à la surenchère et auraient pu même aboutir à l'éclatement de la Communauté.

Souhaitons qu'à l'avenir la France sache être plus communautaire qu'elle ne l'a été ces derniers temps. Cela suppose que l'esprit nationaliste ne l'emporte pas au sommet de l'esprit communautaire. [...]

Vivre en communauté, ce n'est pas pour un État diminuer sa liberté propre, amoindrir son rôle international, limiter son indépendance, c'est au contraire la seule possibilité d'être vraiment libre et réellement indépendant.

Le monde évolue vers de grands ensembles à base d'égalité, qui ne supprimeront ni les patries, les États, ni les nations, mais leur permettront au contraire de vivre mieux, de se développer plus rapidement et de s'épanouir plus totalement.

Voilà ce que les peuples d'Europe ont compris et, c'est pourquoi, ils ont fondé la Communauté européenne.

Voilà ce que les peuples d'Afrique et de Madagascar ont compris et c'est pourquoi ils ont fondé la Communauté franco-africaine.

Entre ces deux communautés, des liens s'établiront ; certains États d'Afrique les demandent

déjà. La France, membres des deux communautés, a, ici, un rôle irremplaçable à jouer. À condition qu'elle ait l'esprit communautaire en Afrique et en Europe.

Le malheur veut que ce soit au moment où l'opinion publique est tentée par la séduction du repli sur soi, du « cartiérisme » et cela peut compromettre la Communauté européenne.

La France saura résister à ces tentations « isolationnistes », à la séduction du repli sur soi. Elle n'a pas à choisir entre l'appartenance à l'une ou à l'autre de ces communautés qui ne sont pas exclusives mais complémentaires. Elle doit être l'élément le plus communautaire, le plus actif des deux communautés.

Que le nationalisme de nos dirigeants ne nous mette pas demain dans cette situation à la fois ridicule et tragique, de voir au sein de la communauté les Africains, plus communautaires, demander aux Français, restés trop nationalistes, d'être de meilleurs « Européens ».

Maurice-René SIMONNET

France Forum, n° 26, août-septembre 1960

AU FIL DE LA LECTURE...

Alain Mabanckou, né en 1966 au Congo-Brazzaville, refuse d'être réduit à son origine africaine, à sa « tropicalité ». Il a donc mis sa vie en conformité avec ses convictions : après avoir été directeur de collection à L'Harmattan, après avoir bénéficié d'une résidence d'écriture couplée avec un poste de professeur de littératures francophones au Michigan, il s'est installé en Californie, et est professeur titulaire à UCLA. Ses ouvrages (*Bleu-blanc-rouge*, *L'Enterrement de ma mère*, *Et Dieu seul sait comment je dors*, *African psycho*, *Verre cassé*, *Mémoires de porc-épic*, *Black bazar* – adapté à l'écran en 2009 –, *Demain j'aurai vingt ans*) ont été traduits dans quinze langues et ont reçu dix prix littéraires français, dont le Renaudot. La multiplication des citations littéraires, comme autant de clin d'œil dans un contexte parodique (romans noirs, romans des bas-fonds), est un moyen de dénoncer le regard condescendant porté sur les auteurs venus de la francophonie. On retrouve ainsi au fil des pages des centaines de citations et de titres de livres ou de films, empruntées à ses prédécesseurs africains ou à des Sud-Américains qui ont voulu s'engager pour le Tiers Monde (comme Vargas Llosa dont la candidature à la présidence du Pérou n'a rien changé pour ce pays). Zola même devient, sous sa plume, une métaphore des écrivains engagés. C'est le constat de l'impossibilité de l'écrivain à changer le monde.

Nelson Mandela¹

par Joëlle Bourgois

Cet homme est grand. Il est le plus grand. Sa haute stature et sa sveltesse y contribuent. Son charisme et son autorité naturels plus encore. Il le sait. Il a l'habitude. Ne raconte-t-il pas que, premier avocat noir au barreau de Johannesburg, seul de sa couleur dans la salle d'audience, il se comportait comme si tous, juges, procureur, prévenu, public, étaient ses hôtes ? C'était la meilleure parade contre les brimades dont il était l'objet. Mais nul autre que lui n'aurait pu l'employer.

C'est un prince. Il n'a hérité de son père qu'un prénom, Rolihlahla, autrement dit le fauteur de troubles, dans la langue de son ethnie, les Xhosas, et une connexion avec la maison royale Tembu. Le prénom, sa première institutrice anglophone le lui a enlevé. Quant à sa connexion avec une tribu de chefs, elle ne menait nulle part dans l'Afrique du Sud de ce temps-là. Bien avant l'invention de l'apartheid, à l'issue des guerres anglo-boers, une conférence s'était tenue à Londres sur l'organisation de la nouvelle Union sud-africaine. Les Noirs en étaient bien sûr absents. À la question de savoir quels seraient leurs droits dans le nouvel État, l'archevêque de Canterbury avait, d'un mot, résolu le problème : « Ce sont des enfants. »

Volonté de fer

Nelson a fait ses premiers pas dans la vie comme berger. De berger à président du pays le plus riche et le plus éblouissant du continent, la distance n'est pas celle d'une baguette magique. L'exercice d'une volonté de fer rend seule compte d'un tel parcours. Chaque expérience, chaque épreuve, chaque désobéissance, chaque humiliation a été l'aliment de

cette volonté. Cette volonté a été mise au service d'un idéal si révolutionnaire, si novateur que ni ses amis ni ses ennemis n'étaient capables au départ de le concevoir, *a fortiori* de le désirer. Pour cet idéal, il a plaidé lui-même au procès de Rivonia où il risquait la peine de mort, allant presque jusqu'à la provoquer – au grand dam de ses avocats – par ces mots : « J'espère voir cet idéal réalisé de mon vivant, mais pour lui je suis prêt à mourir. » Madiba rêvait d'une Afrique du Sud où tous vivraient dans l'harmonie sur un pied d'égalité quelle que soit la couleur dont les aurait dotés la nature. Il a eu de la chance : condamné à la prison à perpétuité, il n'a passé que vingt-sept ans derrière les barreaux ! Il a fait de la prison une Université où, quand bien même les souffrances du corps affaiblissaient l'esprit, que les cours ou les livres n'étaient pas encore autorisés, chaque prisonnier devait transmettre aux autres son savoir.

Exactitude et attention à l'autre

C'est à sa sortie de prison que je l'ai connu. J'avais 45 ans. Il en avait 72. Il me semblait souvent que nous avions le même âge. Son aspect, ses manières, son élégance, tout en lui était royal. Du prince, il avait gardé aussi l'exactitude et la « ponctualité ». Alors que déjà le monde entier le fêtait comme une star, il n'aurait pas souffert qu'un de ses visiteurs l'attendisse une minute. Son partenaire, le dernier chef d'État blanc, l'a appris à ses dépens. Quand se sont réunis, en décembre 1991, les « états généraux de l'Afrique du Sud » – ou, du moins, ce qui pour un Français y faisait songer –, le président a cru pouvoir dévier sans dommage de la ligne arrêtée secrètement avec Mandela dans les négociations

1. Article déjà paru dans *Convergence*, septembre 2010.
Avec l'aimable autorisation de reproduction de l'auteur.

en passe de s'enclencher. Cet écart lui a valu de la part de l'ancien prisonnier un rappel à l'ordre magistral, face aux chaînes de télévision du pays et du monde. C'est sans doute ce jour-là, sans que quiconque s'en doute à l'époque, que le pays à changer de mains. Mais, que paraisse un petit enfant, et le prince était à ses genoux.

L'absence d'amertume, la générosité envers les bourreaux, les vaincus, l'attention prêtée à chacun, du plus important au plus humble, auraient pu lui valoir une auréole de sainteté. Point n'en était besoin. Son sourire, son merveilleux, son légendaire sourire, lui en tenait lieu. S'il avait été un saint, il aurait été l'un de ces saints du Moyen Âge, aussi prompt à tirer l'épée du fourreau qu'à partager – non, à donner – son manteau. Quand il est devenu président, le 10 mai 1994, il a laissé à son prédécesseur, F. W. De Klerk, la résidence présidentielle pour s'installer dans l'une des autres demeures réservées aux membres du gouvernement, sur les hauteurs du Cap. La première fois que je suis allée dîner chez lui, j'ai cru m'être trompée de jour ou d'endroit. La vaste demeure était plongée dans la pénombre. J'ai fini par le découvrir au premier étage, dans le « deux-pièces cuisine » qui suffisait à ses besoins.

Fidèle d'entre les fidèles

Mais Madiba est tout simplement un homme. Un homme à part. Un homme tel qu'après lui je n'en ai jamais rencontré. Imposant à son corps, à son esprit et à ses émotions, une discipline de chaque instant, il joue en virtuose de son charme et de son humour pour désarmer l'adversaire ou l'interlocuteur. Sa colère ne transparait ni dans ses propos ni dans son comportement ; moi, qui ai appris à lire sur son visage, je sais quand ses traits d'un seul coup paraissent sculptés dans la pierre et qu'un léger mouvement agite ses mains puissantes, qu'il est furieux et que la riposte, pour être mûrement pesée, sera redoutable. Je sais aussi ce qu'il a souffert, ce qu'il

souffre encore, malgré la vieillesse, pour donner au monde l'exemple qu'il lui donne.

Des années après avoir quitté l'Afrique du Sud, je l'ai revu régulièrement, en Europe ou aux États-Unis. Là où l'amenaient ses voyages et où il savait pouvoir me trouver, il faisait signe et demandait toujours que je vienne, si possible avec mes enfants. Nelson Mandela, c'est aussi cela : le fidèle d'entre les fidèles. Aujourd'hui encore, j'ai dans l'oreille sa voix si spéciale, vibrante d'énergie, forte et enjouée tout ensemble. Il affronte le grand-âge, dont Chateaubriand disait qu'il était un naufrage...

Joëlle BOURGOIS¹

LES DATES CLÉS

1912 : formation du Congrès national africain (ANC). **1913** : *Land Act*, première grande loi qui définira ultérieurement le système de l'apartheid. **1918** : naissance de Nelson Mandela. **1944** : N. Mandela rejoint l'ANC. **1948** : arrivée au pouvoir de Daniel Malan, mise en place de la politique de l'apartheid. **1962** : N. Mandela arrêté et emprisonné. **1963** : début du procès de Rivonia. **1964** : N. Mandela est condamné à la réclusion à perpétuité. **1989** : F. W. De Klerk devient président de la république d'Afrique du Sud. **1990** : N. Mandela est libéré. **1991** : abolition des lois de l'apartheid, N. Mandela devient président de l'ANC. **1993** : début des négociations entre F. W. De Klerk et N. Mandela pour l'organisation d'élections démocratiques et multiraciales. Les deux hommes reçoivent conjointement le prix Nobel de la paix. **1994** : premières élections multiraciales. N. Mandela devient président de la république d'Afrique du Sud. **1997** : Thabo Mbeki prend la tête de l'ANC. **1999** : Th. Mbeki succède à N. Mandela et devient président de la République. **2009** : Jacob Zuma succède à Th. Mbeki, après la démission de ce dernier et l'intérim de Kgalema Motlanthe.

1. L'auteur prépare un ouvrage sur ses années passées en Afrique du Sud, à paraître au printemps 2011. À lire aussi, les deux ouvrages autobiographiques de Nelson Mandela : *Un long chemin vers la liberté* (Le Livre de Poche, 1996) et *Conversations avec moi-même* (La Martinière, 2010).

Propos sur la littérature africaine de langue française¹

par Anne Laborde

Qui a dit que la culture provenait du mélange des idées et des hommes ? L'Afrique noire semble confirmer cette assertion. Le développement de sa littérature atteste de la richesse de son inspiration et du talent de ses enfants. L'aperçu suivant en témoigne.

La littérature de langue française issue des pays d'Afrique noire est particulièrement variée. En effet, depuis que des intellectuels nord-américains, puis antillais ont travaillé au début du ^{xx}e siècle à une « négro-renaissance », l'écriture en langue française a été le moyen de transmettre à des lecteurs des différents continents des messages qui ont souvent dépassé l'inspiration personnelle.

Le statut – au moins historique – de langue internationale du français a joué en faveur de son emploi, mais le passage en revue de près d'un siècle de création littéraire en Afrique francophone permet de discerner différentes raisons derrière la démarche de chaque auteur.

L'emploi de la langue des colonisateurs par les poètes et les romanciers

Avant même la constitution des deux empires coloniaux, la langue française avait dépassé les frontières de la nation, devenant jusqu'au premier tiers du ^{xix}e siècle (romantisme et éveil des nationalismes) la langue internationale de l'Occident.

1. Le présent article doit tout à l'amitié de Françoise Rullier-Theuret, responsable du département de français à la Sorbonne-Paris IV d'Abou Dhabi, qui a assuré, de 2000 à 2010, un cours sur la littérature négro-africaine francophone pour les étudiants de l'université de Stanford.

En éloignant le lecteur de la vie communautaire, le livre est étranger à la culture africaine, laquelle, par tradition, ne s'attache pas aux outils de promotion individuelle ; les ouvrages écrits qui existaient en Afrique avant la colonisation (littérature de lettrés en alphabet arabe dans les régions islamisées, ou catéchismes en écriture romaine) n'auraient pas pu constituer des modèles attirants pour des écrivains soucieux de traduire des expériences vécues en leur propre temps.

L'Afrique noire parle quantité de langues (plus de deux cents au seul Congo), lesquelles, pour la plupart, n'ont jamais été écrites ni décrites par des linguistes. Les œuvres dans ces nombreuses langues sont les fonds oraux des griots². Le souahéli d'Afrique de l'Est et le haoussa des marchands d'Afrique de l'Ouest ont fait office de langues véhiculaires, mais seulement pour quelques catégories de la population.

2. L'appartenance à la caste des griots – dont le rôle est de chanter les épopées – suppose d'être de la classe d'âge des « vieux » et d'être issu de familles données. L'épopée combine dimensions historique et mythique ; le récit s'appuie sur des épisodes historiques objectivement repérables, mais dont ne sont conservés que les succès. Ces épisodes sont organisés par chants, leur narration accompagnée par un instrument de musique. La fonction des épopées est, en racontant la fondation sociale d'un groupe, de le conforter dans le bien-fondé de sa façon de vivre. Les épopées ne relèvent donc pas *stricto sensu* du champ de la littérature.

Les missionnaires avaient tenté d'employer les langues vernaculaires, mais le besoin d'une langue véhiculaire s'est conjugué avec l'enseignement mis en place par le colonisateur (assimilation des indigènes et formation de cadres subalternes autochtones) pour donner une place prépondérante au français. Le français était ainsi vu comme une langue de promotion sociale, et l'exclusion des langues non écrites et de la culture locale a été ressentie comme un jugement d'infériorité.

La négro-rennaissance

Les premiers écrivains noirs de langue française ont été les poètes antillais des années 1910-1930. La forme poétique leur a permis de souligner leur connaissance approfondie de la langue et de revendiquer par là même une place élevée dans la hiérarchie culturelle occidentale. Ce désir n'était pas dépourvu d'ambiguïté : quelle meilleure victoire sur le colonisateur que de lui rendre sa propre langue hermétique, comme l'a fait Aimé Césaire ?

En même temps, la forme poétique leur permettait de s'approcher d'une culture africaine, dans laquelle l'homme entretiendrait avec le monde des rapports affectifs, magiques.

Ils participent de la négro-rennaissance, un mouvement né aux États-Unis dans les années 1900. W. E. B. Du Bois est le premier, en 1903, avec *Âmes noires*, à lui avoir donné une expression écrite ; Langston Hughes, poète ami de Senghor, a vécu à Paris après avoir passé une enfance pauvre aux États-Unis ; Claude MacKay, Jamaïcain qui a vécu à New York et à Paris, a voulu convaincre les élites noires que le destin du Nègre instruit n'est pas différent de celui de l'analphabète. À la même époque, les intellectuels et les artistes parisiens s'efforçaient de réévaluer les cultures non européennes jusqu'alors considérées comme

primitives (Lévi-Strauss, Picasso, André Breton...).

Le néologisme français « négritude » aurait été utilisé conjointement en 1934 à Paris par l'Antillais Aimé Césaire et le Sénégalais Senghor. Le mot « nègre » n'y revêt pas la connotation péjorative de l'anglo-saxon « *nigger* ». Au contraire, il visait à retourner l'ethnocentrisme européen. Ses créateurs ont rapidement divergé sur le sens du concept qu'ils avaient forgé : pour Césaire, la négritude sera la revendication de l'altérité nègre, la lutte pour sa reconnaissance et sa dignité ; pour Senghor, il s'agira plutôt de la psychologie collective négro-africaine (participation de l'homme à l'ensemble du monde, rythme que le poète s'efforce de traduire par les mots) dont l'écrivain se fait l'interprète pour l'offrir à toute l'humanité.

L'ère des essences

Le premier roman qui témoigne de la prise de conscience de la condition des Noirs d'Afrique, *Batouala, véritable roman nègre*, a été publié en 1921. Il est l'œuvre d'un Antillais, René Maran (1887-1960). Bien qu'il soit d'emblée un succès (prix Goncourt), le livre fait scandale en France, car voulant « exprimer l'âme noire avec le style nègre en français ». Traduit un an après sa publication, il est lu par tous les intellectuels noirs américains ; or, si la vie de René Maran aurait pu en faire un porte-parole du mouvement de la négritude (origine guyanaise, naissance à la Martinique, enfance et adolescence en France, carrière dans l'administration coloniale française), lui-même ne se ressentait pas comme un Noir, mais comme un humaniste témoignant des injustices de la colonisation. Pendant les treize ans qu'il a passé en Oubangui-Chari (République centrafricaine),

il a appris la langue des indigènes, les a écoutés, mais n'a pas cherché à partager leur vie.

La description par le chef Batouala de la vie quotidienne dans son village repose sur l'emploi d'un procédé narratif classique – celui des *Lettres persanes* : l'étonnement devant les coutumes des Blancs. La volonté de l'auteur de ne pas cacher la présence crue des corps dans la civilisation du narrateur est, elle, très novatrice. Les personnages festoient, se soûlent, dansent, se grattent, font l'amour, dix ans avant que Céline n'écrive le *Voyage au bout de la nuit*. Les images de la nudité, les fonctions animales, l'attention au corps opposent la joie de vivre, la santé mentale africaines à la tristesse blanche. Le corps y est l'instrument d'un bonheur en dehors des règles des Blancs.

Les pages qui racontent l'arrivée des Blancs, et le pacte par lequel ils se jouent des tribus, en font un roman dénonciateur de l'exploitation systématique des autochtones, de la destruction de la société africaine.

Auteurs africains de la transition politique

À l'époque de la transition politique, les auteurs négro-africains écrivent pour témoigner de la réalité coloniale auprès des Européens. Ils n'adoptent la forme du roman que parce que la presse française ne leur est pas ouverte. L'écriture n'est pas en elle-même un but – avec les recherches stylistiques que cela supposerait –, mais un moyen de faire entendre la protestation de l'homme noir. Ils s'accommodent donc des formes les plus classiques, notamment le roman de formation (s'achevant le plus souvent par la mort du personnage principal), comme s'ils ressentaient la modernité comme une autre expression de l'impérialisme culturel. Le nouveau roman n'est pas pour eux !

Ce choix technique n'a pas vraiment servi

leur intention et ils n'ont rencontré ni le public européen – qui recherchait sous leurs plumes de l'exotisme, des destins individuels (le fond du romanesque européen) et y trouvent le témoignage d'une expérience socioculturelle collective – ni le lectorat africain – peu existant en cette première moitié du xx^e siècle, et toujours pas acquis de nos jours, malgré l'inscription de ces textes dans les programmes scolaires.

Même s'ils privilégient le village, espace à la fois réaliste et mythique, lieu propre d'une expérience collective, et s'attachent à l'histoire précoloniale falsifiée par les Européens (empire du Mali, du Ghana, de Gao, royaume du Dahomey et du Bénin...), ces romans constituent une rupture radicale avec les épopées chantées par les griots.

En effet, alors que le héros mythique ou épique est prévisible, ce qui arrive au héros romanesque est tout aussi imprévisible que ce qui pourrait arriver au lecteur qu'il entraîne dans une histoire particulière. S'il devient, comme d'une certaine façon Samba Diallo, le personnage de *L'Aventure ambiguë* de Hamidou Kane, l'emblème d'une société, c'est que cette société elle-même est désorganisée. L'homme romanesque a l'initiative de sa pensée et de sa parole ; comme Socrate, il est un poseur de questions, au contraire du héros épique qui cautionne une conception du monde déjà construite.

L'ère du soupçon

La fin de la tutelle coloniale fait espérer celle des humiliations et de l'aliénation. Les indépendances ne remettent pas en cause l'utilisation du français : les nouveaux pays ayant plusieurs langues maternelles, il est impossible de privilégier une langue, donc une ethnie.

Après un bref climat d'euphorie, les roman-

ciers commencent, dans les années 1970, à dénoncer le monde nouveau, surtout l'usage politique et idéologique qui est fait des indépendances retrouvées. C'est l'ère du soupçon. Le constat est unanime : les hommes au pouvoir s'enfoncent dans des dérives politiques, idéologiques et sociales ; les régimes tendent vers la militarisation. Le changement global de société annoncé et l'âge d'or promis ne sont pas au rendez-vous. Un univers déstructuré, quasi informe, se met en place. Ces romans sont ceux du désenchantement. Même le classique roman de formation change de nature puisque les protagonistes en sont maintenant des enfants-soldats.

La remise en question des essences (Afrique, négritude, race) conduit certains écrivains contemporains à considérer la négritude comme une idéologie encombrante, l'africanité comme un mythe aliénant.

Pour la plupart, les romanciers des années 1960 et 1970 ont suivi un enseignement universitaire, mais certains font exception comme Sembène Ousmane, simple docker marseillais. *Le Mandat* – un titre auquel il faut restituer son double sens – suit pas à pas la découverte par un homme simple, un ouvrier au chômage, analphabète, de la bureaucratie incohérente du centre de Dakar, Ibrahim Dieng. Le fil conducteur est la réception de la lettre d'un neveu annonçant l'envoi d'une somme d'argent et la recherche d'un intermédiaire qui puisse lire cette lettre et y répondre.

En 1972, dans *Le Cercle des tropiques*, premier volet d'une trilogie, Mohamed Alioum Fantouré, économiste (notamment pour la Communauté économique européenne), né en Guinée en 1938, conte le cheminement, après de mauvaises récoltes, d'un paysan vers la capitale imaginaire d'un pays non moins ima-

ginaire ; la traversée d'immenses plantations appartenant à des multinationales occidentales souligne que ce pays n'est pas plus indépendant économiquement que sa souveraineté n'est réelle ; dans la capitale, un potentat protégé, non pas par l'armée dont il se méfie – et qui défend aussi des intérêts propres –, mais par une milice qui lui est tout acquise, fait régner une dictature impitoyable et délirante.

Quel français ?

L'emploi d'une langue autre que sa langue maternelle peut relever de raisons très différentes pour un écrivain :

- choix d'une langue de prestige ;
- refus de sa filiation : comme Samuel Beckett, écrire – mais mal écrire – dans une langue autre que celle de sa mère, c'est rejeter celle-ci ;
- choix d'une langue de large diffusion pour se faire entendre par le plus grand nombre. Ce choix a été d'autant plus pertinent pour les auteurs africains que le public visé n'était pas le peuple, mais les élites africaines et les colonisateurs ;
- un savoir-faire en matière d'édition. Ainsi en France il y a des maisons d'édition dédiées à la littérature africaine, tandis que les Departments of French and Francophone Studies des universités américaines mènent une politique active d'édition.

Le choix du niveau de langue offre de larges possibilités aux écrivains ; ils peuvent :

- employer le français qui leur a été enseigné dans le système scolaire et universitaire ;
- se l'approprier en l'enrichissant d'un rythme et d'un vocabulaire métissés, comme le fait Senghor (ce qui, venant d'un agrégé de grammaire, est un hommage rendu aux capacités d'adaptation de la langue) ;
- ou en créer une variante, une *interlangue*,

qui emprunte autant au français qu'au créole (ce qui est, au contraire, abandonner la posture de l'écolier reconnaissant). Dans *Les Soleils des indépendances*, Ahmadou Kourouma avait supprimé toute frontière entre le français et le malinké : introduction d'éléments du lexique africain, d'images empruntées au fond culturel malinké, de proverbes ; substitution d'accumulations, répétitions, coordinations, appositions aux subordinations complexes du français.

Au contraire, lorsque cela est possible, écrire dans sa langue maternelle, c'est faire de la littérature en langue autochtone l'unique littérature authentique, instaurer un clivage net entre l'identité autochtone et les systèmes étrangers. Les langues vernaculaires africaines ne s'y prêtaient pas, et l'emploi du français a obligé les auteurs à inventer des formes littéraires inédites en Afrique.

La langue française peut-elle donner une image fidèle des œuvres orales traditionnelles ?

Il ne manque pas d'écrivains qui se soient essayés à recueillir les gestes traditionnelles. Des programmes d'enquête et de transcription de la tradition orale sont aussi subventionnés, mais on comprend bien que les questions de méthode sont loin d'être résolues.

L'épopée de *Soundjata*, grand héros mandingue, est l'objet de livres aussi différents que ceux de Djibril Tamsir Niane, historien, de Camara Laye, romancier, ou de Massa Makan Diabaté.

Massa Makan Diabaté (1938-1988) a fixé par écrit cette épopée en 1975. Ce malinké, issu d'une famille de griots, plus que de partager les préoccupations sociales et politiques d'autres auteurs africains, a cherché sans trêve un substitut contemporain à l'œuvre orale qui

ne s'accomplit qu'avec la complicité du public. Même sa trilogie romanesque¹, située dans son village malien, peut s'interpréter comme une interrogation sur les possibilités qui s'offrent à un jeune griot lettré de transcender la tradition, et une « mort du père » métaphorique.

La tentative de transcription des œuvres traditionnelles par Ahmadou Hampaté Bâ (1900-1991) est aussi complexe. Ce Peul du pays Dogon a suivi une double scolarité à l'école coranique et à « l'école des otages » ; après des postes précaires (il avait refusé d'entrer à l'école normale de Gorée), il a été repéré par le professeur Théodore Monod et est devenu un anthropologue de stature internationale. Successivement en poste à l'Institut français d'Afrique noire à Dakar, disciple de Marcel Griaule à Paris, fondateur de l'Institut des sciences humaines à Bamako, membre du Conseil exécutif de l'Unesco², il a participé à l'élaboration d'un système unifié pour l'élaboration des langues africaines. Son unique roman, *L'Étrange Destin de Wangrin ou les roueries d'un interprète africain*, paru en 1973, conte le destin en dents de scie d'un interprète bambara qu'il a vraiment rencontré, habile à jouer des doubles standards coloniaux/colonisés, mais dont la vie s'achève cependant dans la misère. Or, ce texte en langue française n'appartient à aucun genre défini ni de la littérature occidentale ni de l'oralité africaine ; il n'est ni roman ni épopée, portant même quelques caractères du conte animalier. Son intérêt réside à la fois dans l'impossibilité de rendre un genre traditionnel en français et dans l'observation par l'anthropologue du pouvoir d'information et de désin-

1. *Le Lieutenant de Kouta* (1979), *Le Coiffeur de Kouta* (1980) et *Le Boucher de Kouta* (1982).

2. C'est probablement pour la phrase qu'il y a prononcée en 1960 que Amadou Hampaté Bâ est le plus connu : « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. »

formation que détenaient à l'époque coloniale ceux des Africains qui avaient une maîtrise approfondie des langues européennes et des langues des autres ethnies du continent (pour

une variation contemporaine sur le même thème, lire *Le Chant de la mission* de John Le Carré).

Anne LABORDE

AU FIL DE LA LECTURE...

Ahmadou Kourouma (1927-2003) est passé pendant longtemps comme l'homme d'un seul livre : *Les Soleils des indépendances*. Ce roman, refusé par les éditeurs français et édité au Québec en 1970, ouvre la porte à une série de succès critiques (prix Renaudot et prix du livre Inter) et de librairie. En effet, à l'âge de la retraite, il ne peut plus se cacher qu'il est un écrivain. Il publie trois autres livres entre 1990 et 2000. Ainsi, en quatre regards et quatre temporalités différentes, il éclaire l'histoire de l'Afrique sahélienne.

Les Soleils des indépendances se déroulent au moment même de l'indépendance. La mort de Fama, prince malinké déchu – du pouvoir politique précolonial, puis de son pouvoir économique de commerçant –, symbolise la disparition nécessaire de la vieille Afrique, mais dénonce en même temps les nationalismes (le crocodile, instrument de la mort de Fama, symbolise les frontières irrationnelles).

Monnè, outrages et défis (1990) cherche dans le passé l'origine des désillusions et retrace un siècle de colonisation. Le temps du récit y est donc étendu, mais l'espace resserré : toutes les étapes s'enchaînent dans une petite tribu mandingue parallèlement à la longue vie de son chef. Kourouma y dénonce les malentendus et les mensonges, amplifiés par les interprètes et les griots. Leurs paroles comptent presque autant dans la naissance des désastres que la force militaire et les exactions.

En attendant le vote des bêtes sauvages (1998), prix du livre Inter, chante sous forme de *donsomana* (chant-récit épique de chasseur) l'histoire d'un chasseur de la « tribu des hommes nus », qui devient dictateur. Ce roman, dans lequel on reconnaît facilement

l'arrivée à la tête de l'État togolais de Gnassingbé Eyadéma, participe du genre des « romans de dictateur ». L'histoire contemporaine a donné bien des occasions de marcher sur les pas de García Márquez à Yambo Ouologuem (Mali), Sony Labou Tansi et Henri Lopes (Congo), Sembène Ousmane et Aminata Sow Fall (Sénégal), Jean-Marie Adiaffi (Côte d'Ivoire)...

Dans *Allah n'est pas obligé* (2000), ou plutôt « Allah n'est pas obligé d'être juste avec toutes les choses qu'il a créées ici-bas », prix Renaudot et prix Goncourt des lycéens, le narrateur est Birahima, orphelin parti rejoindre sa tante et devenu enfant-soldat, à la fois victime et bourreau. L'écrivain ivoirien décrit les mécanismes qui amènent l'Afrique à jeter ses enfants dans les guerres : impossibilité d'assurer sa survie au village, promesse d'une rétribution, pression des adultes, mais aussi séduction du port d'armes, de l'uniforme, prestige et puissance. Dirigeants et « *small soldiers* » se trahissent sans hésitation dès que le vent tourne. Tous savent qu'ils ne sont que les pions de rivalités régionales qui servent les intérêts des grandes puissances.

Alors que les trois premiers ouvrages cherchaient à évoquer dans un français écrit l'oralité africaine, la langue grossière de Birahima témoigne, au contraire, de son manque de formation tant traditionnelle que moderne ; les quatre dictionnaires qui accompagnent partout l'enfant (Larousse, Petit Robert, Inventaire des particularités lexicales du français d'Afrique et Harrap's) traduisent l'impossibilité de communiquer, même entre Africains, et accentuent la perception du désordre qui règne sur le continent.

Des hommes et des dieux *de Xavier Beauvois*

par Jean-Marie Bordry

C'est le film qui a marqué la rentrée. Par surprise. Avec plus de 1 400 000 entrées, *Des hommes et des dieux* a triomphé. Il ne s'agissait pourtant pas d'un sujet facile ni d'une très grosse production. Comment expliquer un tel succès ?

Plantons le décor. Dans un monastère accolé à un village algérien, huit moines français prient, cultivent et soignent les villageois dont ils sont très proches. Le terrorisme islamiste monte, les massacres se rapprochent et menacent particulièrement les étrangers (chrétiens, de surcroît). Engagée dans une lutte impitoyable, l'armée algérienne répond par la violence. La menace se précise avec l'intrusion nocturne dans le monastère des insurgés qui exigent d'emmener le médecin (Michael Lonsdale) et les médicaments. Refus de frère Christian, le prier (Lambert Wilson). Dès lors, l'épée de Damoclès qui promet les moines à l'égorgement ne les quitte plus. Ils hésitent, vacillent, mais restent. Le film accompagne alors le triomphe éprouvant des moines sur leur peur, jusqu'à la nuit fatale où ils seront enlevés.

Pour mener ce drame, Beauvois a choisi une mise en scène très sobre, intime. L'accent est mis sur les tâches quotidiennes pour mieux montrer la simplicité du mode de vie des religieux. Ceci donne au film un rythme assez lent, et à ce titre la première demi-heure, qui relève du documentaire sur la vie monastique, est un peu longue. Les paysages de l'Atlas marocain (lieu du tournage) sont montrés dans toute leur beauté, et confortent l'esprit contemplatif de l'œuvre. Le jeu des acteurs est remarquable, en particulier celui de Wilson et

de Lonsdale. Tous deux portent le drame, brillamment secondés. Si de nombreux spectateurs ont pu dire que ce film avait été touché par la grâce, c'est d'abord grâce à la sincérité des interprètes. L'auteur a su en tirer parti lors de scènes émouvantes et symboliques qui ont fait parler d'elles. Ainsi le dernier repas, bouleversant, autour d'une bonne bouteille et sans un mot, sur la musique du *Lac des cygnes* de Tchaïkovski. Les visages des personnages défilent un à un en gros plan, tantôt souriants, tantôt en larmes, au gré des sentiments que l'acceptation de la mort leur procure. Cette scène est à l'image du film : émouvante et bien menée, mais à la symbolique un peu lourde qui donne parfois un côté artificiel.

Des hommes et des dieux évoque avec une précision scrupuleuse l'idéal de vie catholique. Il met en scène l'intransigeance paisible de moines catholiques face au terrorisme islamiste. Il rappelle les tourments de l'histoire algérienne, dans lesquels des Français vont être happés, après avoir voulu pallier les carences de l'État algérien. Outre les qualités propres de l'œuvre, ce sont là autant d'éléments qui peuvent expliquer l'engouement du public français. Il y avait en effet bien longtemps qu'on ne lui avait évoqué l'Algérie sans vouloir lui donner mauvaise conscience. Voilà une raison de plus d'aller voir ce bon film.

Jean-Marie BORDRY

*En salle depuis le 8 septembre 2010,
avec Michael Lonsdale, Lambert Wilson,
Jacques Herlin*

Exposition : La fabrique des images

par Jean-Marie Bordry

La fabrique des images est une exposition anthropologique. Elle cherche à expliquer les quatre différentes façons qu'ont les humains de représenter le monde qui les entoure. À l'appui de cette démonstration sont exposées des œuvres de toute époque et de toute région, allant du totem aborigène au masque africain, en passant par des toiles flamandes de la Renaissance. Ces systèmes de représentation du monde, appelés « ontologies », diffèrent radicalement.

L'animisme est la première catégorie, et représente un monde animé. Chaque être vivant sur terre est doté d'un esprit, d'un intérieur humain. Ainsi les plantes, les animaux... Les êtres vivants sont donc identiques de part leur esprit et se distinguent de part leur apparence physique. Ceci donne lieu, par exemple, à la confection par les Inuits de colliers de griffes d'ours, censés conférer au porteur la puissance de l'animal.

Le deuxième système de représentation est le naturalisme, qui figure un monde objectif. C'est le système de représentation qui prévaut en Europe depuis des siècles. C'est aussi l'exact opposé de l'animisme. Ici, les hommes se distinguent par leur esprit (que l'exposition appelle l'intériorité). Au contraire, leur corps fait partie de la nature, est soumis aux mêmes lois que tout ce qui l'entoure. Si l'esprit est distinctif, la beauté peut être représentée dans les scènes banales, qui voient l'homme au milieu de la nature. Les scènes de genre et les paysages flamands appuient la démonstration.

Une troisième ontologie est le totémisme, qui décrit un monde subdivisé. C'est en Australie que domine cette représentation, chez les Aborigènes.

L'idée est de regrouper les individus selon leur totem, qu'ils ont de commun avec leur groupe. Chaque individu d'un même totem est doté d'une même essence. De majestueux totems sont ainsi exposés, entre autres.

La dernière « fabrique des images » est l'analogisme, qui figure un monde enchevêtré. L'analogisme stipule que chaque être est singulièrement différent et nul ne peut fusionner. Afin de rendre cohérent ce monde si divisé, les hommes établissent des correspondances, des analogies. On introduit alors dans l'image d'un homme des caractéristiques animales, pour mieux souligner ses qualités. Ainsi le dernier roi d'Abomey, Bénin, dont la statue figure une créature mi-homme mi-requin. Le souverain revendiquait, en effet, la force du requin. Il faut noter que la représentation analogiste avait cours dans l'Europe de l'Antiquité : telle la représentation de la Chimère, ou du Sphinx...

On ressort de cette exposition décontenancé, comme toujours au Quai Branly. *La fabrique des images* permet en effet de prendre du recul pour analyser les œuvres de cultures différentes selon leurs propres codes et non les nôtres, inopérants. Cette exposition, très pédagogique, donne en la quittant envie de retourner voir la collection du Quai Branly, car on s'attend à tout comprendre et, surtout, à tout apprécier à sa juste valeur.

Jean-Marie BORDRY

Musée du Quai Branly, jusqu'au 17 juillet 2011

Notes de lecture...

L’Affaire de L’Humanité de Sylvain Boulouque

Il y a des récits dont il est bon d’ignorer le contenu. La Libération avec sa chanson de geste a réécrit l’Histoire et ignoré la réalité des années 1930 et la tragédie de la terrible année 1940. Le Parti communiste français, nouveau venu dans la vie politique française à la fin de l’année 1920, s’était constitué comme une secte et comme une organisation clandestine. Aux ordres d’un État étranger et dirigé par lui, le parti recevait ses instructions du Komintern, l’organisation internationale communiste basée et contrôlée à Moscou par les dirigeants soviétiques.

L’ouvrage rappelle le rôle prépondérant joué dans la vie politique interne du parti par Eugen Fried, le délégué du Komintern, et la part essentielle assurée par l’Union soviétique du financement du parti. Tout partait de la capitale soviétique et y revenait. Les principaux dirigeants français allèrent s’y former et recevoir les instructions. La mécanique de la chaîne de commandement communiste est minutieusement décortiquée par l’auteur. Il y a une haute hiérarchie communiste : Maurice Thorez, Jacques Duclos, Benoît Frachon et Maurice Tréand aujourd’hui oublié, sinon disparu.

La démonstration de l’auteur repose principalement sur la biographie de ce dernier. Il part d’un postulat absolu : personne ne monte les barreaux de l’échelle de commandement communiste sans avoir été longuement éprouvé. Maurice Tréand entre, en mars 1921, à 21 ans, aux jeunesses communistes, trois mois après la naissance du parti. Militant local à Besançon, il ne recule pas devant les tâches les plus dures, notamment l’appel à la désobéissance militaire, un acte grave au lendemain de la victoire de 1918. Il va connaître la prison « bourgeoise » et surtout être choisi par la direction

communiste comme une cause à défendre : pétitions, tracts, campagne pour sa libération. Il gagne des galons de responsable régional à 26 ans et devient un « permanent », c’est-à-dire un révolutionnaire appointé. Il ne va plus quitter pendant une quinzaine d’années les premières lignes.

Il va assurer des postes disciplinaires, c’est-à-dire des postes de toute confiance. Il s’occupe des groupes d’autodéfense (GDA), sorte de milice armée, future cadre d’une Armée rouge à la française. Il devient vite un délégué du comité central, un *missi dominici*, un représentant en mission, un commissaire du peuple chargé de faire régner l’ordre dans les fédérations et de couper des têtes. Nous sommes en 1929, après Ludovic Frossard, Pierre Semard et Albert Treint, le parti est dirigé par un secrétariat collectif à quatre : Marcel Barbe, Pierre Celor, Maurice Thorez et Benoît Frachon. La ligne « classe contre classe » est à l’ordre du jour et le combat contre les socialistes, féroce. Les deux derniers vont triompher des deux premiers, accusés de « fractionnisme », hérésie suprême, et de « sectarisme », autre péché capital. « Maurice » va devenir pour trente-quatre ans le leader incontesté et son alter ego se charge de la courroie de transmission syndicale. Barbe et Celor seront diabolisés à jamais, le premier ayant de plus fait le choix du Parti populaire français de Jacques Doriot.

Maurice Tréand va alors entrer dans le saint des saints : intégré la « commission des cadres », sorte de tribunal suprême qui décide des promotions et des sanctions dans l’appareil. Il va devenir l’administrateur de France navigation, la société qui assure la passerelle financière discrète avec le parti. Et c’est cet homme-là, homme de confiance et de discrétion, qui est choisi pour être l’intermédiaire, en juin 1940, avec les autorités allemandes. C’est tout l’intérêt de cet ouvrage qui nous persuade qu’un militant de son importance n’a pu prendre

l'initiative seul. Il a reçu les instructions de Jacques Duclos, responsable en chef du parti clandestin qui en reçut lui-même l'instruction du Komintern. La tentative se fera à la même période en Belgique et en Hollande, un indice supplémentaire.

Les négociations vont commencer par un intermédiaire : Jean Fontenoy, ancien journaliste de *L'Humanité* à Pékin et rallié au PPF. Elles vont se poursuivre par l'intermédiaire d'avocats, et Jean Catelas, exécuté plus tard, sera le délégué de Maurice Tréand. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Otto Abetz, est un ancien socialiste qui a beaucoup fréquenté les milieux radicaux au comité France-Allemagne et épousé la secrétaire du président de ce comité, Jean Luchaire, lui-même ancien collaborateur d'Aristide Briand. Des archives départementales parisiennes, récemment mises à jour et émanant de la préfecture de police, prouvent la réalité des démarches et les discussions entreprises. Un numéro zéro de *L'Humanité* sera même présenté à l'ambassade d'Allemagne. La discussion n'aboutira pas.

Les Allemands veulent opérer un contrôle étroit. Moscou flaire un piège et désavoue l'initiative du Komintern. Un contre-ordre est donné et Jacques Duclos s'empresse de se dédouaner. Le parti parlera d'une « initiative malheureuse » après avoir longtemps nié les faits. Ceux qui les avaient commis étaient morts ou furent mis discrètement hors jeu dans l'intérêt du parti. Comme disait jadis Léon Trotski, « on ne peut pas avoir raison contre le parti ».

Après-guerre, Maurice Tréand garda le silence et la discrétion et eut le bon goût de disparaître en 1949. C'est Maurice Thorez lui-même qui décida du texte qui devait figurer sur la pierre tombale : « Maurice Tréand, 1900-1949, élu en 1937, membre du comité central du Parti communiste français. » Il n'avait donc jamais été désavoué puisqu'il s'était tu à jamais. La découverte de ces archives parisiennes mettait un point final à la polé-

mique. L'intelligentsia française n'en fit pas ses choux gras. Le Parti communiste français fit profil bas et Marie-George Buffet, sa secrétaire nationale, reconnut « certaines erreurs commises par le passé et qui appartiennent à l'Histoire ». L'affaire de *L'Humanité* fut classée, mais l'histoire, impitoyable, a jugé.

Albert KALAYDJIAN

« Essais et documents », Éditions Larousse – 18 €

L'Identité de l'Europe sous la direction de Chantal Delsol et Jean-François Mattéi

On a beaucoup écrit sur l'Europe, son histoire, sa culture, son économie, son action politique et sur le processus de construction de l'Union européenne. Mais, pour la première fois, dans un ouvrage collectif, un groupe de philosophes a voulu contribuer à un recentrage précis de l'« identité de l'Europe ».

Dans son séminaire sur l'identité, Claude Lévi-Strauss voyait en elle le « foyer virtuel » qui rassemble les traits dominants d'une culture. La culture européenne s'est longtemps considérée comme le foyer de la culture universelle. En doutant aujourd'hui de sa vocation à exprimer l'Universel ne souscrit-elle pas à ce que Paul Valéry appelait, dans l'ouvrage *Regards sur le monde actuel*, « l'illusion perdue d'une culture européenne » ?

Cette culture doit beaucoup à ses racines chrétiennes comme le rappellent, à juste titre, les auteurs. Ceux-ci n'oublient pas ce qu'ils appellent « l'Europe cadette », c'est-à-dire l'Europe centrale, qui fait partie de l'espace culturel et politique européen. Mais ils ne font pas de même pour la

Russie et la Turquie. Leur conclusion paraît sans appel : « L'Europe s'arrête là où elle s'arrêtait au XVII^e siècle, c'est-à-dire quand elle rencontre une autre civilisation, un régime d'une autre nature et une religion qui ne veut pas d'elle. »

L'importance des apports chrétiens fait regretter vivement à Philippe Nemo que les origines chrétiennes de l'Europe aient été retirées, à la demande de la France, du projet de Constitution européenne.

S'il fallait illustrer par une image le poids des influences chrétiennes, il suffirait de publier la carte de l'art gothique qui coïncide presque exactement avec les frontières de l'Europe des 25.

Les auteurs rappellent au passage la mise en cause fondamentale de l'identité européenne par des esprits destructeurs avec lesquels ils sont en complet désaccord tels que Jean Derrida et Alain Badiou.

« À trop sacrifier à un esprit critique qui faisait son originalité, l'Europe est victime aujourd'hui de ses propres démons. » Après avoir cru être tout, elle croit maintenant n'être rien. Ce qui la menace demain, c'est le non-être. « La maladie actuelle de l'Europe est le déni de soi. » Mais ce n'est pas une maladie incurable.

Jacques MALLET

« Intervention philosophique », PUF – 16 €

L'Abondance frugale de Jean-Baptiste de Foucauld

L'homme doit reprendre la maîtrise du monde qu'il a inventé. « L'exploitation du potentiel créateur humain, c'est aussi l'explosion des risques pour l'homme et pour la Terre. » À partir de ce constat établi au moment des attentats du 11 septembre 2001 et qui reste plus valable que jamais, Jean-

Baptiste de Foucauld avait appelé à réagir et proposé une méthode : *Les Trois Cultures du développement humain*¹.

Dans ce livre, véritable traité de morale politique, dont *France Forum* avait rendu compte en son temps², l'auteur préconisait une triple démarche : résistance, régulation et utopie, étant admis que nous sommes bien incapables d'emprunter la voie royale ouverte par les apôtres de la non-violence et qui suppose le refus du pouvoir, l'oubli de soi et le don aux autres.

Ce précédent ouvrage n'ayant pas reçu l'audience qu'il méritait, bien au contraire si l'on considère le chemin actuellement suivi par notre pays, l'auteur, nullement découragé, récidive et développe, cette fois, un aspect passé quelque peu inaperçu de son message.

Le titre est provocateur : *L'Abondance frugale*. Un bel oxymore qui entend allier richesse et sobriété ! La crise aidant, qui a accru davantage encore la pauvreté des pauvres et l'enrichissement des riches, on peut espérer que, cette fois, il sera mieux entendu.

La reprise de plusieurs chapitres de son précédent ouvrage est en effet enrichie, illustrée et complétée par des réflexions sur tout ce qui concerne les impératifs du développement durable et sur les attitudes à adopter face à un système économique déséquilibré, sinon dérégulé, après la révolution libérale de Reagan et Thatcher.

L'objectif à atteindre serait donc de calmer cupidité et emballement afin de remettre sur pied une société à la dérive et éviter que ne soient ébranlés les fondements mêmes du régime démocratique. Montesquieu déjà – que ne l'a-t-on écouté davantage ! – considérait que la frugalité était au côté de l'égalité l'un des deux piliers de la démocratie.

1. Odile Jacob, 2002.

2. N°6, 2^e et 3^e trimestre 2002.

« L'amour de l'égalité, dans une démocratie, écrit-il dans *L'Esprit des lois*, borne l'ambition au seul désir, au seul bonheur de rendre à sa patrie de plus grands services que les autres citoyens. [...] L'amour de la frugalité borne le désir d'avoir à l'attention que demande le nécessaire pour sa famille, et même le superflu pour sa patrie. »

Et Montesquieu poursuit, donnant ici la recette pour éliminer les déficits budgétaires : « Aussi les bonnes démocraties, en établissant la frugalité domestique, ont-elles ouvert la porte aux dépenses publiques, comme on fit à Athènes et à Rome. Pour lors, la magnificence et la profusion naissaient du fond de la frugalité même. » (*L'Esprit des lois*, Livre V, chapitre III) Une politique inverse de celle du bouclier fiscal puisque ce sont ici les dépenses des particuliers qui sont plafonnées !

L'auteur emboîte donc le pas à Montesquieu, que les grands de ce monde devraient lire davantage, en prêchant un renversement des désirs : de l'avoir à l'être. Il reprend ainsi des thèmes bien connus et si peu pratiqués, malgré le passage aux 35 heures, de « la révolution du temps choisi » – auquel le club Échanges et Projets, présidé par Jacques Delors, avait consacré une étude... en 1980 – et fait appel à la conscience bien informée de chacun pour réorienter ses activités, sa consommation, son épargne et la redistribution de ses revenus.

Mais cela ne peut suffire et l'on ne peut manquer d'être déçu lorsque, considérant les ressorts de la société actuelle, on ne se voit proposer modestement que « civiliser le capitalisme ». À voir ce dont accouchent actuellement les gouvernements, il faut bien reconnaître que le plafond est bas sur lequel buttent nos rêves.

La jonction n'est manifestement pas faite entre l'aval et l'amont, entre l'exigence morale qui nous est proposée à juste titre et les ambi-

tions de ces architectes de l'impossible qui explorent les voies de la décroissance et de l'au-delà du capitalisme, système où la cupidité et la spéculation sont devenues les principaux moteurs.

Mais s'agit-il encore du capitalisme ou même de l'économie, que l'on espérait sociale, quand on sait que le seul marché des produits dérivés, c'est-à-dire virtuels, représenterait actuellement 600 000 milliards de dollars !

Pour satisfaire ce Léviathan financier, les sociétés de l'économie réelle ont dû s'adapter, développer une innovation de l'inutile dont un marketing effréné assure la diffusion, mais aussi réduire la part salariale au profit de l'actionnaire devenu lui aussi virtuel, à qui s'est substitué en fait le spéculateur exigeant, à qui se soumettent eux-mêmes les États horriblement endettés qui doivent distribuer du pouvoir d'achat pour éviter l'explosion sociale et renflouer les entreprises défailtantes. Jusqu'à quand le serpent se mordra-t-il la queue ?

Face à ce mécanisme infernal (on ne m'en voudra pas de le simplifier ainsi), annonciateur de nouvelles crises, l'exigence purement morale ne peut être qu'une barrière de papier. Il faut, là encore, relire Montesquieu qui a écrit des pages admirables sur la paupérisation de l'Espagne par l'afflux de l'or des Incas. Les produits dérivés ont pris la relève ! Bien incapable d'imaginer le monde où nous vivons, ce qu'il écrivait, au XVIII^e siècle, est encore d'actualité : « Ce ne seront point ceux qui sont corrompus par les délices qui aimeront la vie frugale. [...] Ce ne seront pas non plus ceux qui envient ou qui admirent le luxe des autres, qui aimeront la frugalité : des gens qui n'ont devant les yeux que des hommes riches, ou des hommes misérables comme eux, détestent leur misère, sans aimer ou connaître ce qui fait le terme de la misère. » (Livre V, chapitre IV)

À trop manquer d'audace, Jean-Baptiste de

Foucauld ne restera-t-il pas, une fois encore, « une voix qui crie dans le désert », à moins que la démocratie, utopie assurément, ne parvienne à établir les lois nécessaires...

Jean-Pierre PRÉVOST

Odile Jacob – 18 €

Guerre et paix au XXI^e siècle **de Christian Saint-Étienne**

Un beau thème, récurrent dans l'histoire humaine ! Il a déjà été abordé à plusieurs reprises, notamment par Léon Tolstoï. Mais il traitait le sujet *ex post*, et non pas *ex ante* comme le fait ici notre auteur. Bien connu des lecteurs de *France Forum*, qui l'ont particulièrement apprécié lors de son dernier colloque sur la crise, Saint-Étienne se distingue par une analyse percutante, confinant souvent au pessimisme. Cette fois-ci, il nous surprend plutôt par son optimisme.

Une lecture qui fait du bien et qui fait réfléchir. L'auteur intègre dans son raisonnement le facteur démographique, si souvent oublié par myopie ou par étroitesse de vue.

C'est pourquoi, dans la course à la puissance, il réduit la fenêtre de tir de la Chine dans la domination du monde. Elle peut s'affirmer comme la plus grande – ce que pensent ses habitants au fond d'eux-mêmes –, mais ne pourra réaliser cette ambition que pendant une période assez courte : entre 2010 et 2020, « le moment chinois ». Après, elle sera rattrapée par la politique de l'en-

fant unique et commencera à décliner, probablement assez confortablement. Mais son vieillissement est d'ores et déjà inscrit dans le futur proche. Cette évolution ne se fera pas dans la tranquillité. Une période de conflits s'ouvrira alors, mais elle ne débouchera pas sur la guerre atomique, si souvent évoquée. Il se produira un « basculement stupéfiant des équilibres de puissance économique et politique dans le monde. La part des pays avancés dans le PIB mondial a chuté de 55 % en 2008 à 36,5% en 2050, mais les États-Unis sont restés la puissance économique » principale. On est plutôt soulagé ! Le peuple, en Chine notamment, s'est soulevé pour empêcher l'affrontement militaire. Résultat : une Belle Époque Universelle après 2032. Notre auteur, et c'est particulièrement éclairant, explique pourquoi, et c'est heureusement vraisemblable. Il faudra accepter les règles du jeu de la nouvelle économie ; elles permettront aux meilleurs talents de s'épanouir dans des métropoles modernes, pleines de gens intelligents, décontractés, parfaitement propres et policés.

Bon ! Acceptons-en l'augure. Mais préparons-nous à une épreuve difficile dans un temps très court. Le basculement des équilibres politique et économique n'avancera pas à un rythme de tortue. Le choc de septembre 2022 entre le monde libre et la Chine se prépare aujourd'hui. Mais ces conflits ne dureront pas.

Un livre de prophétie raisonnée à mettre entre les mains de nos petits-enfants et, qui sait, à faire méditer aussi aux retraités...

Charles DELAMARE

« Société », Bourin Éditeur – 19 €

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités, ainsi qu'un chèque de règlement. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France**, 2,30 € un numéro, 3,15 € deux numéros, 5,35 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

France Forum n° 36 **décembre 2009**

LA NOUVELLE CRISE SOCIALE

L'Union européenne et la crise

par Jacques Barrot

D'un modèle de croissance l'autre

par Michel Drancourt

La Pologne et la crise européenne

par Slawomir Czarlewski

La crise chez les jeunes

par Damien Abad

De quelques calamités sociales selon

Maurice Allais par Philippe Bourcier de Carbon

Italie : crise sociale ou tsunami migratoire

par Giuseppe Sacco

Le Pape et la crise par Jean-Pierre Prévost

Transformation du capitalisme et politiques

sociales par Robert Castel

La Sécu, ses trous et l'archaïsme économique

par Bernard Trémeau

DOSSIERS ET ÉTUDES

Un nouvel élan pour l'Europe

par Jacques Mallet

Jours tranquilles à Saint-Ouen

par Albert Kalaydjian

2010 : l'Iran, ou la Perse ?

par Ardavan Amir-Aslani

Anniversaire : Camus, un humaniste humble

par Christian Savès

Le Brésil : le nouveau géant tranquille

par Philippe Boncenne

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

La pop-finance par Georges Dumas

IL Y A CINQUANTE ANS

Depuis un an par Jean Lecanuet

NOTES DE LECTURE

André Diligent (1919-2002) Paroles vécues

de Coralie Ammeloot par Jean-Pierre Prévost

L'Argent sans maître de Charles-Henri Filippi

par Charles Delamare

Les Royalistes et Napoléon de Jean-Paul Bertaud

par Albert Kalaydjian

Robert Schuman : un voyage de l'amicale du

MRP à Scy-Chazelles par Jean-Pierre Prévost

In memoriam : René Plantade

France Forum n° 37 **mars 2010**

NOTRE RUSSIE

À quoi sert la Russie ?

par Alexandre Jevakhoff

Plaidoyer pour une Russie européenne

par Jean-Pierre Gouzy

L'Église orthodoxe, la Russie et l'Occident

par François-Georges Dreyfus

À propos de la démesure russe

par Georges Sokoloff

La Russie, une très grande partie de l'Europe

par Dmitri Rogozine

Les nouveaux projets russes pour la sécurité

européenne par Philippe Moreau Defarges

Après la guerre en Géorgie

par Jean-Pierre Prévost

Mémorial : la lutte pour la vérité

par Hélène Kaplan

Union européenne-Russie : pour un partenariat

stratégique par Yves Pozzo di Borgo

DOSSIERS ET ÉTUDES

La crise grecque et ses conséquences

par Jacques Mallet

La crise continue par Charles Delamare

Identité nationale, identité européenne
par Robert Toulemon

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall
Bonne année 2010 ! par Charles Delamare

IL Y A CINQUANTE ANS

Le témoignage humain d'Albert Camus
par Pierre-Henri Simon

CULTURE ET SOCIÉTÉ

La renaissance de la musique russe
par Jenny Zaharieva
12 de Nikita Mikhaïlov par Igor Yatzimirsky
Tsar de Pavel Lounguine par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

La Crise de 1929 de Pierre-Cyrille Hautcœur
par Charles Delamare
Pour un capitalisme au service de l'homme
de Michel Cool par Jean-Pierre Prévost
Entre Dieu et Darwin : le concept manquant
de Francis Kaplan par Charles Delamare
Le Quai de Ouistreham de Florence Aubenas
par Jean-Marie Daillet
Missak de Didier Daeninckx
par Albert Kalaydjian
Metternich, le séducteur diplomate
de Charles Zorgbibe par Charles Delamare
Chaque pas doit être un but de Jacques Chirac
par Albert Kalaydjian
Orages désirés de René Lenoir
par Charles Delamare

France Forum n°38 **juin-juillet 2010**

L'ÉVAPORATION DES CITOYENS

Un acteur essentiel de la défense des libertés
publiques par Jean-Paul Delevoye
Interview de Jean-Paul Delevoye
par France Forum
La fusion des autorités de libertés
par Anne-Marie Le Pourhiet
Les réseaux sociaux : les joyeuses commères
de l'innovation par Françoise Brissard
Vers une génération de communicants
par Jean-Marie Bordry

Je vous parle d'un temps...
par Albert Kalaydjian

DOSSIERS ET ÉTUDES

Une géopolitique des protestantismes
par François-Georges Dreyfus
Il faut sauver le soldat euro
par Henri Froment-Meurice
L'Europe peut encore sauver l'euro
par Bernard Trémeau
Union européenne et solidarité financière
par Markus C. Kerber
Lady yes, we can ? par Bernd Posselt
La débâcle de 1940
par François-Georges Dreyfus

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall
Tempête sur l'Église par Jean-Pierre Prévost
Benoît XVI, un bon pape... malgré l'opinion
par Jean Chélini
À l'école de Ponzi et de Law par Georges Dumas
La deuxième crise par Marc Varangot
Nous ne sommes pas des Ottomans
par Omar Lefranc

IL Y A CINQUANTE ANS

Tout se tient par Pierre-Henri Teitgen

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Mammuth de Benoît Delépine et Gustave Kervern
par Jean-Marie Bordry
Ben : strip-tease intégral par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

Le Goût des pépins de pomme
de Katharina Hagen par Martine Bordry
1917 de François-Georges Dreyfus
par Charles Delamare
L'Autonomie brisée de Corine Pelluchon
par Jean-Pierre Prévost
La Politique économique de Georges Dumas
par Charles Delamare
Une amitié espagnole de Ilan Greislammer
par Albert Kalaydjian
J'étais votre préféré de Luc Gendry
par Charles Delamare
Qu'est-ce que l'anarchisme ? de Alexander
Berkman par Albert Kalaydjian
Chine ou Japon, quel leader pour l'Asie ?
de Claude Meyer par Charles Delamare

BULLETIN D'ABONNEMENT

- 4 numéros par an -

À retourner avec votre règlement à : France Forum
133, rue de l'Université – 75007 Paris

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.)

Prénom

Adresse

.....

| | | |
|----------|---|----------------|
| France | ➔ | 40 € |
| | ➔ | 48 € (soutien) |
| Étudiant | ➔ | 25 € |
| Étranger | ➔ | 44 € |

(TVA : 2,10 %)

Les auteurs

Jacques Blamont, *professeur émérite à l'université Pierre et Marie Curie, membre de l'Académie des sciences*

Jean-Marie Bordry, *étudiant*

Joëlle Bourgois, *ancien ambassadeur d'Afrique du Sud*

François-Georges Dreyfus, *professeur émérite à la Sorbonne*

Robert Dussey, *professeur de philosophie politique à l'université de Lomé (Togo), conseiller diplomatique du président du Togo*

Albert Kalaydjian, *chargé d'études à la fondation Robert Schuman, conseiller municipal à la ville de Saint-Ouen*

Venance Konan, *journaliste et écrivain ivoirien*

Anne Laborde-Medeville, *membre du comité de rédaction de France Forum*

Yves-Marie Laulan, *président de l'Institut de géopolitique des populations*

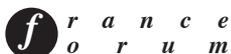
Omar Lefranc, *pseudonyme d'un fonctionnaire des Finances*

André Le Gall, *écrivain*

Jacques Mallet, *ancien député européen*

Jean-Pierre Prévost, *politologue*

Charles Zorgbibe, *professeur à la Sorbonne, ancien recteur de l'université ex-Marseille*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medeville, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133, rue de l'Université 75007 Paris - Téléphone : 01 45 50 29 07 - Fax : 09 56 80 01 14 - E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

L'AFRIQUE EN MARCHÉ

Géopolitique de l'Afrique par Charles Zorgbibe

Ça va aller par Venance Konan

Bonne gouvernance et développement durable en Afrique par Robert Dussey

L'Afrique francophone en quête de stabilité par Albert Kalaydjian

L'Afrique explose, l'Europe implose par Yves-Marie Laulan

L'Afrique saccagée par Jean-Pierre Prévost

DOSSIERS ET ÉTUDES

Vive le développement ! Vive la croissance ! par Jacques Blamont

D'où vient le peuple juif ? par François-Georges Dreyfus

Coup d'envoi de l'inflation par Omar Lefranc

Sommaire détaillé page 1